



# LE MONDE. *diplomatie*

OÙ VA DONC LA COLÈRE ?

PAR GEORGES DIDI-HUBERMAN

Pages 14 et 15.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 746 - 63<sup>e</sup> année. Mai 2016

DÉSARMER LES MARCHÉS, SAISON 19

## En attendant la taxe Tobin

*Il est certaines réformes dont l'éternel report ne suscite pas de hauts cris. Ainsi de la taxe Tobin sur les transactions financières, qui attend sa mise en œuvre depuis... dix-neuf ans. Au sein de l'Union européenne, la France, soucieuse de favoriser ses grandes banques, s'est longtemps opposée à ce projet de prélèvement sur les mouvements spéculatifs.*

PAR FRÉDÉRIC LEMAIRE \*

INITIALEMENT formulée par l'économiste américain James Tobin (1918-2002), l'idée de taxer la finance s'est frayé un chemin jusqu'aux cénacles européens après la crise de 2008. En février 2013, onze pays de la zone euro – France, Allemagne, Belgique, Autriche, Slovaquie, Portugal, Grèce, Slovaquie, Italie, Espagne et Estonie – s'engageaient à mettre en place une taxe sur les transactions financières. Version édulcorée du projet de Tobin, leur proposition n'en conservait pas moins sa capacité à irriter le monde de la finance. Lequel a trouvé des alliés de poids dans sa détermination à la faire dérailler : plusieurs gouvernements du continent, désormais moins soucieux d'encadrer la finance que d'en assurer la compétitivité.

Trois ans après le début des négociations, l'instauration de la taxe Tobin est « menacée d'enlisement », si l'on en croit le quotidien *Les Echos* (8 mars 2016). L'histoire semble se répéter pour cette mesure dont la mise

en œuvre est, depuis vingt ans, jugée inévitable... mais toujours reportée.

Tobin lance pour la première fois son idée de taxer les transactions de change en 1972. L'objectif : pénaliser la spéculation sur le marché des changes, facilitée par le nouvel environnement international. Un an auparavant, le président américain Richard Nixon avait décrété la fin de la convertibilité en or du dollar, mettant ainsi un terme au système monétaire international fondé sur les accords de Bretton Woods, signés en 1944. Désormais, les taux de change entre les monnaies flotteraient au gré du marché.

Le principe de la taxe Tobin est simple : appliquée à chaque transaction, même à un taux très faible, elle augmenterait significativement le coût des allers-retours permanents qui caractérisent les flux spéculatifs de court terme. Pour les investissements à long terme, ponctuels, la taxe serait quasiment indolore (1).

(Lire la suite pages 4 et 5.)

\* Membre de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) et du Centre d'économie de l'université Paris-Nord (CEPN).

(1) Lire Ibrahim Warde, « Le projet de taxe Tobin, bête noire des spéculateurs, cible des censeurs », *Le Monde diplomatique*, février 1997.

MOUVEMENT ANTICORRUPTION OU COUP D'ÉTAT DÉGUISÉ ?

## Printemps trompeur au Brésil



LUCIANA CARAVELLO ARTE CONTEMPORANEA, RIO DE JANEIRO

ANTONIO LEE. – « Specular » (Spéculaire), 2012

*A lire une partie de la presse, le processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff, enclenché le 17 avril par un vote du Parlement, témoignerait de la vigueur de la jeune démocratie brésilienne. C'est tout le contraire. En renonçant à réformer le système politique du pays, la gauche a armé le piège qui se referme aujourd'hui sur elle.*

PAR LAURENT DELCOURT \*

AU MOINS 500 000 manifestants à São Paulo, presque autant à Rio de Janeiro, 100 000 à Brasília. Au total, près de trois millions de personnes auraient investi les rues d'une centaine de villes brésiennes le 13 mars, formant une marée humaine présentée comme la plus vaste mobilisation depuis le mouvement *Direitas Já!* (« Des élections directes tout de suite ! »), qui avait défié la dictature dans la première moitié des années 1980.

Cette vague citoyenne avait contribué à renvoyer les militaires dans leurs

\* Chercheur au Centre tricontinental (Cetri), Louvain-la-Neuve (Belgique).

casernes. Mais pour les protestataires d'aujourd'hui, qui arborent la couleur jaune de l'équipe nationale de football, pas question d'exiger davantage de droits, d'avancées démocratiques et de progrès sociaux. Aux cris de « *Dilma dehors!* », « *Destitution tout de suite!* » et « *Lula en prison!* », ils réclament la tête d'une présidente qui se serait rendue coupable d'un « crime de responsabilité » en enfreignant la réglementation budgétaire (1), ainsi que celle de son prédécesseur, M. Luiz Inácio Lula da Silva, accusé d'être impliqué dans le scandale de l'opération « Lava Jato » (« lavage à haute pression ») : le détournement présumé de milliards de dollars de Petrobras, le géant pétrolier national, au profit d'entreprises, de partis et de personnalités politiques.

l'aube à son domicile et emmené sans ménagement au poste de police de l'aéroport international de Congonhas pour y être interrogé par le juge fédéral Sergio Moro, chargé du dossier. Commanditaire de cette opération à grand spectacle, le magistrat soupçonne l'ancien président – sur la base d'une délation – d'avoir bénéficié des bonnes grâces d'Odebrecht, l'une des entreprises incriminées. Peu après cette garde à vue, le 6 mars, par une initiative parallèle, le parquet de São Paulo réclamait publiquement la « détention provisoire » de « Lula », l'accusant de « blanchiment » et d'« occultation de patrimoine ».

(Lire la suite page 9.)

(1) Le gouvernement de M<sup>me</sup> Rousseff aurait utilisé le mécanisme du « pédalage fiscal », à savoir le recours passager à l'emprunt auprès d'entreprises publiques pour financer certaines dépenses, ce qui permet de différer leur enregistrement dans les comptes publics. De nombreux juristes estiment toutefois que l'opération ne justifie pas la procédure de destitution.

## Le refus du libre-échange

PAR SERGE HALIMI

EN FRANCE, les manifestants réunis par le mouvement Nuit debout espèrent qu'une « convergence des luttes » permettra d'élargir leur audience à des participants moins jeunes, moins diplômés, et de s'insérer dans une dynamique internationale. Un des thèmes d'action qu'ils ont choisis pourrait favoriser ce double objectif : le refus des traités de libre-échange (1).

Les méandres des accords commerciaux découragent souvent les mobilisations, tant il est difficile de comprendre quelle étape surveiller de près, quelle disposition d'apparence technique dissimule une bombe sociale. Pourtant, malgré le matraquage des milieux dirigeants, du patronat et des médias en leur faveur, l'hostilité à ces traités s'étend. Les mobilisations contre le grand marché transatlantique (GMT, Tafta en anglais) sont puissantes en Allemagne et en Belgique (2). Aux États-Unis, tous les principaux candidats à la présidence ont dorénavant pris position contre le partenariat transpacifique (PTP, TPP en anglais). Or, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'empire américain jouait un rôle moteur dans la libéralisation des échanges. Sur ce sujet, la concordance des vues fut presque absolue entre les locataires successifs de la Maison Blanche, démocrates ou républicains, de John Kennedy à Ronald Reagan, de M. George W. Bush au président Barack Obama. Tout à coup, la locomotive libérale cale.

En prétendant que « les entreprises qui ne recherchent que les bas salaires ont déjà quitté le pays », M. Obama n'a pas rassuré. Car les délocalisations continuent, et les accords commerciaux précédents avaient eux aussi vocation à apporter emplois à foison et bons salaires... Il n'est donc pas étonnant que des hommes aussi différents que MM. Donald Trump et Bernie Sanders aient réalisé une percée électorale en

pourfendant de tels traités. Ce qui a obligé M<sup>me</sup> Hillary Clinton à renier le soutien qu'elle apportait au PTP lorsqu'elle était secrétaire d'Etat de M. Obama. M. François Hollande s'apprêterait lui aussi à changer d'avis sur le GMT. Il y a deux ans, il voulait « aller vite ». Là, ce ne serait plus tout à fait aussi urgent...

Les ouvriers dont le salaire a été laminé par le chantage au chômage et aux délocalisations ne sont plus isolés quand ils rejettent le libre-échange. Les écologistes, les agriculteurs, les consommateurs les ont rejoints. Et les employés du secteur public, jusqu'aux pompiers, se mobilisent à leur tour. Au point qu'un dirigeant patronal américain n'en revient pas : « *Aucun d'eux n'est concurrentiel par des importations, mais leur syndicat se montre solidaire des autres* (3). » Celui des employés du secteur public a compris qu'il ne parviendrait pas à défendre longtemps les effectifs et les traitements de ses deux millions de membres si ceux des autres salariés continuent de s'écrouler. Et les pompiers savent que le remplacement des entreprises qui paient l'impôt par des friches industrielles va amputer les budgets municipaux, ce qui menacera nombre de leurs casernes. En somme, sur ce sujet, la convergence des luttes existe. Et a déjà remporté ses premiers succès.

(1) Lire le dossier « Les puissants redessinent le monde », *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

(2) Lire Amélie Canonne et Johan Tyszler, « Ces Européens qui défient le libre-échange », *Le Monde diplomatique*, octobre 2015.

(3) Noam Scheiber, « Labor's might seen in failure of trade deal as unions allied to thwart it », *The New York Times*, 14 juin 2015.

### Révolutions d'ici et d'ailleurs Un voyage hors des sentiers battus



Éditions La Découverte

176 pages, 16 euros ePub disponible



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 35 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.



« LA TRACE D'UN RÊVE N'EST PAS MOINS RÉELLE QUE CELLE D'UN PAS »

# Contester sans modération

*En France, l'opposition à la réforme du code du travail et l'occupation des places par le mouvement Nuit debout ont convergé dans le refus d'une vision étriquée de la politique : évanouissement des espérances collectives dans le trou noir électoral, aménagement à la marge de l'ordre social. Assiste-t-on à la fin d'un cycle marqué par des revendications toujours plus limitées et jamais satisfaites ?*

PAR PIERRE RIMBERT

DEMANDER peu et attendre beaucoup : dix-huit ans après la création de l'association Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (Attac), en juin 1998, le prélèvement de 0,01 % à 0,1 % sur les transactions financières inspiré par l'économiste James Tobin pour « jeter du sable dans les rouages » des marchés tarde à voir le jour (lire l'article pages 1, 4 et 5). La forme édulcorée que négocient sans enthousiasme les cénacles européens rapporterait une fraction du montant (plus de 100 milliards d'euros) initialement escompté.

Mais, au fait, pourquoi avoir placé la barre si bas ? Pourquoi avoir tant bataillé pour l'introduction d'une si légère friction dans la mécanique spéculative ? Le confort du regard rétrospectif et les enseignements de la grande crise de 2008 suggèrent que l'interdiction pure et simple de certains mouvements de capitaux parasites se justifiait tout autant.

Cette prudence revendicative reflète l'état d'esprit d'une époque où le crédit d'une organisation militante auprès d'un public urbain et cultivé se mesurait à sa modération. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, la fin de la guerre froide et la proclamation par les néoconservateurs américains de la « fin de l'histoire », toute opposition frontale au capitalisme de marché se trouvait frappée d'illégitimité, non seulement aux yeux de la classe dirigeante, mais aussi auprès des classes moyennes désormais placées au centre du jeu politique. Pour convaincre, pensait-on, il fallait se montrer « raisonnable ».

Certes, la fameuse taxe infradécimale – 0,1 % – présente dans son inaboutisse-

ment même une vertu pédagogique incontestable : si l'ordre économique s'obstine à refuser un aménagement aussi modique, c'est qu'il est irréformable – et donc à révolutionner. Mais pour provoquer cet effet de révélation, il fallait jouer le jeu et se placer sur le terrain de l'adversaire, celui de la « raison économique ». L'idée d'un ordre à contester avec modération s'imposait en France avec d'autant plus d'évidence que l'initiative politique avait changé de camp. Depuis le tournant libéral du gouvernement de Pierre Mauroy, en mars 1983, non seulement la gauche a cessé d'avancer des propositions susceptibles de « changer la vie », mais les dirigeants politiques de toutes obédiences font pleuvoir sur le salariat une grêle de restructurations industrielles, de contre-réformes sociales, de mesures d'austérité budgétaire. En l'espace de quelques années, le rapport à l'avenir bascule.

La révolte des sidérurgistes de Longwy contre les fermetures d'usines en 1978-1979 traçait, par son inventivité, l'épure d'une contre-société (1). Celle tout aussi massive des ouvriers du fer en 1984 ne caresse plus le rêve de transformation sociale. L'heure des combats défensifs a sonné, au début des années 1980 en France comme en Allemagne après la mise au pas de l'opposition extraparlamentaire, en 1985 au Royaume-Uni après l'échec de la grande grève des mineurs. Il s'agit dès lors de rendre la vie un peu moins dure, de se retrancher pour atténuer le rythme et l'impact des dérèglementations, des privatisations, des accords commerciaux, de la corrosion du droit du travail. Indispensable préalable, la sauvegarde des conquêtes sociales dicte son urgence et s'impose peu à peu comme l'horizon indépassable des luttes.

## Définir ce que l'on désire vraiment

EN 1995, à la veille de l'élection présidentielle, même les partis qui s'étaient réclamés du communisme se résignent à ne plus mettre en avant que des revendications comme l'interdiction des licenciements, l'augmentation du salaire minimum et la baisse du temps de travail dans un cadre salarial inchangé. Emmené par la Confédération générale du travail (CGT) et Solidaires, le mouvement victorieux de novembre-décembre 1995 contre la réforme de la Sécurité sociale conduite par M. Alain Juppé souleva un temps l'hypothèse d'un passage de relais d'une gauche politique exsangue à une gauche syndicale revigorée. La suite fut plutôt marquée par l'essor de l'altermondialisme.

L'approche internationale de ce mouvement, son calendrier de rassemblements et ses nouvelles manières de militer reposaient sur un principe distinct à la fois des affrontements idéologiques post-soixante-huitards et des indignations morales façon Restos du cœur : la contre-expertise, appuyée sur des analyses savantes bien faites pour convaincre des sympathisants plus familiers des amphithéâtres que des chaînes de montage. Avec ses économistes et ses sociologues, son sigle en pourcentage et ses déchiffres, ses antimaneuvres et ses universités d'été, Attac se donnait pour mission de populariser une critique experte de l'ordre économique. A chaque décision gouvernementale affaiblissant les services publics, à tout accord de libre-échange concocté en douce par les institutions financières internationales répondaient d'impeccables argumentaires, des dizaines d'ouvrages, des centaines d'articles.

Qu'il s'agisse d'inégalités, de politique internationale, de racisme, de domination masculine, d'écologie, chaque secteur protestataire exhibe depuis cette époque ses penseurs, ses universitaires, ses

chercheurs, dans l'espoir de crédibiliser ses choix politiques par l'onction de la légitimation savante. Cette critique, conjuguée à la dégradation des conditions de vie, a permis de mobiliser des populations politiquement inorganisées, mais qui se découvraient vulnérables à une mondialisation dont la violence se concentrait jusque-là sur le monde ouvrier.

Le mouvement, auquel *Le Monde diplomatique* fut étroitement associé, aura vaincu de son sérieux, remporté des victoires dans le monde intellectuel, dans les livres, dans la presse, et même percé l'écran des journaux télévisés. Il aura passé un temps infini à répéter des évidences tandis que ses adversaires, sans scrupules et sans relâche, mettaient en œuvre leurs « réformes ». Comme l'avait suggéré la vague contre-culturelle des années 1970, un ordre politique de droite s'accommode fort bien de best-sellers de gauche. Opposer sa bonne volonté savante à la mauvaise foi politique de l'adversaire aura sans doute rendu la critique plus audible. Mais pas plus efficace, comme en fera l'amère expérience, en 2015, le ministre des finances grec Yanis Varoufakis, dont les raisonnements académiquement homologués ne pesèrent pas bien lourd face à l'acharnement conservateur de l'Eurogroupe (2).

Sur la fresque idéologique qui couvre la période 1995-2015 coexistent deux éléments contradictoires. D'un côté, une re-politisation frémissante, puis bouillonnante, qui se traduit par une succession de luttes et de mouvements sociaux massifs : 1995 (Sécurité sociale), 1996 (sans-papiers), 1997-1998 (chômeurs), 2000-2003 (sommet de la vague altermondialiste), 2003 (retraites), 2005 (banlieues), 2006 (étudiants précaires), 2010 (retraites à nouveau), 2016 (droit du travail), rejet des

grands projets inutiles (en particulier depuis 2012). De l'autre, des institutions contestataires fragilisées : forces syndicales dos au mur, mouvement social tourné – ou détourné – vers l'expertise, partis de la gauche radicale enlisés dans les sables d'un jeu institutionnel discrédité. Le souffle, les espoirs, l'imagination et la colère des uns ne résonnent pas dans les slogans, les livres et les programmes des autres.

Tout se passe comme si trente années de batailles défensives avaient privé les structures politiques de leur capacité à proposer, fût-ce dans l'adversité, une visée de long terme désirable et enthousiasmante – ces « jours heureux » qu'avaient imaginés les résistants français au début de l'année 1943. Dans un contexte infiniment moins sombre, nombre d'organisations et de militants se sont résignés à ne plus convoiter l'impossible, mais à solliciter l'acceptable ; à ne plus aller de l'avant, mais à souhaiter l'arrêt des reculs. A mesure que la gauche érigait sa modestie en stratégie, le plafond de ses espoirs s'abaissait jusqu'au seuil de la déprime. Ralentir le rythme des régressions : tâche nécessaire, mais perspective d'autant moins encourageante qu'elle fait ressembler l'« autre monde possible » au premier, en un peu moins dégradé. Symbole d'une époque, la précarité a déteint sur le combat idéologique – « précaire », du latin *precarius* : « obtenu par la prière »...

Assiste-t-on à l'achèvement de ce cycle ? La germination de mouvements observée sur plusieurs continents depuis le début des années 2010 a fait émerger un courant, minoritaire mais influent, las de ne demander que des miettes et de ne récolter que du vent. A la différence des étudiants d'origine bourgeoise de Mai 68, ces contestataires ont connu ou connaissent la précarité dès leurs études. Et, contrairement aux processionnaires des années 1980, ils ne redoutent guère l'assimilation du radicalisme aux régimes du bloc de l'Est ou au « goulag » : tous ceux qui, parmi eux, ont moins de 27 ans sont nés après la chute du mur de Berlin. Cette histoire n'est pas la leur. Souvent issus des franges déclassées des couches moyennes produites en masse par la crise, ils et elles font retentir au cœur des assemblées générales, des sites Internet dissidents, des « zones à défendre », des mouvements d'occupation de places, et jusqu'aux marges des organisations politiques et syndicales, une musique longtemps mise en sourdine.

Ils disent : « Le monde ou rien » ; « *Nous ne voulons pas les pauvres soulagés, nous voulons la misère abolie* », comme l'écrivit Victor Hugo ; pas seulement des emplois et des salaires, mais contrôler l'économie, décider collectivement ce que l'on produit, comment on le produit, ce qu'on entend par « richesse ». Non pas la parité femmes-hommes, mais l'égalité absolue. Non plus

le respect des minorités et des différences, mais la fraternité qui élève au rang d'égal quiconque adhère au projet politique commun. Point d'« écoresponsabilité », mais des rapports de coopération avec la nature. Pas un néocolonialisme économique habillé en aide humanitaire, mais l'émancipation des peuples. En somme : « Nous voulons tout », ambition qui déborde si largement le champ de vision politique habituel que beaucoup l'interprètent comme l'absence de toute revendication.

Si placer la barre au ciel plutôt qu'au sol n'accroît pas d'un pouce les chances de réussite, ce déplacement présente un double intérêt. Confinée pour le moment sur les bas-côtés de la contestation et hostile par principe à l'organisation politique, la résurgence radicale influence les partis par capillarité, à l'instar du fil qui relie le mouvement Occupy Oakland – le plus ouvrier du genre aux Etats-Unis – aux militants qui soutiennent le candidat démocrate Bernie Sanders dans le cadre très institutionnel de la campagne présidentielle. Mais surtout, ce regain renforce les batailles défensives quand ceux qui les mènent dans des conditions difficiles peuvent à nouveau s'appuyer sur une visée de longue portée et, à défaut de projet tout ficelé, sur des principes de transformation qui illuminent l'avenir. Car vouloir tout, quand bien même on n'obtiendrait rien dans l'imédiat, c'est s'obliger à définir ce que l'on désire vraiment plutôt que ressasser ce que l'on ne supporte plus.

On aurait tort de voir dans cette bascule un glissement de l'action revendicative vers un idéalisme incantatoire : elle rétablit en réalité la lutte sur ses bases

## Espoirs de convergence

AU-DELÀ des socialismes européens, utopique, marxiste ou anarchiste, un pointillé thématique relie les radicaux contemporains à la cohorte des silhouettes insurgées qui hantent l'histoire des luttes de classes, de l'Antiquité grecque aux premiers chrétiens, des qarmates d'Arabie (Xe-XI<sup>e</sup> siècle) aux confins de l'Orient. Quand le paysan chinois Wang Xiaobo prend en 1993 la tête d'une révolte à Qingcheng (Sichuan), il déclare qu'il est « *las de l'inégalité qui existe entre les riches et les pauvres* » et qu'il veut « *la niveler au profit du peuple* ». Les rebelles appliqueront sur-le-champ ces principes. Presque un millénaire plus tard, la révolte des Taiping, entre 1851 et 1864, conduira à la formation temporaire d'un Etat chinois dissident fondé sur des bases analogues (3). Tout comme en Occident, ces insurrections faisaient converger des intellectuels utopistes opposant de nouvelles idées à l'ordre établi et des pauvres révoltés décidés à imposer l'égalité à coups de fourche.

classiques. Que la gauche n'évolue plus qu'en formation défensive fait figure d'exception historique. Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les partis politiques, puis les syndicats, ont toujours tâché d'articuler objectifs stratégiques de long terme et batailles tactiques immédiates. En Russie, les bolcheviks assignent le premier rôle au parti et confinent les organisations de travailleurs au second. En France, les anarcho-sindicalistes intègrent « *cette double besogne, quotidienne et d'avenir* ». D'un côté, explique en 1906 la charte d'Amiens de la CGT, le syndicalisme poursuit « *l'œuvre revendicatrice quotidienne (...)* par la réalisation d'améliorations immédiates ». De l'autre, « *il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste* ».

Comme l'observait l'historien Georges Duby, « *la trace d'un rêve n'est pas moins réelle que celle d'un pas* ». En politique, le rêve sans le pas se dissipe dans le ciel brumeux des idées, mais le pas sans le rêve piétine. Le pas et le rêve dessinent un chemin : un projet politique.

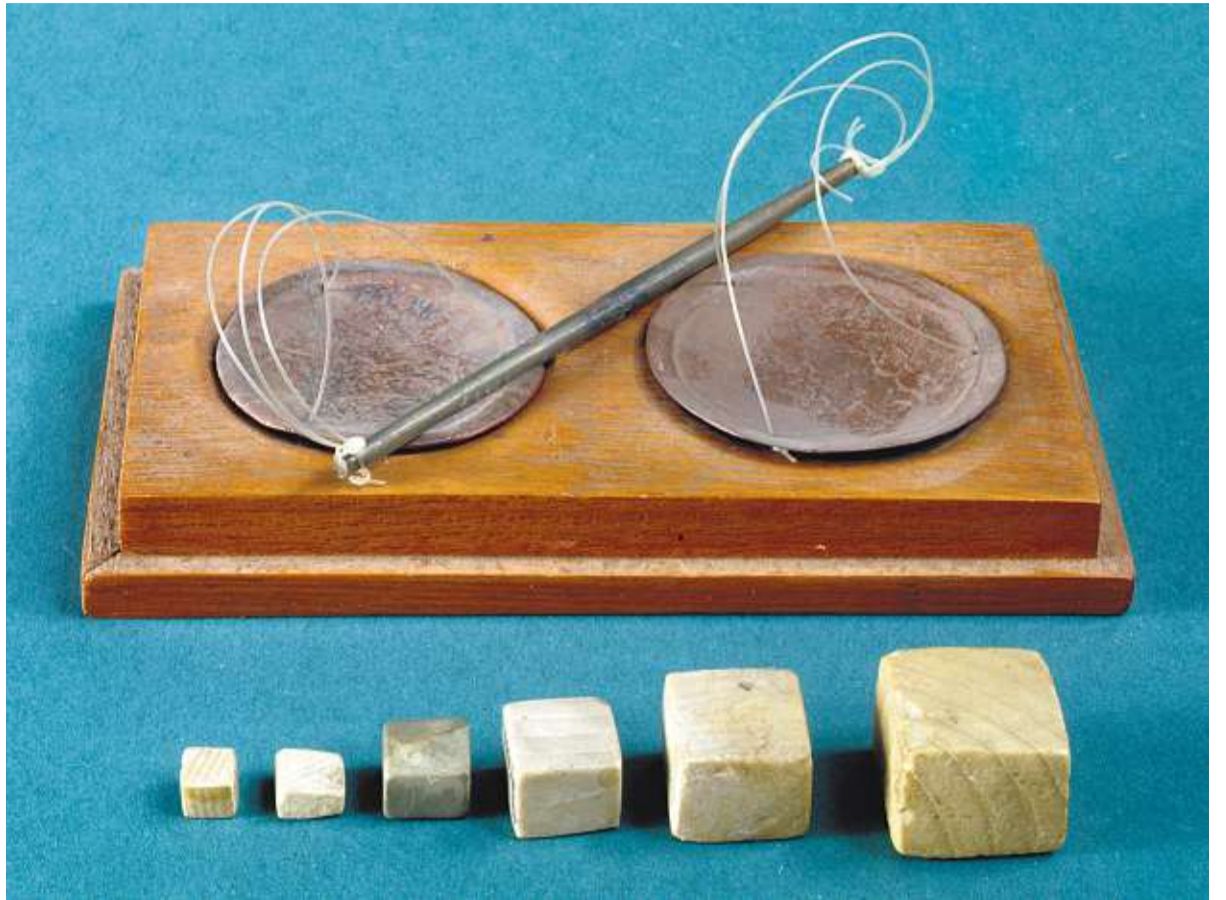
A cet égard, les idées mises au clou par la gauche et réactivées par les mouvements de ces dernières années prolongent une tradition universelle de révoltes égalitaires. En avril, un panneau destiné à collecter les propositions des participants à la Nuit debout, place de la République à Paris, proclamait : « *Changement de Constitution* », « *Système socialisé de crédit* », « *Révocabilité des élus* », « *Salaires à vie* ». Mais aussi : « *Cultivons l'impossible* », « *La nuit debout deviendra la vie debout* » et « *Qui a du fer a du pain* » – aux accents blanquistes.

La tâche, de nos jours, s'annonce assurément moins rude. Un siècle et demi de luttes et de critiques sociales a clarifié les enjeux et imposé au cœur des institutions des points d'appui solides. La convergence tant désirée entre classes moyennes cultivées, monde ouvrier établi et précaires des quartiers relégués ne s'opérera pas autour des partis sociaux-démocrates expirants, mais autour de formations qui se doteront d'un projet politique capable de faire briller à nouveau le « soleil de l'avenir ». La modération a perdu ses vertus stratégiques. Etre raisonnable, rationnel, c'est être radical.

(1) Lire Pierre Rimbert et Rafaël Trapet, « La Commune de Longwy », *Le Monde diplomatique*, octobre 1997.

(2) Lire Yanis Varoufakis, « Leur seul objectif était de nous humilier », *Le Monde diplomatique*, août 2015.

(3) Cf. « Les traditions égalitaires et utopiques en Orient », dans Jacques Droz (sous la dir. de), *Histoire générale du socialisme*, tome 1, Presses universitaires de France, Paris, 1972.



Poids de quartz et balance en cuivre, Mohenjo-Daro (Pakistan), 2300-1500 av. J.-C.

# Dans le Nord, emploi en miettes

**Contestée par une large part des forces syndicales et de la jeunesse, la loi El Khomri entend poursuivre – et accélérer – la déréglementation du marché du travail. Flexibilité, travail le dimanche, horaires décalés : dans ce domaine, le nord de la France fait figure de laboratoire. Une évolution dont seul le Front national semble tirer profit, comme lors des élections régionales de décembre 2015.**

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL GILLES BALBASTRE \*

C E MATIN de février, il y a déjà foule dans les locaux vétustes de la Bourse du travail de Tourcoing, dans l'agglomération lilloise (Nord). L'époque où cette ville et sa voisine Roubaix pouvaient se targuer d'être les capitales mondiales de la laine paraît bien loin. Depuis les années 1980, le travail ouvrier a cédé la place aux emplois de services. Caractérisé par sa pénibilité et par ses bas salaires, le premier avait le mérite d'être encadré par un droit du travail forgé dans les luttes. En comparaison, personnel de ménage, caissiers, gardiens, serveurs font aujourd'hui figure de tâcherons précaires et flexibles. « En quelques années, observe M. Samuel Meegens, secrétaire général de l'union locale de la Confédération générale du travail (CGT), on est passé d'un dialogue social certes musclé, genre lutte des classes, à une sorte de Far West où tout est permis. Surtout dans le nettoyage et la sécurité, ces laboratoires du détricotage du code du travail qui concentrent les plus faibles, les plus pauvres, les anciens sans-papiers, les personnes issues de l'immigration. »

Tendre l'oreille dans le hall du bâtiment, c'est découvrir les souffrances quotidiennes d'une grande partie du salariat. Des élus du personnel de la société Diam, spécialisée dans le routage, sont venus chercher des informations pour

\* Journaliste et réalisateur, fondateur du site Nada (www.nada-info.fr)

défendre leurs collègues. En décembre 2014, cette filiale de l'entreprise de vente par correspondance La Redoute a été rachetée par le groupe Prenant, qui remet en question la convention collective de tous ses employés. « Ils parlent d'instaurer les trois-huit, même le week-end, confie cette ouvrière, mère célibataire d'un enfant de 10 ans. Ça me fait peur. Comment je vais faire pour m'organiser ? » Un peu à l'écart, un agent de sécurité en guerre contre sa nouvelle société. En rentrant de vacances, il a appris qu'il était muté à plus d'une trentaine de kilomètres du supermarché où il travaillait. « C'est interdit par la loi, normalement », soupire ce Français d'origine maghrébine.

## « La paupérisation n'est plus réservée aux chômeurs »

Permanent de la structure en contrat aidé (1), M. Jean-Claude Vanhaecke accueille tous les jours ces salariés déboussolés et les informe de leurs droits. « J'ai une petite expérience. A 50 ans, j'ai été licencié trois fois, deux fois pour faute grave et une autre pour faute lourde. A deux reprises, j'ai gagné aux prud'hommes, raconte cet ancien ouvrier de l'agroalimentaire. Ici, on est sur le front. On voit une partie des victimes de la guerre sociale. Et, comme dans toute guerre, il n'y a pas de différence

entre ceux qui sont français et ceux qui viennent d'ailleurs. C'est ce qu'on leur répète tous les jours. »

Deux femmes élégantes attendent leur tour dans un couloir qui sert de salle d'attente. La prise de contact est rapide et directe. « Je suis agent petite enfance aux Petits Chaperons Rouges, l'un des leaders des crèches d'entreprise en France, explique la première. Le boulot, ça devient le grand n'importe quoi. On se retrouve seul en poste le matin, les congés sont repoussés au dernier moment, les salaires toujours plus bas. On en a ras le bol. A 40 ans, c'est la première fois que je me syndique. » Derrière elle, une femme d'un certain âge opine du chef. A quelques mois de la retraite, cette employée de banque sort d'un arrêt maladie de longue durée : « Ils ont profité de ma maladie pour me voler une quarantaine de jours de congés payés. Je suis d'accord avec ces dames. Ça devient de plus en plus dur. J'ai travaillé

toute ma vie dans la même banque comme conseillère en agence ou sur un plateau téléphonique, mais là, je ne sais pas comment ça va finir. »

Responsable du syndicat Sud Travail - Affaires sociales pour la région, M. Pierre Jaouy a été en poste à Tourcoing comme inspecteur du travail pendant dix-huit ans. Les fermetures d'entreprises, les vagues de licenciements, les transformations du salariat, il connaît. « Entre les temps partiels subis, les horaires décalés, le travail du dimanche, la flexibilité et l'intérim, les emplois sont de plus en plus déstructurés. Et, dans le secteur des services, les gens sont de plus en plus isolés. Seuls face à leurs patrons ou leurs chefs, ils n'ont pas les moyens

(1) Un contrat aidé est un contrat de travail dérogeant au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides : subventions à l'embauche, exonérations de certaines cotisations sociales, aides à la formation.



JEAN-MARC DELTOMBE. – Usine Jules-Desurmont à Tourcoing, de la série « Fiches industrielles », 2012

## DÉSARMER LES MARCHÉS,

# En attendant

(Suite de la première page.)

Les crises monétaires européennes de 1992 et 1993, ainsi que l'effondrement du peso mexicain en 1994, donnent raison à Tobin : les forces du marché, loin de le renforcer, contribuent à déstabiliser le système monétaire. Des économies entières se trouvent menacées par la spéculation massive sur le marché des changes. La taxe Tobin apparaît alors sur les radars politiques. En mars 1995, le président français François Mitterrand en suggère l'idée lors du sommet social de Copenhague, sans faire preuve d'un optimisme démesuré : « Cela sera très difficile à obtenir et je ne me fais pas d'illusions dès qu'on parle de transactions financières. » La même année, on évoque le nom de James Tobin lors du G7 à Halifax, puis dans le programme du candidat socialiste Lionel Jospin à l'élection présidentielle.

Les universitaires ne sont pas en reste. En 1996, les Presses universitaires d'Oxford publient un ouvrage dans lequel plusieurs spécialistes de la finance internationale analysent de façon très favorable la taxe Tobin et son impact (2). L'idée reçoit par ailleurs le soutien de personnalités dont la finance n'avait pas eu à se plaindre jusque-là, tels M. Jacques Delors (président de la Commission européenne de 1985 à 1995), Boutros Boutros-Ghali (secrétaire général des Nations unies de 1992 à 1996) et Barber Conable (président de la Banque mondiale de 1986 à 1991).

La taxe Tobin « émerge des notes de bas de page », se réjouit alors l'économiste John Williamson (3). Dans son éditorial du *Monde diplomatique* de décembre 1997, Ignacio Ramonet appelle à « désarmer les marchés » et à créer une organisation, Attac, dont le nom signifie d'abord

« Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens ». Constituée l'année suivante, l'association connaît un succès rapide. Elle comptera plus de trente mille adhérents en 2003 et essaimera dans 38 pays (4). Dans une interview au journal allemand *Der*

*Spiegel*, peu avant sa mort, Tobin se réjouit de voir ses idées ainsi sur le devant de la scène, tout en se démarquant des « casseurs de carreaux » qu'il associe à ce que l'on appelle alors le « mouvement anti-mondialisation » (2 septembre 2001).

## L'aiguillon de la crise de 2008

APRÈS la victoire de la gauche plurielle aux élections législatives de 1997 en France, M. Jospin, devenu chef de gouvernement, charge son ministre des finances d'étudier la mesure. M. Dominique Strauss-Kahn la juge « impraticable » ; il fait figurer dans un document budgétaire de Bercy une étude officielle qui la critique. Nouvelle campagne présidentielle, nouveau regain d'intérêt : en août 2001, sur TFI, le candidat Jospin dit son souhait de voir la France « proposer que l'Union européenne prenne une initiative au plan international ».

Il perd, mais son adversaire Jacques Chirac, réélu, reprend l'idée. Il crée un groupe de travail sur les nouvelles contributions financières internationales, auquel Attac participe. Présidé par le haut fonctionnaire Jean-Pierre Landau, le groupe publie son rapport en septembre 2004 (5). Face à la forte croissance des inégalités dans le monde, il propose la mise en place de taxes globales, dont la taxe Tobin, même s'il indique que « les taxes étudiées sont purement destinées à lever des revenus pour le développement ». En d'autres termes, l'objectif initial de Tobin, lutter contre la spéculation, a été remis : il convient désormais de « minimiser les distorsions induites sur le marché ». Le monde de la finance ne tressaille pas vraiment.

L'essentiel du rapport est adopté, sous l'impulsion de M. Chirac, lors de l'Assemblée générale des Nations unies de décembre 2004. Au cours d'une conférence ministérielle organisée par Paris en février 2006, plusieurs pays s'engagent à adopter la proposition de taxe internationale sur les billets d'avion (6) issue du rapport Landau ; et une trentaine de pays (ils sont soixante-six à ce jour) constituent le Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement avec l'objectif de promouvoir des projets de taxes globales.

Taxer la finance, même modestement : l'ambition ne plaît guère au vainqueur de l'élection présidentielle française de 2007. Sitôt élu, M. Nicolas Sarkozy charge sa ministre de l'économie et des finances, M<sup>me</sup> Christine Lagarde, de supprimer l'impôt sur les opérations de Bourse, une variante modeste de taxe sur les transactions financières qui datait de 1893. La ministre déclare alors : « C'est une mesure qui concourra à renforcer l'attractivité de Paris comme place financière (7). »

La crise de 2008 change la donne et provoque des revirements inattendus. M. Adair Turner, ancien directeur général de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) et président de l'autorité britannique de surveillance des marchés financiers, concède en août 2009 qu'une

partie des activités de la City est « socialement inutile (8) ». Il se prononce en faveur d'une taxe Tobin. Quelques mois plus tard, le G20 de Pittsburgh mandate le Fonds monétaire international (FMI) pour faire des propositions visant à mieux réguler le système. Les dirigeants européens l'invitent à « examiner toutes les options disponibles », y compris celle d'une taxe globale sur les transactions financières (TTF), bref, une taxe Tobin qui s'appliquerait, au-delà du marché des changes, à l'ensemble des marchés financiers.

Le projet de TTF se heurte cependant à l'hostilité des Etats-Unis et du Canada. Le directeur général du FMI de l'époque, M. Strauss-Kahn, n'a pas changé d'avis depuis son passage à Bercy : il s'oppose à une mesure qu'il juge « tout à fait simpliste » et « probablement impossible » à mettre en œuvre sans qu'elle soit contournée (9). Les taxes sur les marchés boursiers ont pourtant existé et existent encore dans plusieurs pays. Les étendre aux transactions hors marchés réglementés serait tout à fait possible. Il suffirait de prélever la taxe au niveau des intermédiaires, par exemple les chambres de compensation utilisées pour le règlement (10).

Quoi qu'il en soit, la TTF ne figure pas dans le rapport rendu par le FMI en avril 2010, qui lui préfère deux simples taxes bancaires, avec pour objectif de... financer le renflouement des banques en difficulté ! Les modestes propositions du FMI ne séduisent pas le G20 lors de sa réunion de 2010 à Toronto. Mais la TTF ne figure pas non plus au nombre de ses résolutions.

Les velléités de « faire payer la finance » auraient-elles fait long feu ? Pas en Allemagne, où la chancelière Angela Merkel avait prévenu : si le G20 n'adoptait pas la

TTF, elle la proposerait à l'Union européenne. Elle obtient le soutien de M. Sarkozy lors du sommet franco-allemand de juin 2010, dix jours avant le G20 de Toronto.

La voie semble donc libre pour qu'émerge un projet de TTF européenne. A Bruxelles, le Parlement soutient l'idée en mars 2011, suivi par la Commission, qui présente une proposition de directive pour une taxe européenne sur les transactions financières. Celle-ci se distingue clairement de la proposition initiale de Tobin, puisqu'elle ne s'applique pas aux transactions de change. Son assiette demeure cependant relativement large : elle concerne tous les autres marchés financiers, s'applique à tous leurs acteurs et à tous les instruments. Tobin envisageait

(2) Mahbub Ul Haq, Inge Kaul et Isabelle Grunberg (sous la dir. de), *The Tobin Tax: Coping With Financial Volatility*, Oxford University Press, 1996.

(3) Cité par Olivier Damette dans « Quel avenir pour une taxe Tobin ? », *Mondes en développement*, n° 140, Nancy, avril 2007.

(4) En 2015, l'association Attac (acronyme qui signifie désormais « Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne ») comptait 9 650 adhérents en France.

(5) Jean-Pierre Landau, *Les Nouvelles Contributions financières internationales*, La Documentation française, coll. « Rapports officiels », Paris, septembre 2004.

(6) Initialement, trente pays s'étaient engagés à mettre en place cette taxe ; actuellement, seuls neuf l'appliquent : Cameroun, Chili, Congo, Corée du Sud, France, Madagascar, Mali, Maurice et Niger.

(7) Débat au Sénat, Paris, 23 novembre 2007. Cité par Serge Halimi, « Après Tobin », *Le Monde diplomatique*, février 2012.

(8) *The Telegraph*, Londres, 26 août 2009.

(9) « IMF to assess G-20 progress on recovery, mulls financial levy », Fonds monétaire international, Washington, DC, novembre 2009.

(10) Pour plus de précisions, cf. les nombreux travaux de l'économiste autrichien Stephan Schulmeister relatifs à la mise en place de la taxe sur les transactions financières.

MÈNE AU VOTE FRONT NATIONAL

# et sentiment d'abandon

de se défendre.» Conséquence? Angoisse, frustration, mais aussi colère: «L'envie de ne plus accepter ces humiliations, de tout envoyer balader.»

«On évoque souvent le chômage, la misère, la déstructuration sociale pour expliquer la colère et le vote Front national d'une partie de la population, poursuit-il. Mais il ne faudrait pas oublier que 10 ou 20 % de chômage, cela veut dire 80 ou 90 % de gens qui travaillent. Et, parmi ceux-là, beaucoup vivent des situations proches de celles des chômeurs. La paupérisation n'est plus réservée aux demandeurs d'emploi. Comment imaginer que le ressentiment accumulé ne se traduise pas dans les urnes?»

Au premier tour des régionales de décembre 2015, à Tourcoing, la liste de M<sup>me</sup> Marine Le Pen est arrivée en tête avec 33,48 % des voix, largement devant celle du Parti socialiste (20,71 %). Cinq ans plus tôt, le Front national (FN), troisième, ne récoltait que 18,29 % des voix, quand le PS en recueillait 34 % avant de l'emporter au second tour avec une liste d'union de la gauche. L'arrivée au pouvoir de M. François Hollande en 2012 en aurait conduit beaucoup à conclure que, avec les partis traditionnels, le même était condamné à succéder au pire, les invitant à tourner leur regard ailleurs...

A deux cents kilomètres au sud-ouest, la ville de Montataire (Oise) connaît une autre tragédie industrielle: celle de la métallurgie et de la chimie. La région a été marquée par la fermeture de l'usine Chausson, spécialisée dans la fabrication de véhicules utilitaires pour Peugeot et Renault. Trois ans d'agonie, entre 1993 et 1996; quatre mille salariés licenciés. Chacun s'en souvient encore; les plaies sont à vif. En décembre 2015, au premier tour des régionales, la liste de M<sup>me</sup> Le Pen est arrivée en tête, largement devant celle du Front de gauche: 36,3 % contre 27,87 %. En 2010, le FN atteignait 15,32 % et le Parti communiste français, 35,38 %.

Autour de la petite ville ouvrière, les digues ont lâché davantage encore. A Mouy, Mogneville, Pont-Sainte-Maxence, Rantigny, la liste FN a dépassé les 40 %, voire les 50 % en 2015. Pour

le sénateur de l'Oise et maire communiste de Montataire, M. Jean-Pierre Bosino, délégué CGT chez Chausson dans les années 1980, la raison de la percée du FN est à chercher dans l'onde de choc qui, vingt ans après, n'en finit pas de détruire ses concitoyens. «Je connais d'anciens salariés qui ne sont jamais repassés devant l'usine depuis la fermeture, en 1996. Des copains ont été recrutés et relencés trois ou quatre fois. Et il y en a plein qui n'ont jamais rien retrouvé. Alors les gars, ils ont en marre des promesses. Certains votent FN pour tout envoyer paître.»

## Un jeune de 21 ans écrasé par un wagon de minerai

Difficile d'obtenir des témoignages à ce sujet lors de nos échanges à la Bourse du travail de Tourcoing. «Vous savez, l'entreprise s'avère parfois plus dangereuse que les "quartiers"», ironise un interlocuteur qui préfère garder l'anonymat. Et les immigrés? «Contrairement à ce que suggèrent les médias, les zones de non-droit ne sont pas forcément les banlieues», tranche un autre. La menace patronale préoccuperait donc davantage que celle incarnée par «l'étranger»? Pas sûr non plus... «Il y a des gens qui viennent ici et qui laissent entendre qu'ils votent Le Pen, nous raconte M. Meegens. Je ne me gêne pas pour leur dire qu'ils se plantent, qu'ils vont se faire avoir. Ils ont l'impression que tout le monde se fout de leur gueule: les patrons, les politiques. Alors ils cherchent des soutiens.»

Au sentiment d'une absence de réponse politique de la part des partis traditionnels s'ajoute un durcissement de l'attitude des employeurs. «Le dialogue n'est pas simple aujourd'hui avec le patronat, même au niveau des entreprises», souligne M. Stéphane Maciag, secrétaire général de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) de la métallurgie de l'Oise. L'UIMM [Union des industries et métiers de la métallurgie, l'organisation patronale] a donné des consignes pour envenimer les choses. Le plus rageant est qu'on essaie de négocier sur des points comme

le compte pénibilité, qu'on porte depuis des années, et que les patrons bloquent.»

M. Antonio Molina est entré à l'usine sidérurgique de Montataire (désormais détenue par ArcelorMittal) en 1985. Il a vu les effectifs fondre, passant de 5000 salariés à environ 500 aujourd'hui. «Il y a trente ans, des dizaines de bus déversaient des centaines d'ouvriers. Si vous vous pointez à la sortie, à 13 heures, vous ne verrez pas plus de cinquante personnes. Et ils nous ont annoncé une nouvelle restructuration à l'horizon 2018: 180 gars en moins. Quand vous avez du gras et que vous faites 80 kilos, vous pouvez en perdre deux ou trois. Mais quand vous en faites 45, ce n'est pas pareil. Chaque gramme compte. La menace d'une fermeture définitive plane tout le temps. Alors les gars, soit ils ont peur de l'avenir, soit ils ont perdu l'espoir. Dans tous les cas, ils apprennent à vivre au jour le jour, même avec un CDI [contrat à durée indéterminée] et une colère de plus en plus rentrée.»

Depuis une vingtaine d'années, la sous-traitance est venue perturber les solidarités d'antan. La logistique du transport des bobines a été confiée à une centaine d'ouvriers employés par la société ISS Logistique & Production. La sécurité et le ménage, à une trentaine d'agents embauchés par Elio. «Notre direction a travaillé à fractionner certaines tâches. A ISS, la majorité des salariés sont d'origine maghrébine. A Elio, ce sont plutôt des Italiennes et des Portugaises. La sous-traitance n'a pas seulement divisé les tâches, elle a divisé les gens. L'ennemi, ça devient peu à peu l'autre, qui n'est plus réellement ton collègue.» Une aubaine pour les employeurs... et pour M<sup>me</sup> Le Pen.

Dans le port de Dunkerque, à deux cents kilomètres au nord, l'un des plus importants sites d'ArcelorMittal en France emploie 3000 salariés, dont 230 intérimaires et environ 1500 sous-traitants. En avril 2015, un jeune de 21 ans a été écrasé par un wagon chargé de minerai; en juillet, un fondeur de 41 ans a été précipité dans une rigole d'acier en fusion. A la même période, trois travailleurs détachés sur le chantier du terminal méthanier de Loon-Plage (2) ont également trouvé la mort: deux Portugais et un Polonais. «Chaque fois qu'on ajoute

un niveau de sous-traitance, observe M. Marcel Croquefer, animateur d'un collectif de lutte contre la précarité à l'union locale CGT, on ajoute un niveau supplémentaire de précarité, et donc un niveau de danger dans nos installations à risque.»

## «La preuve que ce parti n'est pas du côté des salariés»

En décembre 2015, dans l'agglomération dunkerquoise, à Loon-Plage, Craywick, Broukerque, Cappelle-la-Grande, la liste de M<sup>me</sup> Le Pen a dépassé la barre des 50 %, contre 20 % cinq ans plus tôt. Pour la plupart des militants syndicaux, l'insécurité chronique qui règne dans les entreprises, l'emploi massif de salariés précaires comme les travailleurs détachés et la menace qu'ils incarnent pour les titulaires de CDI expliquent au moins en partie la montée de l'extrême droite. «Le FN joue sur la peur, oppose les salariés entre eux et désigne des boucs émissaires, par exemple les travailleurs détachés, tempête M. Croquefer. Il ne dénonce jamais les grands donneurs d'ordres et les multinationales responsables de ce désordre économique. Son grand silence actuel sur la réforme du code du travail est bien la preuve que ce parti n'est pas du côté des salariés.»

Pour M. Molina, la solution passe par un regain de l'action syndicale: «Nous, à la CGT, on ne fait pas de différence entre les gens. On a mené des combats avec tout le monde, et les gars nous apprécient, ils votent massivement pour nous. Résultat: on fait 49 % aux élections professionnelles, avec un taux de participation de 90 %. A ISS et à Elio, on est ultramajoritaires. On a 180 syndiqués, dont beaucoup de jeunes.» La mobilisation observée contre la destruction du code du travail porte-t-elle les germes d'une autre réponse politique à cette sourde colère?

GILLES BALBASTRE.

(2) Lire «Travail détaché, travailleurs enchaînés», *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

SAISON 19

# la taxe Tobin

un taux de 0,5 %; les taux retenus par la Commission sont de 0,1 % pour les actions et obligations et de 0,01 % pour les produits dérivés. Les recettes sont estimées à 30 milliards d'euros par an, à partager entre le budget de l'Union européenne et celui des Etats.

A quelques mois du scrutin présidentiel de 2012, M. Sarkozy annonce la mise en œuvre d'une «taxe Tobin française» sur la base d'une assiette réduite (essentiellement les actions émises par une centaine

d'entreprises françaises). Bref, plutôt un simple impôt de Bourse, similaire à celui qu'il avait fait supprimer en 2007...

Le candidat socialiste n'est pas en reste. Lors du désormais célèbre discours du Bourget, le 22 janvier 2012, M. François Hollande nomme l'«ennemi» qu'il s'est choisi: la finance. Pour le mettre à terre, il promet de renforcer la TTF française et de faire passer une taxe «ambitieuse» sur les transactions à l'échelle européenne.

## Appel à se montrer «réaliste»

MAIS, une fois enfilées ses pantoufles de président, M. Hollande s'assoupit sur une partie de ses promesses. La nouvelle majorité augmente le taux de la taxe de Bourse française de 0,1 % à 0,2 %, mais conserve une assiette et un taux plus restreints que ceux imposés au Royaume-Uni avec le stamp duty. Le gouvernement s'opposera par ailleurs l'année suivante, puis en juin 2014, à des amendements visant à élargir la taxe française aux opérations «intra-journalières» (intra-day) et à pénaliser le trading haute fréquence. A l'échelle européenne, faute d'unanimité, onze des vingt-huit Etats membres s'accordent, sous l'impulsion de l'Allemagne et de la France, pour poursuivre le projet sous la forme d'une «coopération renforcée». Le conseil des ministres des finances de l'Union de février 2013 officialise le processus.

Depuis, Paris n'a cessé de mettre des bâtons dans les roues au projet de taxe européenne. En juillet 2013, le ministre des finances Pierre Moscovici annonce la couleur lors des rencontres internationales de Paris Europlace. Il dénonce

le projet de la Commission européenne comme «excessif», appelle Bruxelles à se montrer «pragmatique et réaliste» et promet d'«améliorer» la proposition de la Commission. Engagement tenu (cette fois): la France bloque les négociations européennes en multipliant les demandes d'exemption, notamment sur les produits dérivés, une spécialité des banques françaises.

En janvier 2014, M. Moscovici organise un sommet franco-allemand visant à garantir un compromis «réaliste»: «Si on fait en sorte qu'il n'y ait plus de marchés financiers en Europe, qu'il n'y ait plus de Bourses en Europe, prévient-il, les ressources financières iront à Londres» (France Info, 27 janvier 2014). Mais les efforts du gouvernement français butent sur la détermination de certains de ses partenaires, notamment l'Allemagne. La chancelière n'entend pas céder: la TTF européenne «large» figure en bonne place dans le contrat de coalition qu'elle a conclu en novembre 2013 avec les sociaux-démocrates pour former son gouvernement. Le sommet franco-allemand débouche sur un

échec: Berlin refuse d'endosser les exemptions proposées par la France.

Le 9 juillet 2014, à l'occasion des rencontres internationales de Paris Europlace, le nouveau ministre des finances français Michel Sapin confirme qu'il n'acceptera pas «un projet qui serait déséquilibré pour notre place financière». Mais l'obstination de la France ne paie pas. En décembre 2014, les ministres des finances des onze pays engagés dans le projet de TTF européenne rejettent sa proposition. Le 30 mars 2015, Paris et Berlin parviennent enfin à une position commune: une taxe large assortie de taux faibles. «La France sera de nouveau à l'initiative pour que cette taxe soit prête le moment

venu, c'est-à-dire au moment de la COP21 (11)», promet un François Hollande volontaire à l'approche de la Conférence des Nations unies sur le climat, qui se tient à Paris fin 2015.

A force de tergiversations, les négociations s'éternisent. Certaines délégations demandent des exemptions; l'Estonie se retire. Cela ne remet pas en cause la procédure de coopération renforcée, qui exige la participation d'au moins neuf pays; mais, selon M. Sapin, qui fait part de son «inquiétude», les négociations seraient «dans une situation d'arrêt sur image» (12). Les difficultés politiques en Espagne et en Slovaquie empêcheraient ces Etats de donner leur accord en vue de la prochaine échéance, fixée en

juin 2016. «La taxe sur les transactions financières se meurt lentement», titre le quotidien financier allemand *Handelsblatt* (13). Pour Peter Wahl, économiste allemand et militant historique en faveur de la TTF, un accord, même décevant, devrait néanmoins intervenir. Un échec à ce stade aurait un coût politique important pour M. Hollande comme pour M<sup>me</sup> Merkel. Mais on sera sans doute loin du projet de feu James Tobin...

FRÉDÉRIC LEMAIRE.

(11) Agence France-Presse, 10 septembre 2015.

(12) Reuters, 10 mars 2016.

(13) Ruth Berschens et Jan Hildebrand, «Financial transaction tax dies quietly», *Handelsblatt Global Edition*, 16 février 2016.

2016

MONDE  
*diplomatique*

[FORMATIONS]

**1 an offert**  
d'abonnement  
au Monde diplomatique  
pour toute inscription à un cycle

**Elu(e) ou salarié(e), militant(e) ou étudiant(e), vous êtes intéressé(e) par les questions internationales ?**  
Participez aux cycles de formation assurés par des spécialistes et des journalistes du *Monde diplomatique*, pour mieux comprendre le monde et le changer.

**CYCLE 3 : 7 JOURS**      25, 26, 27 mai - 9, 10 juin - 4, 5 juillet

PROCHE-ORIENT

*Dynamiques et enjeux*

- Les enjeux régionaux
- L'histoire du Proche-Orient
- Les révolutions arabes
- L'islamisme

**Voyage d'étude**

ISRAËL  
PALESTINE

*A quand la paix ?*

**Du 22 au 29 octobre 2016**

- Israël-Palestine
- Géopolitique régionale
- La coopération décentralisée au Proche-Orient

**Renseignements et inscription :** [www. formations.monde-diplomatique.fr](http://www. formations.monde-diplomatique.fr) 01-42-46-62-57 [formations@monde-diplomatique.fr](mailto:formations@monde-diplomatique.fr)

**Possibilités de prise en charge :** contactez-nous. **Tarif préférentiel** pour les personnes non prises en charge.

En partenariat avec l'Institut européen des politiques publiques [www.iepp.fr](http://www.iepp.fr)

# Les Etats-Unis

**Le candidat républicain à l'élection présidentielle américaine de novembre 2016 sera vraisemblablement moins favorable aux interventions militaires que son adversaire démocrate – une situation inédite depuis la seconde guerre mondiale. Mais la tentation du repli, qui hante la politique étrangère de M. Barack Obama depuis 2009, concerne désormais les deux grands partis.**

PAR BENOÎT BRÉVILLE

«**F**AIBLE», «*confus*», «*indécis*», «*traître*», «*lâche*», «*naïf*», «*incohérent*», «*sans vision*», «*inexpert*»: pendant huit ans, les républicains n'ont pas eu de mots assez durs pour qualifier M. Barack Obama et sa politique étrangère. Le président aurait sapé le grandeur et le crédit des Etats-Unis en refusant de recourir plus souvent à la force.

S'ils ne manquent jamais de souligner combien M. Obama aurait humilié les Etats-Unis, les deux principaux candidats en lice dans la primaire républicaine ont largement remis ces discours jusqu'au boutistes. En décembre 2015, M. Ted Cruz a critiqué les «*néoconservateurs fous qui veulent envahir tous les pays de la planète et envoyer nos enfants mourir au Proche-Orient*» (1). Le même mois, lors d'un discours devant la très conservatrice Heritage Foundation, il a souligné le caractère néfaste des interventions américaines en s'appuyant sur l'exemple libyen, puis a ajouté: «*Nous n'avons pas*

*de camp à soutenir dans la guerre civile syrienne.*» Des propos qui entraînent quelque peu en résonance avec une phrase de M. Obama: le 10 septembre 2013, le président avait considéré que le conflit syrien était «*la guerre civile de quelqu'un d'autre*».

M. Donald Trump n'entend pas davantage se lancer dans une expédition au Proche-Orient. «*Nous y dépensons des milliers de milliards de dollars, alors que l'infrastructure de notre pays est en train de se désintégrer*», a-t-il déploré le 3 mars. Là encore, on aurait cru entendre l'actuel occupant de la Maison Blanche: «*Durant la dernière décennie, la guerre nous a coûté 1 000 milliards de dollars, à un moment où notre dette explosait et en des temps économiques difficiles (...). Il est temps de nous concentrer sur la construction de notre nation*», estimait M. Obama en 2011, tandis qu'il promettait le retrait prochain des soldats encore présents en Afghanistan.

## «Se faire examiner le cerveau»

CÔTÉ DÉMOCRATE, il est souvent arrivé que des candidats critiques de l'interventionnisme militaire soient bien placés dans la course à l'investiture. Ce fut le cas de l'opposant à la guerre du Vietnam George McGovern en 1972, du pasteur noir Jesse Jackson en 1984 et en 1988 – il avait par exemple dénoncé les manœuvres des Etats-Unis pour renverser le gouvernement nicaraguayen – ou même de M. Obama, pourfendeur de la guerre d'Irak en 2008. Il faut en revanche remonter à 1952 et à la candidature de Robert Taft pour trouver un républicain hostile aux expéditions militaires et bien placé pour être investi par son parti. Le sénateur de l'Ohio était opposé au plan Marshall et à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), jugés inefficaces et trop coûteux, et estimait que l'Amérique ne devait recourir à la force que si la «*liberté de son peuple*» était directement menacée. Il perdit de justesse face à Dwight Eisenhower. Depuis, la clé du succès aux primaires républicaines est d'affirmer la vocation des Etats-Unis à guider le monde. C'était encore le thème

central des programmes de politique étrangère de M. John McCain en 2008 et de M. Willard Mitt Romney en 2012. L'actuel revirement au sein du Parti républicain est d'autant plus surprenant que le camp conservateur s'est indigné pendant huit ans de la «*faiblesse*» de M. Obama, au prétexte qu'il était parfois réticent à bombarder des pays étrangers.

Cette inflexion se comprend mieux lorsqu'on analyse l'évolution générale de la politique étrangère américaine depuis 2009. Durant ses deux mandats à la Maison Blanche, l'ancien sénateur de l'Illinois a été accusé de mener une politique que nul grand principe ne guide. A la différence des présidents Harry Truman («*endiguement*» de l'Union soviétique), Dwight Eisenhower («*refoulement*» du communisme), Richard Nixon («*détente*» musclée), James Carter («*droits de l'homme*»), Ronald Reagan (confrontation avec l'«*empire du Mal*» soviétique) ou encore George W. Bush («*guerre contre la terreur*»), il ne laissera pas derrière lui une doctrine qui porte son nom, mais

un assemblage de choix parfois contradictoires. Il accompagne, en 2011, une coalition pour faire chuter Mouammar Kadhafi en Libye, puis se désintéresse de ce pays; il s'adonne à des bombardements par drones discrétionnaires et totalement illégaux (au regard du droit international et américain), mais s'engage dans un effort diplomatique multilatéral pour signer un accord sur le programme nucléaire iranien et sait se montrer audacieux quand il décide le rétablissement des relations avec Cuba.

Le président doit naviguer entre des forces qui tentent toutes d'influer sur sa diplomatie: l'opinion publique, susceptible de basculer de l'isolationnisme à l'interventionnisme pour peu qu'un attentat soit commis ou un journaliste américain décapité; les élus du parti adverse, toujours prompts à l'accuser de faiblesse; ses conseillers, ministres et collaborateurs; les alliés des Etats-Unis, qui attendent que Washington se comporte conformément à leurs intérêts; les adversaires, qui guettent le moindre faux pas pour avancer leurs pions. Certains présidents prenaient leurs décisions en étroite collaboration avec leur secrétaire d'Etat: Truman et Dean Acheson, Eisenhower et John Foster Dulles, Reagan et George P. Shultz. D'autres s'en remettaient à leur secrétaire d'Etat: Nixon et M. Henry Kissinger, Carter et M. Zbigniew Brzezinski. M. Obama, lui, décide seul, ou avec sa garde rapprochée: MM. Benjamin Rhodes, Denis McDonough, Mark Lippert. Ces hommes de moins de 50 ans ont fait leurs armes non pas pendant la guerre froide mais après le 11 septembre 2001, et appartiennent au courant anti-interventionniste (2).

L'actuel président a certes nommé des personnes plus expérimentées aux postes-clés du dispositif diplomatique et militaire: MM. Robert Gates, Leon Panetta et Chuck Hagel au ministère de la défense, M<sup>me</sup> Hillary Clinton et M. John Kerry au secrétariat d'Etat, etc. Ces voix ont parfois pesé, comme en 2009, quand M<sup>me</sup> Clinton a convaincu M. Obama de soutenir le coup d'Etat contre M. Manuel Zelaya au Honduras. Mais dans les moments de crise, elles ne furent pas toujours écoutées. «*Sa Maison Blanche aura été de loin la plus centralisée et la plus autoritaire en matière de sécurité nationale depuis Richard Nixon et Henry Kissinger*», analyse M. Gates dans ses Mémoires (3).

Les premiers désaccords entre M. Obama et son entourage apparaissent en septembre 2009, au sujet de l'Afghanistan. Alors que le président a promis de mettre fin à cette guerre, le général Stanley McChrystal, chargé des opérations sur place, lui oppose que la victoire exige une augmentation de la présence militaire américaine; il estime les besoins à quarante mille soldats. Durant trois mois, réunion après réunion, la secrétaire d'Etat, le ministre de la défense, le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), le conseiller à la sécurité nationale et le directeur du renseignement national tentent de convaincre M. Obama de satisfaire cette demande. «*Ce n'est pas dans l'intérêt national*», ne cesse de répéter le président, qui ne veut pas «*dépenser 1 000 milliards de dollars*» et se lancer «*dans un effort de reconstruction nationale à long terme*» (4). Refusant de choisir entre le retrait et l'engagement militaire illimité réclamé par le général McChrystal, il opte pour une solution de compromis: un engagement de trente mille soldats supplémentaires pour une durée de dix-huit mois. «*L'Amérique doit montrer sa force, de manière à mettre fin aux guerres et à prévenir les conflits*», déclare-t-il le 1<sup>er</sup> décembre 2009 pour justifier son choix. La plupart des spécialistes des questions militaires ont jugé cet entre-deux particulièrement inefficace, car il suggérait aux talibans d'attendre que l'orage passe.

Un scénario comparable se déroule en 2011, au début des «*printemps arabes*». Faut-il intervenir militairement pour faire tomber Kadhafi, au prétexte qu'il menace de massacrer les insurgés de Benghazi? Cette fois, à l'exception de M<sup>me</sup> Clinton, l'entourage de M. Obama est plus

circonspect. M. Gates estime même publiquement que quiconque envisage une nouvelle expédition au Proche-Orient devrait «*se faire examiner le cerveau*» (5). Mais les pressions viennent des médias, de l'étranger – en particulier de la France et du Royaume-Uni, bien décidés à en découdre – et du Congrès, où le sénateur démocrate Kerry et son collègue républicain McCain réclament ensemble l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne. A nouveau, le président fait un choix «*centriste*»: il accepte d'intervenir, mais dans le cadre d'une coalition large, avec un mandat des Nations unies – lequel prévoit uniquement la création d'une zone d'exclusion aérienne et sera rapidement outrepassé – et sans mener les opérations.

## Sept pays bombardés depuis 2009

LE PRÉCÉDENT LIBYEN n'a fait que renforcer ses réticences à l'égard des interventions militaires. Pendant deux ans, entre 2011 et 2013, dans le prolongement de son discours du Caire en juin 2009, il appelle au départ du président Bachar Al-Assad, proclame son soutien aux rebelles. Mais n'envisage jamais d'utiliser son armée. La Syrie n'est pas la Libye, un Etat sans véritables alliés. La situation change en août 2013, quand le pouvoir de M. Al-Assad est accusé d'avoir utilisé des armes chimiques dans la banlieue de Damas, franchissant ainsi la ligne rouge tracée un an plus tôt par M. Obama. Les Etats-Unis peuvent-ils rester inactifs alors que leur crédit est en jeu? A la Maison Blanche, un consensus se dessine autour de la nécessité de «*punir*» M. Al-Assad. «*Les grandes nations ne bluffent pas*», prévient le vice-président Joe Biden, habituellement peu favorable aux expéditions militaires (7). M. Obama semble lui aussi convaincu, et demande même au Pentagone de proposer les cibles des bombardements.

Mais au dernier moment, après une discussion avec M. McDonough, son conseiller le plus anti-interventionniste, le président fait volte-face et demande à son équipe de lui trouver une porte de sortie. Cette décision déclenche une pluie de récriminations, en France, en Arabie saoudite, en Israël et dans les pays du Golfe. Elle vaut à M. Obama d'être taxé de «*couardise*» par les républicains en même temps qu'elle exaspère de nombreux démocrates, M. Kerry considérant notamment qu'il s'est «*fait entuber*» (8). M. Obama a «*envoyé un mauvais message au monde*», estime l'ancien ministre de la défense Panetta dans ses Mémoires: «*Cet épisode a souligné sa faiblesse la plus évidente (...). Trop souvent, selon moi, le président privilégie la logique d'un professeur de droit sur la passion d'un leader*» (9).

De nombreux conservateurs ont vu dans la décision de M. Obama un point de bascule, un «*nouveau Munich*», auquel ils imputent une longue série de malheurs: si les Etats-Unis avaient puni Damas en 2013, affirment-ils, l'Organisation de l'Etat islamique (OEI) n'aurait pas pris son essor; l'Iran n'occuperait pas une place aussi considérable sur la scène syrienne; Moscou n'aurait pas eu l'audace d'annexer la Crimée, etc. M. Obama a rétorqué que la Russie ne s'était pas inquiétée des intonations martiales de M. George W. Bush ni de la présence de cent mille soldats américains en Irak quand elle est intervenue dans le conflit géorgien en 2008. Pour lui, voir dans les agissements de M. Vladimir Poutine la marque d'un retour en force de la Russie revient à «*méconnaître la nature du pouvoir en matière de politique étrangère. Le vrai pouvoir signifie que vous pouvez obtenir ce que vous voulez sans devoir recourir à la violence. La Russie était beaucoup plus puissante quand l'Ukraine ressemblait à un pays indépendant mais était en réalité une kleptocratie où Moscou pouvait tirer les ficelles*» (10). En outre, Washington est loin d'être resté inactif pendant la crise ukrainienne: M. Obama, en plus d'avoir réactivé l'OTAN en Europe centrale, a fait pression sur l'Union européenne pour qu'elle impose des sanctions diplomatiques et économiques à la Russie.

Peut-on détecter là une «*doctrine Obama*»? Les Etats-Unis entendraient «*diriger de l'arrière*» (*lead from behind*) pour défendre leurs intérêts sans trop s'exposer: en bombardant avec des drones, en privilégiant l'usage ponctuel de forces spéciales ou en laissant d'autres intervenir à leur place. «*Diriger de l'arrière, ce n'est pas diriger. C'est abdiquer*», tempête alors le journaliste néoconservateur Charles Krauthammer dans le *Washington Post* (6). La guerre en Syrie a démontré qu'il ne s'agissait pas d'une doctrine pour le président américain, mais, comme dans le cas afghan, d'un choix de circonstance: M. Obama a cherché à ménager les partisans et les détracteurs du recours à la force, sans en satisfaire aucun.

La décision syrienne d'août 2013 représente malgré tout un tournant pour la diplomatie américaine. Pour la première fois depuis 2009, M. Obama n'a pas choisi un entre-deux militaire: en négociant avec la Russie un accord sur le démantèlement de l'arsenal chimique de Damas, il a mis fin au réflexe qui fait suivre d'une riposte militaire toute «*provocation*» à l'encontre des Etats-Unis. Cette rupture a confirmé le choix par Washington d'une stratégie de «*retranchement*» (11). Du retrait des troupes d'Irak et d'Afghanistan à la baisse des budgets de l'armée en passant par le refus de lancer de nouvelles expéditions militaires, M. Obama a cherché à réduire la présence américaine dans le monde afin de pouvoir se concentrer sur les problèmes intérieurs et de remédier à l'activisme déstabilisateur des années Bush. L'idée du retranchement est d'ailleurs clairement formulée par le «*Guide stratégique*» publié en 2012 par le ministère de la défense: «*Pour atteindre nos objectifs de sécurité, nous développerons des tactiques à l'empreinte légère et peu coûteuses. (...) Les forces américaines ne seront plus en mesure de mener des opérations prolongées à grande échelle.*»

Ce positionnement n'a pas grand-chose à voir avec l'isolationnisme: les Etats-Unis conservent des dizaines de bases militaires sur la planète, la plus grande armée du monde, des services de renseignement tentaculaires; ils ont bombardé sept pays (Irak, Syrie, Afghanistan, Libye, Yémen, Pakistan et Somalie) en autant d'années; ils continuent d'intervenir dans les affaires des autres Etats et d'œuvrer pour déstabiliser des gouvernements, notamment en Amérique latine (12).

Ce repli ne relève pas non plus de l'idéalisme, au sens où il viserait une redistribution des pouvoirs au niveau mondial, ni du pacifisme. Comme il le répète, M. Obama n'est pas contre la guerre, mais contre les «*guerres imbéciles*», celles qui ne servent pas les intérêts américains, qui entraînent un rapport coûts-bénéfices négatif. Aujourd'hui, les réfugiés prennent le chemin de l'Europe, de la Turquie ou du Liban; les prix du pétrole restent bas; les attentats frappent Ankara, Bruxelles, Tunis et Bamako: pourquoi Washington se lancerait-il dans une expédition au Proche-

(1) Tim Alberta et Eliana Johnson, «*Many GOP foreign-policy leaders are suspicious of Ted Cruz*», *National Review*, New York, 14 décembre 2015.

(2) Justin Vaïsse, *Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)*, Odile Jacob, Paris, 2012.

(3) Robert M. Gates, *Duty: Memoirs of a Secretary at War*, Knopf, New York, 2014.

(4) Bob Woodward, *Obama's War*, Simon & Schuster, New York, 2010.

(5) Greg Jaffe, «*In one of final addresses to army, Gates describes vision for military's future*», *The Washington Post*, 26 février 2011.

(6) Cité dans Owen Harries et Tom Switzer, «*Leading from behind: Third time a charm?*», *The American Interest*, vol. III, n° 5, Washington, DC, mai-juin 2013.

(7) Cité dans Jeffrey Goldberg, «*The Obama doctrine*», *The Atlantic*, Washington, DC, avril 2016.

(8) Cité dans Jeffrey Goldberg, *art. cit.*

(9) Leon Panetta, *Worthy Fights: A Memoir of Leadership in War and Peace*, Penguin, New York, 2014.

(10) Cité dans Jeffrey Goldberg, *art. cit.*

(11) Colin Dueck, *The Obama Doctrine: American Grand Strategy Today*, Oxford University Press, New York, 2015.

(12) Lire Maurice Lemoine, «*En Amérique latine, l'ère des coups d'Etat en douce*», *Le Monde diplomatique*, août 2014.

**IRIS SUP' L'ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES DE L'IRIS**



IRIS SUP' - 2 bis rue Mercoeur - 75011 Paris

DIPLÔMES ACCESSIBLES

- Relations internationales\*
- Défense, sécurité et gestion de crise
- Géoeconomie et intelligence stratégique
- Responsable de programmes internationaux
- Action humanitaire

\*également en enseignement à distance

APRÈS UN BAC + 3

ET UN BAC + 4

**www.iris-sup.org**

Renseignements : +33 (0)1 53 27 60 65

Établissement privé d'enseignement supérieur technique



L'INTERVENTIONNISME NE FAIT PLUS RECETTE

## sont fatigués du monde

Orient? Mais une attaque de grande ampleur sur le sol américain – plus grande que la fusillade du 2 décembre 2015 à San Bernardino, en Californie, qui a fait quatorze morts – peut à tout moment changer la donne. « Si nous sommes arrogants, [les autres pays] éprouveront du ressentiment à notre égard; si nous sommes une nation humble mais forte, ils nous apprécieront », déclarait M. George W. Bush en octobre 2000, ajoutant même: « Je ne pense pas que nos troupes doivent être utilisées pour faire ce qu'on appelle de la "construction nationale". » Et puis il y eut le 11-Septembre...

M. Obama est arrivé à la Maison Blanche déterminé à tourner la page de cet événement et de ses suites afin de pouvoir fixer son attention sur l'Asie, dont le développement l'impressionne. C'était le sens du « pivot » évoqué en 2010. « Le "rééquilibrage" vers l'Asie a joué le même rôle dans la stratégie de retranchement de l'administration Obama que l'ouverture à la Chine dans le retranchement américain à la fin de la guerre du Vietnam », écrit Stephen Sestanovich, professeur à l'université Columbia. Il prouve que les Etats-Unis ne sont pas, comme l'a dit Nixon, en train de « disparaître en tant que grande puissance » (13). Bien qu'elle ait engendré plusieurs actions symboliques (visites d'Etat, ouverture d'une base militaire en Australie, renforcement de la flotte américaine dans le Pacifique...) et permis la signature, le 4 février 2016, de l'accord de partenariat transpacifique (Trans-Pacific Partnership, TPP), cette réorientation n'a pu être menée à son terme.

Les « printemps arabes » ont en effet rappelé les Etats-Unis au Proche-Orient dès 2011. Dans ses entretiens avec Jeffrey Goldberg, M. Obama laisse apparaître une lassitude, sinon un désintérêt, vis-à-vis de cette région, qu'il semble considérer comme un cas désespéré. Il affirme sa préférence pour les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui « ne se demandent pas comment tuer des Américains, mais comment avoir une meilleure éducation, comment créer quelque chose qui ait de la valeur ». Les Etats-Unis ont dépensé plus d'argent pour « reconstruire » l'Afghanistan que pour les seize pays européens ciblés par le plan Marshall après la seconde guerre mondiale (14), sans parvenir à y créer un quelconque ordre. La guerre et l'occupation de l'Irak, l'intervention en Libye n'ont pas donné plus de résultats. Ces échecs successifs ont achevé de convaincre M. Obama du caractère limité de la puissance américaine : elle ne peut pas tout, et, en particulier, elle ne peut pas modeler le Proche-Orient à sa convenance.

Depuis la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis alternent les périodes d'assurance et de doute quant à leur capacité à régenter le monde. L'euphorie qui suit la fin du conflit cède le pas dans les années 1950 à des interrogations sur leur suprématie : sont-ils assez puissants pour contenir la progression du communisme, qui vient de connaître de sérieuses avancées avec la révolution chinoise et l'obtention de la bombe atomique par

## Les deux formes d'un même nationalisme

EN 2013, ils étaient 52 %, un nouveau record. Selon un sondage de mars 2014, seuls 30 % des Américains voudraient que leur pays défende la Pologne si elle était attaquée par la Russie ; le chiffre tombe à 21 % pour la Lettonie, et même le Royaume-Uni peine à atteindre les 56 %. Sondage après sondage, seuls les attaques par drones et les bombardements contre l'OEI décidés après la prise de Mossoul et la décapitation du journaliste James Foley en août 2014 obtiennent un large soutien.

Certes, « l'opinion, ça se travaille », et il est possible de rendre populaire une guerre (15). M. Obama n'y est pas disposé, pas davantage que M. Trump – lequel a même proposé de retirer son pays de l'OTAN, au motif que l'organisation était « obsolète » et coûtait trop cher. Comme l'a montré l'historien britannique Perry Anderson, l'intervention-



GERALD LAING.  
– « Répétition », 2005

BRIDGEMAN IMAGES

l'URSS? « Notre incapacité à conserver nos ressources, le poids croissant de nos engagements budgétaires, l'augmentation vertigineuse de notre dette publique » conduisent le pays sur la pente d'un « déclin relatif », s'alarme, dès 1952, l'ancien commandant suprême des forces alliées Douglas MacArthur, qui voulait bombarder la Corée avec l'arme nucléaire. La décennie suivante marque le retour de la tentation hégémonique. Dans son discours d'investiture, le 20 janvier 1961, John F. Kennedy proclame: « Nous supporterons n'importe quel fardeau, accepterons n'importe quelle épreuve, soutiendrons n'importe quel ami. Nous nous opposerons à n'importe quel adversaire pour garantir le triomphe ou la survie de la liberté. »

Les phases d'assurance correspondent souvent à des périodes où les inégalités économiques se réduisent, où l'avenir semble dégagé pour la classe moyenne. Sitôt que l'horizon s'assombrit, la puissance redevient un fardeau. Dans les années 1970, tandis que les taux d'intérêt et l'endettement des ménages augmentent et que les deux chocs pétroliers affaiblissent l'économie du pays, le désastre vietnamien et la progression soviétique en Asie et en Afrique dévoilent les failles de la domination militaire américaine. En 1976, d'après une étude du Council on Foreign Relations, 43 % des Américains considéraient que les Etats-Unis devaient « s'occuper d'abord de leurs propres affaires », un record depuis le lancement de cette enquête en 1964 (20 %).

nisme et l'isolationnisme constituent deux formes d'un même nationalisme. L'un légitime la domination de l'Amérique en valorisant son universalisme (lequel justifie l'activisme messianique de Washington, qui guiderait la planète sur le bon chemin), l'autre son exceptionnalisme (qui encourage à préserver le caractère unique d'une société à part dans le monde) (16).

Dominant avant la seconde guerre mondiale, l'isolationnisme disparaît presque entièrement du camp conservateur pendant la guerre froide, avant de réémerger après l'effondrement de l'URSS. Il prend alors deux formes : celle d'un repli strict, représenté par le libertarien Ron Paul, et celle d'un anti-interventionnisme conservateur, promu par M. Patrick Buchanan, ancien collaborateur de Nixon et de Reagan: « Si nous n'arrêtons pas de nous comporter comme l'Empire britannique, nous finirons

comme l'Empire britannique (17) », assénait ce dernier en 2006. Ce courant, très minoritaire dans les années 1990 et 2000, connaît une nouvelle vigueur sous la présidence Obama. Regroupé autour du Cato Institute et de la revue *The American Conservative* (fondée en 2002 par M. Buchanan pour s'opposer à la guerre en Irak), il met en avant les désastres afghan et irakien, mais aussi le contexte de crise économique et sociale. La dette publique conduit certains républicains à préférer une réduction des dépenses au maintien des budgets militaires. En août 2011, le Congrès a ainsi voté un plan d'austérité (dit de « séquestration ») prévoyant 1 000 milliards de dollars de coupes dans les budgets de l'armée sur dix ans. Les « faucons budgétaires » l'ont alors emporté sur les « faucons militaires ».

Le succès des candidatures de MM. Trump et Cruz dans le camp républicain confirme cette nouvelle tendance et révèle le décalage croissant entre l'establishment de la politique étrangère et des électeurs tentés par le repli. Aujourd'hui encore, les think tanks les

plus influents, les hauts fonctionnaires du Pentagone et du secrétariat d'Etat, les éditorialistes du *Wall Street Journal*, du *Washington Post*, de Fox News ou de Cable News Network (CNN) demeurent largement acquis à l'interventionnisme, et leur voix est toujours aussi forte. « L'establishment de la politique étrangère est presque entièrement composé de néoconservateurs à droite et d'interventionnistes libéraux à gauche », constate Benjamin Friedman (18). La plupart de ces observateurs avisés ont déclaré qu'ils s'abstiendraient si MM. Cruz ou Trump devaient représenter le Parti républicain à la présidentielle. Certains voteraient même pour M<sup>me</sup> Clinton. La prétendante démocrate a soutenu la guerre en Irak, les bombardements en Syrie et en Libye; elle trouve que l'accord nucléaire signé avec l'Iran manque de fermeté et n'a pas hésité à critiquer M. Obama depuis qu'elle a quitté le secrétariat d'Etat. Même si elle a récemment édulcoré ses propos pour contrer les attaques de son concurrent Bernie Sanders – qui appartient depuis toujours à la frange antiguerre des démocrates –, elle est la candidate la plus inter-

ventionniste, et la plus rassurante pour l'élite américaine de la politique étrangère. « Les réalistes et les autres chercheurs sceptiques quant aux interventions sont surtout confinés à l'université », estime Friedman.

Se recentrer sur les Etats-Unis : l'argument revient souvent dans la bouche de MM. Cruz, Trump et Obama. Tous trois partagent l'idée que les alliés de Washington – de l'Arabie saoudite à la France en passant par les pays du Golfe, l'Allemagne et le Japon – devraient cesser de s'en remettre à lui et porter leur part du fardeau du système sécuritaire international. Enfin, s'ils affirment tous leur volonté de défendre coûte que coûte Israël et de mettre l'OEI hors d'état de nuire, M. Cruz proposant même de lui appliquer la méthode du « tapis de bombes », ils s'accordent paradoxalement pour considérer que le Proche-Orient n'est plus au centre des intérêts américains.

Sans doute juste sur le plan économique, cette idée interroge d'un point de vue moral et politique : les Etats-Unis peuvent-ils décréter du jour au lendemain qu'ils ne veulent plus d'un leadership qu'ils ont forgé à la force des canons pendant soixante ans? Peuvent-ils se détourner, sans aucun état d'âme, sans aucune réparation (compensation financière, soutien diplomatique, mise en place d'une coopération fondée sur le juste échange, etc.), d'une région qu'ils ont patiemment déstabilisée? L'important « n'est pas de savoir s'il y a la paix [au Proche-Orient], mais si les Etats-Unis sont impliqués dans l'absence de paix », a cyniquement résumé Jeremy Shapiro, chercheur à la Brookings Institution et conseiller au département d'Etat. On ne peut faire table rase de l'histoire : même quand ils ne maintiendront plus de soldats dans la région, les Etats-Unis resteront comptables du chaos qu'ils ont enfanté.

BENOÎT BRÉVILLE.

(13) Stephen Sestanovich, *Maximalist. America in the World from Truman to Obama*, Knopf, New York, 2014.

(14) Le calcul est corrigé en fonction de l'inflation. Cf. Ian Bremmer, *Superpower. Three Choices for America's Role in the World*, Portfolio Penguin, 2015.

(15) Cf. Serge Halimi, Dominique Vidal, Henri Maler et Mathias Reymond, « L'opinion, ça se travaille ». Les médias, les « guerres justes » et les « justes causes », Agone, Marseille, 2014 (1<sup>re</sup> éd.: 2000).

(16) Perry Anderson, *Comment les Etats-Unis ont fait le monde à leur image*, Agone, 2015.

(17) Patrick J. Buchanan, « Why are we baiting Putin? », 9 mai 2006, www.antiwar.com

(18) Benjamin Friedman, « The state of the Union is wrong », *Foreign Affairs*, New York, 28 janvier 2014.



## « Le bras de la classe dirigeante »

LEN A VU D'AUTRES; et pourtant le magazine américain de critique des médias *Fair (Fairness and Accuracy in Reporting)*, qui recense méthodiquement les biais journalistiques, n'en est pas revenu. « Voilà qui établit une sorte de record, annonce-t-il: le *Washington Post* a publié seize articles négatifs sur Bernie Sanders en un peu plus de seize heures, entre le dimanche 6 mars à 22h20 et le lundi 7 mars à 15h54 – un créneau qui incluait le débat démocrate crucial de Flint, dans le Michigan, et l'agitation médiatique du lendemain matin. » S'ensuit une liste de titres plus attentionnés les uns que les autres à l'endroit du sénateur du Vermont: « Clinton concourt pour la présidence. Sanders fait autre chose », « Enorme: Trump et Sanders utilisent les mêmes expressions », « Cinq raisons pour lesquelles Bernie Sanders a perdu le débat démocrate de la nuit dernière », etc. (1).

Toutes les grandes publications américaines ne manifestent pas la même hostilité à l'égard du candidat de gauche. Dans un éditorial semblant déplorer que le Parti démocrate ne lui accorde pas assez de considération alors qu'il vient de remporter une suite de victoires électorales, le *Wall Street Journal* échafaude une théorie renversante: « M. Sanders n'a droit à aucun égard car les élites démocrates préfèrent une candidate qui masque mieux son socialisme que lui » (« Sanders gets no respect », 29 mars 2016). En somme, la primaire démocrate viserait à sélectionner le gauchiste le plus habile à dissimuler sa radicalité, mais le quotidien du groupe Murdoch aurait fort heureusement déjoué la manœuvre !

Propulsé par un mouvement populaire plutôt que par les éditorialistes et par l'establishment, M. Sanders jouit, tout comme le candidat républicain Donald Trump, d'une grande liberté vis-à-vis des barons de la presse. L'un comme l'autre disent ce qu'ils pensent, alors que chaque mot prononcé par

leurs concurrents, et en particulier par M<sup>me</sup> Clinton, est soupesé, écrié et stérilisé par une armée de conseillers en communication. Mais pendant que M. Trump injurie les journalistes – surtout quand ce sont des femmes –, M. Sanders analyse le système qui les produit. Interrogé le 23 mars 2016 par la chaîne The Young Turks (diffusée sur YouTube), il expliquait: « Nous devons percer le brouillard des médias dominants, qui s'emploient à nous distraire sans aborder les vrais problèmes. (...) J'ai dû écrire une lettre aux directeurs des grandes chaînes pour leur signaler que leurs émissions du dimanche n'abordent presque jamais la question du climat. Pourquoi? Faut-il mettre cela en rapport avec le fait que les producteurs de charbon et de pétrole sont d'importants annonceurs? Je le crois. Ils ne parlent pas non plus des inégalités de revenus et de fortune. Entend-on jamais des débats vraiment sérieux sur les causes de la disparition de la classe moyenne? Pourquoi les riches accaparent-ils presque tout? La santé: vous avez vu le film de Michael Moore Sicko? C'est un très bon film. Mais quand je parle aux jeunes, ils ignorent que nous sommes le seul grand pays sans système gratuit de santé pour tous. Ils ne savent pas que l'éducation supérieure est gratuite en Allemagne ou dans les pays scandinaves. Les médias ne le leur expliquent pas. Car les médias sont l'un des bras de la classe dirigeante de ce pays. Et ils veulent parler de tout, sauf des questions les plus importantes, parce que si l'on parle des vraies questions et que les gens s'instruisent, savez-vous ce qui se passe? Ils pourraient bien vouloir tout changer. »

PIERRE RIMBERT.

(1) Adam Johnson, « *Washington Post* ran 16 negative stories on Bernie Sanders in 16 hours », 8 mars 2016, www.fair.org

# Au travail, les enfants

En décembre 2013, de violents affrontements ont opposé les forces de police boliviennes à des enfants descendus dans la rue pour exiger le droit de travailler. Se disant « à leur écoute », le président Evo Morales, célébré comme l'un des dirigeants les plus progressistes du continent américain, a décidé d'abaisser l'âge légal du travail de 14 à 10 ans. C'est peu dire que la décision a surpris...

PAR ROBIN CAVAGNOUD \*

DANIEL, 16 ans, vit à El Alto sur les hauteurs de La Paz, en Bolivie. Depuis dix ans, sa mère a émigré à Buenos Aires, la capitale argentine, pour échapper à l'instabilité du marché du travail bolivien. Abandonné par son père avant sa naissance, Daniel vit avec ses grands-parents et ses oncles maternels. Depuis l'âge de 11 ans, il travaille deux jours par semaine aux côtés de sa tante, qui vend des produits de soins corporels sur la Feria de la 16 de Julio, le plus important marché de vrac d'Amérique du Sud. Il déballe puis range la marchandise, ordonne la devanture du stand et négocie avec les clients.

« Le jeudi très tôt, à partir de 6 heures, explique-t-il, je commence par sortir tous les produits des cartons. Ensuite, je vais à l'école pendant la matinée, puis je reviens aider ma tante en début d'après-midi et je reste avec elle jusqu'à la fin de la journée pour vendre et ranger. Le dimanche, c'est plus simple, car je travaille avec elle la journée entière, sans coupure. » Il affirme que cet emploi régulier n'entrave ni sa scolarité ni le temps qu'il peut consacrer à ses devoirs. Il gagne une vingtaine de bolivars (environ 2,50 euros) chaque semaine pour ses

dépenses personnelles et considère cette activité comme un soutien « normal » à sa tante, qui a accepté de prendre en charge son éducation après le départ de sa mère. Les 50 dollars (environ 43 euros) que celle-ci envoie tous les deux mois ne suffisent pas à couvrir toutes les dépenses en nourriture et en fournitures scolaires pour son fils. Il n'existe en Bolivie aucun dispositif public d'allocation pour les enfants qui sont abandonnés ou qui ont des parents émigrés.

Elizabeth, 16 ans, vit sur les collines du quartier 12 de Noviembre de Pamplona Alta, une banlieue de Lima, la capitale péruvienne (1). Son père est ouvrier du bâtiment et sa mère cuisinière dans une cantine populaire. Ici, en dépit des performances macroéconomiques du pays et d'une croissance moyenne de 6,6 % au cours des dix dernières années, la pauvreté n'a guère régressé. Pour cette famille de trois enfants originaire de la région andine de Puquio, l'arrivée dans la périphérie de Lima s'est accompagnée d'une amélioration du niveau de vie : ils ont un accès plus facile aux services de soins (qui demeurent coûteux), ainsi qu'à un système scolaire de meilleure qualité que dans les campagnes.

## Aides à domicile ou vendeurs de bonbons

TOUTEFOIS, à l'image des 25 % de travailleurs péruviens des zones urbaines sans emploi formel (2), les parents d'Elizabeth ne gagnent pas suffisamment pour vivre dignement. Dans ce type de situation, il incombe à l'aîné, garçon ou fille, d'assurer une part importante des dépenses scolaires (fournitures, transports) de ses frères et sœurs, au détriment de sa propre scolarisation. Elizabeth travaille donc tous les jours comme aide à domicile pour une personne handicapée de 94 ans dans le quartier chic de Las Casuarinas, tout proche. Depuis deux ans, elle lui prépare ses repas, fait son ménage, s'occupe de son hygiène et lave son linge, neuf heures par jour, du lundi au samedi, pour un salaire hebdomadaire de 120 sols (environ 35 euros). Elle partage ce revenu avec sa mère, en partie pour aider sa sœur cadette à poursuivre sa scolarité sans avoir besoin de travailler.

Depuis près d'un an, Elizabeth a quitté le système scolaire public pour rejoindre une sorte de centre éducatif privé au rabais qui coûte 40 sols (11 euros) par mois. Ses cours y sont concentrés sur

une seule journée, le dimanche. « Il a fallu que je travaille davantage pour contribuer aux revenus de ma famille, nous explique-t-elle. Les problèmes économiques se sont accentués et on a davantage besoin d'argent depuis que mon père n'a plus de contrat stable. »

La Bolivie et le Pérou sont les deux pays d'Amérique du Sud qui affichent les taux d'occupation des enfants de 6 à 17 ans les plus élevés : 27,9 % pour le premier et 29,8 % pour le second ; 64,9 % et 47 % respectivement en milieu rural (3). Cela recouvre des situations très diverses, de la petite-fille qui aide sa grand-mère à vendre des fruits et légumes l'après-midi pour gagner son argent de poche à l'adolescent qui lave des pare-brise à un carrefour quinze heures par jour et se prostitue la nuit pour couvrir les besoins élémentaires de ses frères et sœurs. L'activité des enfants et des adolescents, qui n'implique pas nécessairement une rémunération pécuniaire, se concentre dans l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le commerce ou l'emploi domestique.

Il arrive que certains ne s'inscrivent plus à l'école (6,4 % en moyenne au Pérou entre 2005 et 2014 [4]) ou se déscolarisent en cours d'année (5,7 % en 2014 [5]), le budget du ménage reposant – en grande

partie du moins – sur leur activité. « Je vis avec ma mère et mes trois frères et sœurs cadets, nous explique Cristián, 13 ans. Comme ma mère ne peut pas travailler, elle reste à la maison et s'occupe de mes frères. Moi, je vais vendre des bonbons dans les rues de Lima tous les jours du matin au soir. Ce que je gagne, je le lui donne et ça lui permet d'acheter à manger pour nous cinq. Mon père m'a abandonné à ma naissance, et elle ne peut pas compter sur le père de mes frères et sœurs. »

Le plus souvent, toutefois, l'activité de l'enfant n'empêche pas son assiduité scolaire – en Bolivie comme au Pérou, l'école est obligatoire de 6 à 16 ans et concentrée sur deux plages horaires, le matin de 8 à 13 heures ou l'après-midi de 13 à 18 heures. Au contraire : elle est bien souvent légitimée par le fait qu'elle « rendrait possible » la scolarisation, toujours perçue comme la voie royale pour sortir du dénuement. C'est le point de vue défendu par Raquel, 15 ans, qui garde des enfants en bas âge tous les matins, du lundi au samedi, dans le quartier périphérique de Pamplona Baja à Lima. « Pour moi, ce n'est pas trop difficile de travailler et d'étudier en même temps. Je vais à l'école l'après-midi et le soir, je dîne avant de faire mes devoirs. Je prépare mes affaires, et le lendemain je peux cuisiner et surveiller les enfants pendant la matinée. Les études, ça reste le plus important pour moi si je veux avoir une meilleure situation que mes parents, qui n'ont même pas terminé le collège. Je veux aller de l'avant, avoir un bon travail et ainsi aider mes parents plus tard. »

En contradiction avec les conventions internationales, qui interdisent le travail avant 14 ans, le Parlement bolivien a approuvé le 2 juillet 2014 un nouveau code de l'enfance et de l'adolescence qui l'autorise à partir de 10 ans. Si la limite de l'âge de 14 ans est officiellement maintenue, l'emploi des enfants est désormais possible dans des cas présentés comme des « exceptions », mais qui sont en réalité majoritaires. Il est autorisé à partir de 10 ans pour le travail « indépendant » (notamment la vente

ambulante et le cirage de chaussures sur la voie publique) et de 12 ans pour le travail « dépendant » (pour le compte d'un employeur dans un commerce). La famille et le défenseur des enfants (*defensoría de la niñez y adolescencia*) doivent donner leur accord, et l'activité économique ne doit porter préjudice ni à la scolarisation ni au « droit à l'éducation ». Ce dernier consiste en l'assurance d'un enseignement « de qualité, intraculturel, interculturel et plurilingue [permettant] un développement intégral », préparant « à l'exercice des droits et de la citoyenneté et [qualifiant] pour le travail » (article 115).

La décision reflète les débats que soulève la question dans les pays andins. D'un côté, des syndicats d'enfants et d'adolescents travailleurs, issus du mouvement ouvrier d'inspiration chrétienne né en Amérique latine au cours des années 1970, défendent leur droit à s'organiser pour garantir leur protection, leur participation et leur représentation dans la société, selon une vision de l'enfance qui n'exclut pas le travail de cette période de la vie. Ils tentent de jouer un rôle influent auprès des instances publiques dans de nombreux pays (Pérou, Bolivie,

Colombie, Paraguay, etc.) afin d'obtenir des formations professionnelles ou une amélioration des conditions de travail. En associant la critique de leur oppression économique à la reconnaissance de leur droit au travail, ils militent pour l'exercice d'une activité économique dans des conditions dignes, qui complète leur scolarisation et l'acquisition de compétences permettant d'échapper à l'exploitation. Une sorte de formation en alternance, en somme.

Issu de la théologie de la libération et de l'éducation populaire (6), ce courant de pensée est incarné au Pérou par le Mouvement d'adolescents et d'enfants travailleurs du monde, fondé en 1976, et en Bolivie par l'Union des enfants et des adolescents travailleurs de Bolivie (Unatsbo). Fortes chacune de plusieurs dizaines de milliers de membres, ces organisations revêtent la forme de mouvements sociaux et revendiquent un droit des enfants au travail au nom de leur « implication politique » dans la vie de la cité (7). Il se justifierait, de leur point de vue, par la spécificité socioculturelle des pays andins.

## A la fois cause et résultat de la pauvreté

LA CONVENTION internationale des droits de l'enfant (CIDE), adoptée en 1989, reflète une autre vision des choses. Son article 32 précise : « Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant à être protégé contre l'exploitation économique et à n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. » L'interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans a été codifiée dans la plupart des législations nationales suivant la convention 138 du Bureau international du travail (BIT).

Les agences des Nations unies, la plupart des organisations non gouvernementales et les instances publiques nationales (ministères du travail, du développement, de l'éducation) soulignent la nécessité d'appliquer les prescriptions de la CIDE et les effets négatifs du travail des enfants, qui perpétue le cercle vicieux de la pauvreté et entraîne des difficultés majeures pour leur scolarisation. « Le travail des enfants est un aspect de la pauvreté, souligne le BIT. Chaque jour, trente mille enfants meurent à cause d'une extrême pauvreté. (...) Le travail des enfants est à la fois le résultat de la pauvreté et un phénomène qui la perpétue. Sous ses pires formes, il déshumanise l'enfant, le réduisant à un bien économique, ce qui alimente la croissance démographique dans les pays les moins à même d'y faire face. (...) Les enfants qui sont astreints à un travail ne peuvent pas exercer les droits qui sont ceux de tous les enfants : accéder à l'instruction et être à l'abri de la violence, des abus, de l'exploitation (8). »

Mais, pour le président bolivien, peu importe. Se référant à sa propre histoire, M. Evo Morales a mis en valeur les aspects positifs du travail des plus jeunes comme vecteur de formation et de solidarité au sein des familles. Selon lui, il permettrait aux enfants de développer leur « conscience sociale ». Une manière de les inviter à s'en sortir par le travail et l'initiative personnelle, bref, d'imposer une logique individualiste aux perspectives d'émancipation. N'aurait-on pas pu attendre plutôt d'un gouvernement qui revendique sa mission « révolutionnaire » qu'il encourage les jeunes à rejoindre des formations politiques qui combattent la pauvreté à la racine, plutôt que de leur laisser penser qu'ils pourront la tenir en échec en renonçant à leur enfance ?

\* Sociodémographe, enseignant-chercheur au département de sciences sociales de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP), auteur de *L'Enfance entre école et travail au Pérou. Enquête sur des adolescents à Lima*, Karthala, Paris, 2012.



MONDE  
diplomatique

ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ DU JOURNAL  
DEPUIS SA CRÉATION

- plus de 60 années d'archives depuis 1954
- plus de 700 numéros du journal
- plus de 400 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

Abonnez-vous !

www.monde-diplomatique.fr/archives

(1) Lire Elizabeth Rush, « Spéculation immobilière pour les pauvres de Lima », *Le Monde diplomatique*, août 2013.

(2) « Informe Anual del Empleo en el Perú », ministère péruvien du travail et de promotion de l'emploi (MTEPE), Lima, 2012.

(3) « Encuesta Nacional de Trabajo Infantil en Bolivia », Institut national de statistiques (INE), La Paz, 2008, et « Encuesta Nacional de Hogares », Institut national de statistiques et d'informatique (INEI), Lima, 2008.

(4) « Encuesta Nacional de Hogares », op. cit. Taux brut de non-inscription scolaire des 12-16 ans.

(5) Système d'information et d'appui à la gestion de l'institution éducative, ministère péruvien de l'éducation, Lima, 2014.

(6) Alejandro Cussianovich, *Aprender la condición humana. Ensayo sobre pedagogía de la ternura*, Ifejant, Lima, 2010.

(7) Domic Jorge, « Niños trabajadores: paradigmas de socialización », *Revista Ciencia y Cultura*, n° 8, La Paz, 2000.

(8) « La fin du travail des enfants : un objectif à notre portée », Bureau international du travail, Genève, 2006.

## MOUVEMENT ANTICORRUPTION OU COUP D'ÉTAT DÉGUISÉ ?

## Printemps trompeur au Brésil

(Suite de la première page.)

Les sympathisants de l'ex-président – toujours très populaire – estiment que les juges ont orchestré un lynchage médiatique. Et, pendant que ceux qui, depuis des mois, font campagne pour l'impeachment crient victoire, les magistrats brésiliens s'affrontent sur la légalité des actions menées contre M. Lula da Silva et sur la validité de la procédure « en accusation et destitution » lancée contre M<sup>me</sup> Rousseff. Laquelle dénonce de son côté un « coup d'Etat institutionnel » ourdi par ses adversaires.

Hors du pays, les médias internationaux se font les relais de la « légitime indignation » des Brésiliens face à la corruption. « Ceci n'est pas un coup d'Etat », tranche le quotidien *Le Monde* dans son éditorial du 30 mars 2016, tandis que le journaliste américain Chuck Todd célèbre la révolte « de tout un peuple » (NBC News, 17 mars 2016) et *El País*, l'action d'un « juge héroïque » (19 mars 2016). Selon le journaliste américain Glenn Greenwald, figure de l'affaire Snowden, les grands titres de presse se contentent de relayer le « discours monolithique, antidémocratique et oligarchique » des médias brésiliens. Or ce récit serait « au minimum une simplification radicale de ce qui est en train de se passer, et plus que probablement une campagne de propagande destinée à miner le parti de gauche » (2). Dans cet unisson, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* détonne en évoquant un « coup d'Etat froid » : « Pour la première fois depuis la fin de la dictature militaire, le plus grand pays d'Amérique latine est confronté à une profonde crise institutionnelle qui risque de mettre à bas tous les progrès réalisés ces trente der-

nières années. Une partie de l'opposition et de la justice est à la manœuvre, de concert avec la plus grande entreprise de télécommunications, TV Globo, dans une chasse aux sorcières qui vise Lula (3). »

Dans cette démarche, TV Globo ne souffre pas d'un isolement excessif. Quelques heures avant le début des mobilisations pro-impeachment du 13 mars, l'*Estadão* de São Paulo publiait un éditorial au vitriol invitant tous les « gens de bien » à « accomplir leur devoir civique » face au « pire gouvernement de tous les temps ». La veille, dès l'aube, la chaîne de radio Transamérica avait usé du même registre, n'hésitant pas à diffuser vingt-quatre heures durant les slogans antigouvernementaux du collectif *Vem Pra Rua* (« Descends dans la rue »), l'une des chevilles ouvrières du mouvement. Caricatures et tape-à-l'œil, les « unes » du magazine *Veja* (4) claquent comme autant de réquisitoires contre la présidente et son prédécesseur : « Ils savent tout », « Lula dirigeait le système de corruption », « A son tour [d'aller en prison] ! »...

La plus sérieuse *Folha de Dourados* adopte un ton moins agressif, refusant par exemple de se prononcer sur la légalité de la procédure de destitution. Mais, comme le remarquent Bia Barbosa et Helena Martins, « la fabrication de l'opinion publique peut passer par un processus (...) plus subtil. Pas besoin de transpirer la haine. Il vaut mieux s'en tenir à des discours simples, répétés à l'envi, et escamoter les opinions divergentes (...). Les médias [brésiliens] martèlent l'idée que la corruption est le fait d'un groupe déterminé et confortent la conviction selon laquelle nous avons le pire des gouvernements (5). »

## Mascotte patronale dans les cortèges

LES DEUX PRINCIPAUX canaux d'information, le « *Jornal Nacional* » de TV Globo et le « *Telegenial* » de son concurrent SBT, excellent dans le procédé. L'interpellation de M. Lula da Silva à son domicile a donné lieu à quantité de reportages et flashes spéciaux, passant sous silence ou minorant les arguments de la défense et amplifiant ceux de l'accusation. Après l'appel du pied de M<sup>me</sup> Rousseff à l'ancien président pour qu'il intègre son gouvernement, les journaux télévisés diffusent en boucle une conversation téléphonique privée entre les deux protagonistes, censée prouver la culpabilité de l'ex-président. Peu importe que d'éminents juristes aient considéré ces écoutes comme illégales, y voyant un abus de pouvoir du juge, voire un acte de trahison : les journalistes ignorent la critique et condamnent d'emblée, en faisant fi de la présomption d'innocence.

Le récit médiatique tourne en dérision les manifestations progouvernementales, pourtant massives, ou les présente comme des « manifestations de militants » inféodés au Parti des travailleurs (PT), aux syndicats et aux mouvements sociaux. Il véhicule l'image d'un Brésil qui se lève comme un seul homme contre un gouvernement corrompu. Or un sondage publié par la *Folha de S. Paulo* (14 mars 2016) laisse entrevoir un tableau différent : l'écrasante majorité des protestataires sont blancs, titulaires d'un diplôme d'études supérieures et appartiennent aux catégories à revenus moyens, hauts, voire très élevés, bref, à l'élite de la société brésilienne.

Sur les réseaux sociaux, plusieurs clichés résumant la nature de cette « révolte », tel ce couple défilant avec une domestique qui pousse le landau de son enfant, ces manifestants trinquant une coupe de champagne à la main, ou encore cet écriteau brandi fièrement par une jeune protestataire : « *Misérable Dilma ! Ma famille ne parvient plus à employer des domestiques, car elle ne peut pas payer leurs cotisations sociales* » – une référence explicite aux droits octroyés en 2013 par le gouvernement Rousseff aux six millions d'employés de maison que compte le pays.

Côtoyant les mots d'ordre anticorruption et antigouvernementaux, les slogans

scandés par ces « bons citoyens » ne s'illustreront pas par leur progressisme : récriminations contre les impôts, rejet des politiques sociales, charges contre l'enseignement public – qualifié de « *fabrique d'idiot* » ou de bastion marxiste –, attaques contre les pauvres et les électeurs mal avisés et instrumentalisés par le PT, caricatures racistes, pour ne rien dire des appels à l'intervention de l'armée...

Cette vague protestataire, qui s'est donné pour symbole un énorme canard en plastique vu sur les télévisions du monde entier – en fait, la mascotte de la Fédération des industriels de l'Etat de São Paulo (Fiesp) –, évoque davantage les « marches de la famille avec Dieu et pour la liberté » qui avaient précédé le coup d'Etat de 1964 qu'un réveil citoyen et démocratique. A l'époque, ces marches s'opposaient aux réformes progressistes du président João Goulart, accusé de conspiration communiste. Aujourd'hui, l'objectif, derrière le combat contre la corruption, est d'abattre le PT et d'enterrer les (maigres) acquis du « lulisme ». L'un des meneurs de la contestation anti-Rousseff, le jeune Kim Kataguirí, figure de proue du *Movimento Brasil Livre* (« Mouvement Brésil libre »), a renoncé à toute retenue : « *Il ne faut pas se contenter de faire saigner le PT, il faut lui mettre une balle dans la tête (6).* »

Si les attaques des grands médias n'étonnent plus, la nouveauté tient à l'entrée en scène du pouvoir judiciaire. Quel que soit le degré d'implication de l'ex-président, l'offensive de la justice sème le doute sur l'impartialité des juges et alimente les soupçons de politisation d'une partie du ministère public. Que les procédures aient été engagées contre M. Lula da Silva quelques jours après l'annonce de sa candidature à la prochaine élection présidentielle relève-t-il vraiment du hasard ? Les méthodes expéditives et arbitraires du juge Moro, coqueluche des médias et des manifestants prodestitution, posent également question : fuites sélectives dans la presse, rupture du secret de l'instruction, divulgation d'écoutes téléphoniques, recours massifs aux aveux négociés, gardes à vue spectaculaires, etc.

Proche du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, droite), qui n'a jamais

digéré sa défaite à la présidentielle de 2014, le juge fédéral du Paraná se réclame de l'opération « Mains propres » menée par des magistrats italiens dans les années 1990 et ne dissimule qu'à peine ses intentions : briser l'icône de la gauche brésilienne. Il est nécessaire, expliquait-il déjà dans un article publié en 2004, de maintenir « l'intérêt du public élevé (...) et les leaders politiques sur la défensive », de manière à obtenir « l'appui de l'opinion publique aux actions judiciaires, tout en empêchant que les personnalités poursuivies entravent le travail des magistrats ». Quitte à « attenter à leur honneur », car « la publicité poursuit des objectifs légitimes qui ne peuvent être atteints par d'autres moyens » (7).

Pour l'opposition, qui ne goûte guère l'idée d'un retour du charismatique ex-syndicaliste sur la scène politique, l'éviction de M. Lula da Silva serait une incroyable aubaine. Car, si l'impopularité de M<sup>me</sup> Rousseff donne toutes leurs chances à d'autres grands partis, la candidature de « Lula » risque de les anéantir à nouveau. « *La voix de la rue n'est pas nécessairement celle qui s'exprime dans les urnes* », rappelle une mandataire du PT. « *Vous allez vivre Dilma, renchérit une habitante d'un quartier populaire de Rio, et puis quoi ? Par qui la remplacer ? Elle sert de bouc émissaire. Tout le monde vole au Brésil, et je crois, moi aussi, que Lula a volé. Qui ne l'a pas fait ? Mais son gouvernement a beaucoup amélioré la vie des pauvres (8).* »

Après tout, les enquêtes en cours apportent chaque jour leur lot de révélations, qui éclaboussent l'ensemble des partis. Elles soulignent combien « la corruption de la classe politique brésilienne – y compris dans les rangs du PT – est généralisée », note Greenwald, qui constate : « *Les ploutocrates brésiliens, les médias et les classes moyennes et supérieures sont en train d'instrumentaliser la corruption pour réussir ce qu'ils n'ont pas pu faire de manière démocratique : battre le PT.* »

Derrière cette croisade morale antigouvernementale et anticorruption se cachent à l'évidence d'autres enjeux : ambitions électorales des uns, volonté des oligarchies de maintenir leurs privilèges, d'enterrer les acquis sociaux, de privatiser la gestion des réserves pétrolières sous-marines récemment découvertes (le *pré-sal*) ; crainte, surtout, de se voir rattrapé par l'enquête « Lava

Jato »... A ce propos, l'avocat et homme politique Ciro Gomes souligne que « la coalition PSDB-PMDB (9) cherche (...) la fin sinon la mort de "Lava Jato". La démocratie brésilienne doit savoir que Rodrigo Janot [le procureur général de la République] a trouvé jusqu'à mille comptes en Suisse appartenant à tous les partis [de l'opposition]. Or leurs représentants se rencontrent à des déjeuners où il est question d'accélérer le processus de destitution de Dilma pour annoncer, ensuite, la fin de "Lava Jato", qui se rapproche [dangereusement] d'eux ».

MM. Eduardo Cunha, président du Parlement, et Michel Temer, vice-président, appelé à prendre les rênes du pays en cas de départ de la présidente, sont tous deux cités dans l'affaire Petrobras. S'agissant d'eux, ou encore des quelque 300 parlementaires accusés de corruption et d'autres délits dans le cadre de « Lava Jato » (parmi lesquels 36 des 38 membres de la commission de destitution ayant voté en faveur de la procédure), silence et indulgence sont de mise dans les médias.

Le PT porte sans doute une grande part de responsabilité dans la crise que traverse aujourd'hui le Brésil. Faute d'avoir amendé le système politique, il se trouve aujourd'hui pris à son propre piège.

LAURENT DELCOURT.

(2) Andrew Fishman, Glenn Greenwald et David Miranda, « Brazil is engulfed by ruling class corruption – and a dangerous subversion of democracy », *The Intercept*, 18 mars 2016, [www.theintercept.com](http://www.theintercept.com)

(3) Jens Glüsing, « Staatskrise in Brasilien: Kalter Putsch », *Der Spiegel*, Hambourg, 19 mars 2016.

(4) Lire Carla Luciana Silva, « "Veja", le magazine qui compte au Brésil », *Le Monde diplomatique*, décembre 2012.

(5) Bia Barbosa et Helena Martins, « Análise: O papel da mídia nas manifestações do 13 de março », *Folha de Dourados*, 15 mars 2016.

(6) Cité par João Paulo, « O rancor da esquerda e o odio da ultra direita », *Brasil Decide*, 12 avril 2015.

(7) Cité par Venício A. de Lima, « A hipocrisia da grande mídia », *Carta Maior*, 22 mars 2016, [www.cartamaior.com.br](http://www.cartamaior.com.br)

(8) Eduardo Guimarães, « Protestos de ricos contra petistas deixam pobres desconfiados », *Brasil 247*, 15 mars 2016, [www.brasil247.com](http://www.brasil247.com)

(9) Parti du mouvement démocratique brésilien, centre droit.



LUCIANA CARAVELLO ARTE CONTEMPORANEA, RIO DE JANEIRO

ANTONIO LEE. – Sans titre, 2012

LA RÉSISTANCE SPIRITUELLE  
**Témoignage**  
Chrétien [www.temoignagechretien.fr](http://www.temoignagechretien.fr)



Parce qu'un monde sans témoignage est un monde qui meurt, *Témoignage chrétien* est agitateur de consciences depuis 74 ans.

Changez de regard avec le nouveau *Témoignage chrétien*.

3 mois  
30€  
au lieu  
de 38€

## OFFRE SPÉCIALE DÉCOUVERTE

9 lettres hebdomadaires + 3 magazines de 88 pages + accès web en renvoyant ce coupon + règlement à TC : 28 rue Raymond-Losserand – 75014 Paris

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville.....  
Courriel.....  
(contact plus simple et plus rapide)

Je fais découvrir gratuitement à un proche un exemplaire du supplément mensuel (TC l'enverra à l'adresse indiquée ci-dessous) :

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville.....  
Courriel.....  
(contact plus simple et plus rapide)

# L'Ukraine livrée aux

En dépit des promesses du nouveau pouvoir, la corruption sévit toujours en Ukraine, deux ans après la révolte de Maïdan (la place de l'Indépendance). Dans le secteur de la santé, l'argent public peine à parvenir aux malades. La situation sanitaire, plombée par des années de déliquescence économique, est encore aggravée par la guerre, comme en témoigne la recrudescence des maladies infectieuses.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
SÉBASTIEN GOBERT \*

« LA SANTÉ PUBLIQUE ? Cela n'a jamais été une priorité en Ukraine. Nous n'avons jamais perçu une volonté politique forte d'œuvrer au bien-être de la population. Alors, quand il s'agit de maladies considérées comme "socialement dangereuses", telles que le VIH-sida ou la tuberculose, je peux vous assurer que notre travail est loin d'être facile... » Sur le visage de M<sup>me</sup> Svitlana Moroz se dessine un sourire amer, de ceux dont on se fait une carapace contre l'adversité. Affalée sur le canapé à fleurs délavé du local de l'association Noviy Den (« nouveau jour » en russe), entre des piles de documents jaunés et de cartons de préservatifs, la jeune femme semble perdue.

A Kramatorsk, dans la partie du Donbass sous contrôle ukrainien, Noviy Den offre une assistance sociale et juridique à quelque cinq cents personnes atteintes du VIH (1), de la tuberculose et d'autres maladies infectieuses. Sur la fenêtre, un carré de tissu jaune affiche les noms de patients de l'association décédés des suites de leur maladie. En 2015, le sida a emporté 29 personnes à Kramatorsk. « Le plus frustrant, c'est que les outils existent pour que des personnes séropositives ou tuberculeuses soient bien diagnostiquées, bien traitées et mènent une vie normale, soupire M<sup>me</sup> Moroz. Mais, en Ukraine, on est loin de pouvoir assurer une existence digne à la plupart des patients. Le système médical est rigide, inadapté, discriminatoire et corrompu. Et la guerre n'a rien arrangé. »

Les locaux de Noviy Den n'ont matériellement pas souffert du conflit qui déchire la région depuis le printemps 2014. A Kramatorsk, ancien centre névralgique du complexe industriel du Donbass, passé sous contrôle des groupes armés séparatistes entre avril et juillet 2014, on vit au rythme d'affrontements sporadiques le long de la ligne de front, à soixante kilomètres au sud. Les activités de l'association comme le système de santé ont été bouleversés par la division de la région. Dans le seul oblast (région) de Donetsk, environ 28 000 personnes étaient porteuses du VIH avant la guerre, dont beaucoup co-infectées par la tuberculose. On estime qu'au moins 10 000 d'entre elles

vivent encore dans les territoires des républiques populaires autoproclamées de Donetsk (RPD) et de Lougansk (RPL).

Leur traitement serait pour l'heure assuré, car « les Nations unies, Médecins sans frontières, la Croix-Rouge et d'autres organisations internationales ont réagi dès le début de la guerre en assurant des approvisionnements continus de médicaments vers ce que l'on appelle les "zones non contrôlées" », intervient M<sup>me</sup> Olga Ponomareva en relevant le nez de sa tasse de thé. Cette responsable du programme de traitement de substitution pour les anciens toxicomanes au sein de Noviy Den souligne néanmoins la fragilité du système de santé dans le Donbass, où le risque persiste « que la situation dégénère une fois le stock de médicaments épuisé ».

## Déploiement de militaires et hausse de la prostitution

L'urgence sanitaire ne concerne pas seulement les zones de conflit. Dans les territoires sous contrôle gouvernemental, les autorités ont tardé à réagir. Au plus fort des combats, les responsables de l'association devaient encore passer la ligne de front pour s'approvisionner en médicaments ou apporter des échantillons de sang dans leur centre de référence, situé à Donetsk. Finalement, pour M<sup>me</sup> Moroz, la guerre a simplement « fait ressortir de manière encore plus cruelle les insuffisances de l'Etat ukrainien ».

Grâce à des financements internationaux, Noviy Den fournit gratuitement des tests de dépistage rapide du VIH. « Dans les hôpitaux aussi, les tests approfondis étaient gratuits avant la guerre. Ils coûtent aujourd'hui 120 hryvnias [environ 4 euros], parce qu'il n'y en a pas assez », déplore M<sup>me</sup> Iryna Lehovitch, atteinte du VIH depuis 2011. On vit ici avec 1 000, 1 500 hryvnias [entre 35 et 50 euros par mois]. La plupart des patients se contentent donc des tests sommaires fournis par les associations. »



COSMOS PHOTO

Ces photographies de Misha Friedman, issues de la série « Mourir de la tuberculose », ont été prises dans une clinique de Donetsk (Ukraine) en 2012.

Tout en parlant, M<sup>me</sup> Lehovitch se fraie un chemin à travers des terrains vagues, entre des barres d'immeubles à l'allure sinistre, vers l'hôpital n° 2 de Kramatorsk. « Les établissements publics ont le monopole de la distribution des traitements antirétroviraux ; il faut donc y aller régulièrement. Mais la plupart de mes connaissances ne font aucune confiance aux docteurs et préfèrent Noviy Den ou d'autres associations. » Une corruption tenace gangrène le système de santé – comme d'autres secteurs – et pénalise de nombreux malades défavorisés. De plus, les patients séropositifs et tuberculeux subissent régulièrement des discriminations de la part d'un personnel soignant mal formé à ces questions. Des cas d'insultes, d'internement arbitraire ou encore de refus de prise en charge de patients parfois pauvres et indisciplinés sont régulièrement rapportés dans les médias ukrainiens. « C'était déjà le cas avant la guerre, précise M<sup>me</sup> Lehovitch. Vu la manière dont l'Etat nous a négligés, on n'envisage pas de se passer des associations... »

Le déplacement de populations extrêmement vulnérables qui fuient les zones de conflit en Ukraine et au-delà (2) fait craindre une crise sanitaire. « Cela, combiné à un déploiement massif de militaires et à une hausse consécutive de la prostitution, peut mener à une explosion de ces épidémies », explique M<sup>me</sup> Moroz avec une placidité déconcertante. « Nous avons déjà diagnostiqué des cas de tuberculose chez quelques soldats », confirme la doctoresse Ielena Berega, épidémiologiste en chef de l'hôpital n° 2 de Kramatorsk, qui déplore aussi : « Dans l'armée américaine, on distribue des préservatifs. Pas dans l'armée ukrainienne. »

Alors que, en France par exemple, le nombre de nouvelles infections détectées a nettement reculé dans les années 2000 (3), l'Ukraine est le seul pays d'Europe où la Russie où il augmente d'année en année. En octobre 2015, on comptait officiellement 240 000 personnes séropositives (4) ; mais, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 400 000 personnes vivraient avec le VIH, soit le double des cas déclarés. Dans le même temps, alors que la tuberculose est considérée comme éradiquée dans la plupart des pays européens, elle affecte au moins 49 400 Ukrainiens.

Une situation alarmante, qu'explique en partie l'effondrement du système de santé hérité de l'ère soviétique. Efficace en matière de lutte contre les maladies infectieuses – quoique plutôt défailant en matière de soin des maladies chroniques –, celui-ci a connu à partir de 1991 une grave crise de son financement public. En 2000, selon la Banque mondiale, l'Ukraine ne consacrait à la santé que 2,9 % de son produit intérieur brut (PIB), soit la moitié des dépenses nécessaires selon les normes de l'OMS. Les inégalités d'accès aux soins se sont fortement creusées ; un phénomène aggravé par la petite comme la grande corruption, des dessous-de-table exigés par des médecins sous-payés aux détournements de fonds publics.

Résultat : après l'indépendance, l'espérance de vie à la naissance a chuté de trois ans, passant de 70 ans en 1990 à 67 ans en 2003, avant de remonter à 71,2 ans en 2013. Pour les hommes, elle reste inférieure de onze ans à la moyenne de l'Union européenne. L'Ukraine contemporaine faisait donc face à d'importants déficits sanitaires et épidémiologiques bien avant la guerre du Donbass.

## Les associations jugées plus efficaces que l'Etat

« L'augmentation constante du nombre de séropositifs résulte aussi d'un dépistage plus systématique de la population », tempère, à Kiev, M<sup>me</sup> Hanna Usata. Coordinatrice d'un projet de prévention du VIH-sida pour l'organisation Health Focus GmbH, elle perçoit une certaine prise de conscience parmi les acteurs de la santé publique et une « amélioration du traitement de la situation épidémiologique ». Mais « seuls 30 % des patients qui ont besoin d'antirétroviraux sont couverts », reconnaît M<sup>me</sup> Narmina Strichenets, chargée des relations publiques au Centre de contrôle des maladies socialement dangereuses (UCDC), l'agence d'Etat spécialisée dans la supervision de la situation épidémiologique. Avant d'ajouter : « Il faut se rappeler que, en 2006, seuls 3 400 patients bénéficiaient d'un traitement. Le chemin parcouru est considérable. »

(1) Le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) entraîne une destruction de cellules du système immunitaire qui peut se développer en syndrome d'immunodéficience acquise (sida).

(2) Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés évoque 1,1 million de personnes déplacées ; d'autres estimations parlent de 3 millions.

(3) Institut de veille sanitaire, 2015. Depuis 2011, les nouvelles infections détectées en France repartent légèrement à la hausse.

(4) Depuis 1987, près de 277 500 personnes ont été diagnostiquées séropositives. Plus de 37 500 sont mortes des suites de la maladie, selon le Centre de contrôle des maladies socialement dangereuses (<http://ucdc.gov.ua>).

## A l'ombre des oligarques

APRÈS deux mois de blocage de l'exécutif, la Rada – le Parlement ukrainien – a approuvé le 14 avril la composition d'un nouveau gouvernement, évitant au président Petro Porochenko de mettre à exécution sa menace de dissolution. Les soutiens occidentaux de Kiev exigeaient à la fois une lutte contre la corruption et la convocation d'élections anticipées, ils ont dû revoir leurs ambitions sur la première exigence.

La favorite des capitales occidentales au poste de premier ministre, la ministre des finances Natalie Jaresko, n'est même pas reconduite dans ses fonctions. Si cette ancienne diplomate américaine naturalisée ukrainienne avait la confiance du Fonds monétaire international (FMI), elle ne disposait pas de relais suffisants au Parlement. Les députés ukrainiens lui ont préféré M. Volodymyr Hroisman, président de la Rada et proche de M. Porochenko.

Pour Paris, Washington et Berlin, la convocation d'élections anticipées était le pire scénario. Le parti du premier ministre démissionnaire Arseni Iatseniouk – Front populaire, deuxième force à la Rada après le Bloc Petro Porochenko – récoltait des intentions de vote proches de zéro. La stabilité est « une condition pour maintenir les réformes sur la bonne voie », déclarait le 22 février le ministre des affaires étrangères allemand, M. Frank-Walter Steinmeier, lors d'une visite en Ukraine avec son homologue français Jean-Marc Ayrault. L'Allemagne et la France ne souhaitaient pas changer d'interlocuteurs alors qu'elles négocient depuis des mois la mise en œuvre des accords de paix de Minsk et la résolution du conflit entre Kiev et les républiques séparatistes du Donbass.

En février, la préférence des Occidentaux allait à la formation d'un gouvernement technocratique au nom de la lutte contre la corruption : « L'Ukraine a besoin des efforts constants d'une équipe de professionnels qui placent les intérêts du peuple ukrainien au-dessus des leurs pour garantir au pays un avenir stable et prospère », affirmaient

neuf ambassadeurs en soutien au ministre de l'économie démissionnaire Aivaras Abromavičius. Avant de claquer la porte, cet ancien associé d'un fonds d'investissement suédois, d'origine lituanienne, avait accusé un député de profiter de sa proximité avec le président pour lui imposer des personnalités douteuses dans son équipe.

Le départ du ministre de l'économie avait mis sous tension M. Iatseniouk, accusé de perpétuer le système corrompu rejeté en 2014. A la mi-février, ce dernier échappait de justesse à une motion de censure grâce aux voix d'une cinquantaine de députés contrôlés par des oligarques influents. Pour dénoncer ces tractations occultes, deux partis minoritaires ont quitté la coalition, poussant le premier ministre à la démission le 10 avril. Le discrédit de l'équipe en place s'est accentué quand le nom du président, un magnat de la confiserie à la tête d'une fortune de 640 millions d'euros, est apparu dans les révélations des « Panama papers ». Non seulement M. Porochenko n'a pas vendu ses entreprises comme il s'y était engagé, mais il apparaît comme actionnaire d'une société offshore dans le paradis fiscal des îles Vierges britanniques.

Même si on attend toujours le nom du nouveau ministre de la santé, le remaniement est finalement de faible envergure : les ministres régaliens (intérieur, défense, affaires étrangères) restent en place et les équilibres entre les deux partis de la coalition sont maintenus. Le gouvernement a pu compter sur les voix du parti Renaissance, contrôlé par l'oligarque Ihor Kolomoisky. Les partenaires étrangers semblent, au moins provisoirement, se satisfaire des recettes politiques ukrainiennes. Suspendu depuis le mois d'octobre, le versement de la prochaine tranche de crédit du prêt de 17,5 milliards de dollars (15,7 milliards d'euros) accordé en mars 2015 par le FMI dépendra toutefois de l'appréciation que font les bailleurs occidentaux des chances du nouveau gouvernement de rester en place.

HÉLÈNE RICHARD.

L'ANCIEN SYSTÈME TOUJOURS EN PLACE

# maladies infectieuses

Ces maigres résultats, et l'impossibilité d'endiguer l'épidémie, sont d'autant plus critiques que le pays est l'un des principaux bénéficiaires des subventions du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Depuis 2003, plus de 463 millions de dollars ont été alloués à l'Ukraine, dont 358,5 pour la seule lutte contre le VIH-sida.

«L'Ukraine souffre de lourdeurs administratives inimaginables et d'un manque cruel de volonté politique qui ne permettent pas de faire face convenablement aux problèmes de santé publique», constate M. Michel Kazatchkine, envoyé spécial de l'Organisation des Nations unies pour le VIH-sida en Europe de l'Est et en Asie centrale. Et de rappeler que ce sont deux organisations non gouvernementales (ONG) jugées plus transparentes et plus efficaces que l'UCDC qui gèrent l'essentiel des subventions du Fonds mondial: Alliance Ukraine et le Réseau des personnes vivant avec le VIH.

## L'un des secteurs les plus corrompus du pays

Les idées de solidarité et de modernisation de l'Etat étaient au cœur de la «révolution de la dignité», qui a abouti en février 2014 au renversement du président autoritaire Viktor Ianoukovitch. Tout en s'attaquant à la corruption endémique qui grève le système de soins, le mouvement de réformes enclenché par l'exécutif issu des élections présidentielle et législatives de 2014 propose, plus classiquement, de rationaliser la gestion de la santé publique. «Ce secteur représente 4 % du PIB, ce qui est assez proche de pays comme Israël ou la Pologne. Les résultats obtenus sont malgré tout très différents», lance M. Aleksander Kvitachvili.

Ministre de la santé de décembre 2004 à avril 2016, il avait occupé des fonctions analogues en Géorgie entre 2008 et 2010 et mené une réforme de la santé publique, qu'il entendait reproduire en Ukraine. «En soi, ce sont des concepts simples: assurer l'autonomisation des hôpitaux, encourager une plus grande implication du personnel dans leur gestion, ou encore changer le système d'évaluation des besoins.» Pour ce réformateur libéral, ce dernier point est capital. «Nous avons en Ukraine neuf lits pour mille habitants. Seuls 30 %, en moyenne, sont utilisés. En Suède, pays pourtant très social, il y a 2,7 lits pour mille habitants. La durée moyenne d'un séjour hospitalier est de treize jours en Ukraine, contre cinq jours en Suède.» C'est ce système «totalement dysfonctionnel» que M. Kvitachvili entendait changer à travers un plan de réformes que son équipe a élaboré au printemps 2015. La Banque mondiale accompagne l'initiative avec un prêt de 215 millions de dollars.

Mais, depuis le printemps 2015, le paquet de lois sur la santé publique est bloqué à la Rada (le Parlement). «Le projet de réforme comporte des points positifs. Mais il est contesté, car il prévoit des fermetures d'hôpitaux et des privatisations. On a bien vu dans le cas géorgien que cela conduit



COSMOS PHOTO



COSMOS PHOTO

à une médecine à deux vitesses», commente M. Kazatchkine. Et pour cause: dans ce pays qui privilégie les assurances privées, les ménages prennent en charge presque 80 % de leurs dépenses de santé. Celles-ci sont composées essentiellement d'achats de médicaments, car les Géorgiens, mal couverts, recourent de plus en plus fréquemment à l'automédication (5).

«La réforme n'est pas bloquée seulement à cause de son contenu, affirme M<sup>me</sup> Olga Stefanychna, directrice de la fondation Patients d'Ukraine. Le système de santé a toujours été l'un des plus corrompus du pays. Selon les services de sécurité d'Ukraine, 40 % des fonds consacrés aux appels d'offres publics sont détournés, soit environ 50 millions de dollars par an. Beaucoup ne veulent pas que cela change.»

«Le problème principal, poursuit M<sup>me</sup> Stefanychna, était que M. Kvitachvili ne cherchait pas à s'opposer aux lobbys.» Celui-ci se défend en évoquant un «système inextricable», mais ne désigne personne en particulier. M<sup>me</sup> Stefanychna n'hésite pas, elle, à livrer une liste de personnalités réparties entre tous les échelons de l'administration, du gouvernement et des partis politiques: «Ne serait-ce qu'Alexandra Pavlenko, la vice-ministre de la santé, auparavant avocate! Elle défendait les intérêts de l'entreprise pharmaceutique Darnitsa et de son directeur Hlib Zagory. Celui-ci est aujourd'hui député au sein du Bloc Petro Porochenko, le parti de l'actuel président.» Les conflits d'intérêts n'épargnent pas les ONG, pourtant saluées par le Fonds mondial pour leur indépendance. En juin 2015, un scandale impliquant le directeur financier d'Alliance Ukraine a

puissé le Fonds mondial à prendre des sanctions contre l'association.

Face à ce «système inextricable» et aux incertitudes quant à la réforme de la santé publique, Patients d'Ukraine et d'autres œuvrent pour en finir avec la corruption. Ils travaillent à briser le monopole des industries pharmaceutiques et à permettre l'achat de médicaments génériques. «A budget limité, nous pourrions acheter de meilleurs traitements pour moins cher, et couvrir ainsi plus de patients», explique M. Ihor Perehinets. Ancien vice-représentant de l'OMS en Ukraine, il est aujourd'hui vice-ministre de la santé et s'est imposé comme le défenseur de l'intérêt général au ministère.

«A budget limité»: l'expression est d'actualité. Alors que le ministère de la santé demandait 8,1 milliards de hryvnias (environ 300 millions d'euros) pour assurer l'achat de médicaments en 2016, le budget d'Etat, adopté le 25 décembre 2015, n'en a alloué que 3,9 milliards (environ 145 millions d'euros). «Seuls 25 % des patients atteints du VIH et 35 % des porteurs de la tuberculose pourront être traités!», s'empare M<sup>me</sup> Stefanychna. Face à la controverse, l'ancien premier ministre Arseni Iatseniouk avait défendu ce budget comme «indispensable pour recevoir l'aide du Fonds monétaire international».

## Les zones séparatistes bientôt privées de traitements

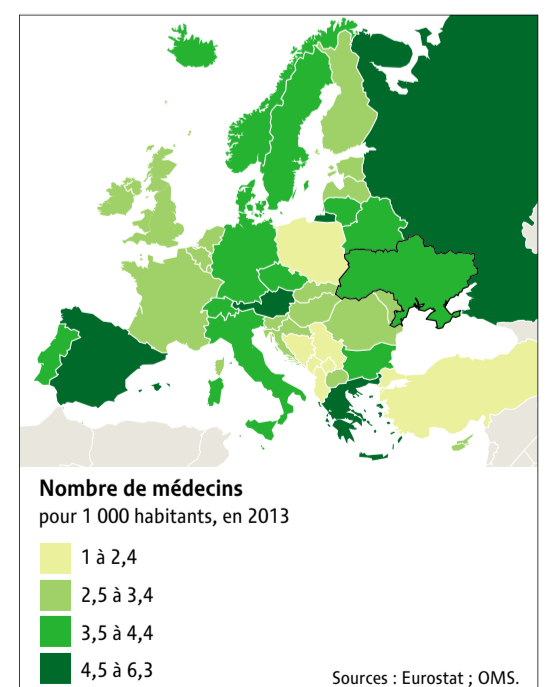
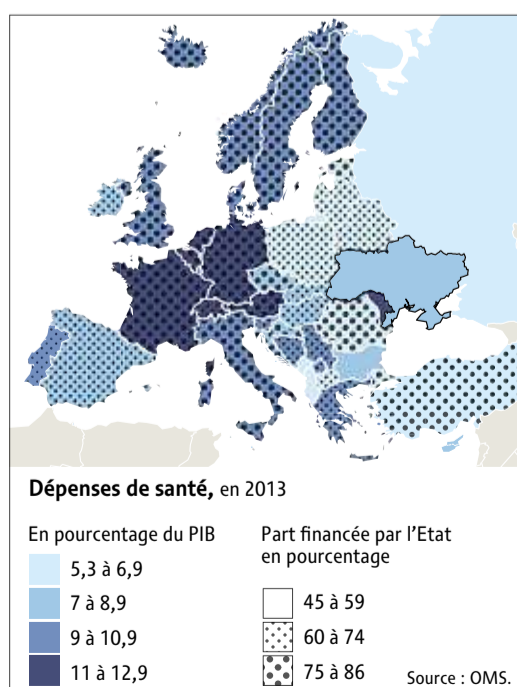
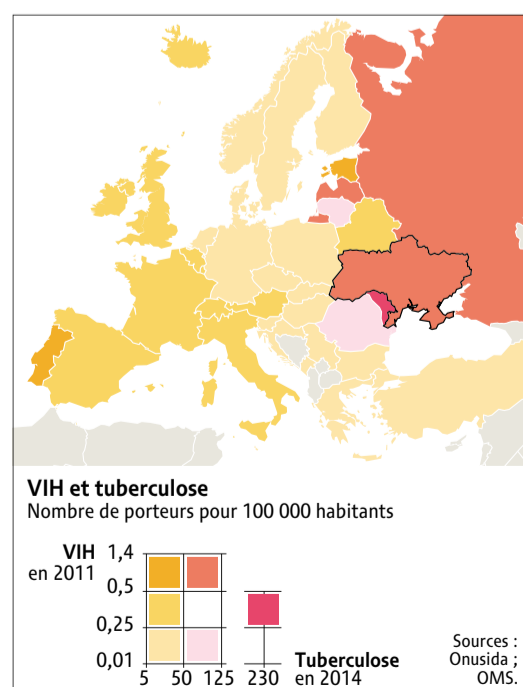
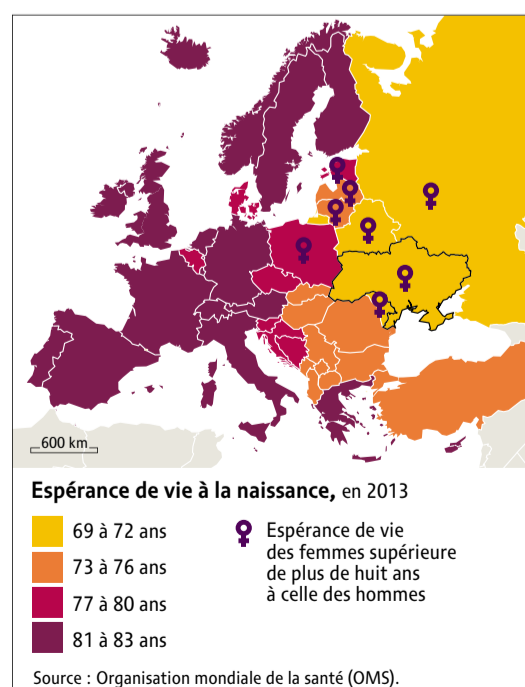
Ce dernier «exigeait une réduction de 10 % du budget de la santé», confirme M. Perehinets. Mais il s'agissait d'économiser sur les dépenses de fonctionnement, comme la gestion des hôpitaux. Le Fonds mondial et le ministère des finances voulaient préserver le budget consacré aux médicaments. Mais le comité du budget à la Rada nous a littéralement ri au nez... Ce désintérêt des députés pour la santé serait d'autant plus criant qu'il y a des marges d'économie importantes dans la structure du budget», selon M. Kazatchkine.

L'envoyé spécial de l'ONU se préoccupe avant tout de deux échéances. En premier lieu, l'équipement inéluctable, d'ici à août 2016, des traitements anti-VIH, anti-tuberculose et autres dans les territoires séparatistes, qui laisse présager une «catastrophe épidémiologique si rien n'est fait dès maintenant». Ensuite, l'arrêt programmé, d'ici à 2017-2018, du soutien financier du Fonds mondial, qui devrait être entériné lors d'une prochaine réunion du conseil d'administration. «Personne ne peut comprendre cette décision, mais c'est un coup dur, en particulier dans le contexte actuel, confirme M<sup>me</sup> Stefanychna. L'Etat ne prend pas ses responsabilités, même avec l'assistance du Fonds mondial. Alors sans... Je ne veux même pas penser à ce que la situation épidémiologique pourra devenir une fois que nous serons livrés à nous-mêmes.»

SÉBASTIEN GOBERT.

(5) Tobias Hauschild et Esmé Berkhout, «La réforme du système de santé en Géorgie», Oxfam International, Oxford, 15 juin 2009.

## BEAUCOUP DE MÉDECINS, MAIS DES SOINS À LA TRAÎNE DE L'EUROPE



CÉCILE MARIN

Avec une production de richesses en 2015 inférieure pratiquement de moitié à celle de 1989, la dégradation de l'économie ukrainienne n'est pas sans incidence sur la situation sanitaire. L'espérance de vie masculine reste

au niveau de celle des années 1960, tandis que le pays combine de fortes prévalences à la fois pour le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et pour la tuberculose, une maladie devenue résiduelle en Europe centrale

ou en Scandinavie. Héritage de l'époque soviétique, le personnel médical est nombreux, mais la qualité des soins et leur accessibilité pâtissent de la baisse des dépenses publiques de santé.

UN CINQUIÈME DE LA POPULATION A QUITTÉ LE PAYS DEPUIS 1991

# La Macédoine à la dérive

Depuis le 12 avril, des milliers de citoyens manifestent chaque soir dans les rues de Skopje contre l'amnistie accordée à une cinquantaine de personnalités impliquées dans un vaste système d'écoutes illégales. En dépit de la crise ouverte, le pouvoir entend organiser des élections législatives le 5 juin. L'opposition n'y participera pas, et la médiation européenne court vers l'impasse.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX  
JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN \*

« **Q**UI CONTRÔLE la Macédoine contrôle les Balkans. » Vue d'un café désert du vieux bazar ottoman, un soir d'hiver, Skopje ressemble à la capitale endormie d'un Etat entré dans une crise profonde. M. Arsim Zekolli, ancien ambassadeur de Macédoine auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), remue son café d'un air énigmatique. « L'axe de communication nord-sud est essentiel pour la Serbie comme pour la Grèce, deux pays qui se sont longtemps disputé le territoire de la Macédoine. L'Albanie et la Bulgarie refusent de reconnaître les spécificités culturelles du peuple macédonien. Et toutes s'accordent pour laisser cette périphérie d'une région déjà oubliée de l'Europe dans un état de sous-développement chronique. Notre pays est pourtant la tour de contrôle des Balkans, depuis laquelle on observe ce qui se passe dans la région et où se croisent services de renseignement et réseaux de trafiquants. » La Macédoine peut en effet se targuer d'abriter la plus grande ambassade américaine de la région, un immense bâtiment étrangement surdimensionné pour le pays.

A ceux qui errent sur ses routes, la Macédoine donne l'impression d'un territoire vide de toute présence humaine. Officiellement, le pays compterait deux millions d'habitants. Mais diverses études de terrain mettent à mal cette estimation, tandis que les résultats du recensement de 2011 se font toujours attendre (1). Dans les villages de montagne isolés, seuls quelques vieillards tentent encore de retarder la progression des forêts. Même la métropole de Skopje peine à retenir les jeunes diplômés. En 2010, la Banque mondiale estimait que 447 000 personnes avaient quitté le pays depuis l'éclatement de la Yougoslavie et l'indépendance de 1991. Et l'on enregistre 20 000 nouveaux départs chaque année (2). Avec un taux de chômage officiel avoisinant les 30 %, des salaires moyens qui ne dépassent pas 350 euros et des industries en berne, le chemin de l'exil apparaît pour beaucoup comme la seule solution. L'unique activité en progression ces dernières années est celle des échoppes de paris sportifs, un indice fiable de la paupérisation.

## Au revoir Bruxelles, bonjour Moscou

En 2006, lors du retour au pouvoir de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne - Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (VMRO-DPMNE), la formation historique du nationalisme macédonien, le nouveau premier ministre, le très libéral Nikola Gruevski, avait pourtant voulu attirer les investisseurs étrangers, à coups de dumping fiscal et social. Las, la « zone économique macédo-chinoise » créée en banlieue de Skopje est restée une friche déserte, et les privatisations ont achevé de détruire le socle industriel du pays. En 2015, les émigrés ont envoyé au pays 252,1 millions de dollars, une somme aussi importante que celle des investissements étrangers. Aujourd'hui, l'économie informelle représenterait 35 % du produit intérieur brut (PIB), et près de 20 % des habitants du pays vivent au-dessous du seuil de pauvreté, tandis que le budget national est en déficit chronique et que la dette publique ne cesse d'augmenter.

Le projet « Skopje 2014 » a transformé le centre de la capitale en une galerie de statues où les figures de la Macédoine antique, comme Alexandre le Grand, les moines et les empereurs byzantins, côtoient les héros des combats contre l'Empire ottoman du début du XX<sup>e</sup> siècle et... les chanteurs de variétés contemporains. Cette vaste réécriture de l'histoire symbolise le virage nationaliste de M. Gruevski et s'inscrit dans une redéfinition des

priorités stratégiques du gouvernement. A l'échec de la politique économique est venu s'ajouter l'éloignement de la perspective européenne : la Macédoine a obtenu le statut officiel de pays candidat à l'intégration en 2005, mais n'a pas enregistré la moindre avancée depuis, tout comme pour sa demande d'adhésion à l'OTAN, rejetée en 2008. Officiellement, ces processus demeurent bloqués en raison de la « querelle du nom » qui oppose Skopje à Athènes (3). La Grèce estime que le terme même de « Macédoine » appartient de manière exclusive au patrimoine hellénique. De poussives négociations se tiennent toujours sous l'égide d'un médiateur des Nations unies, le diplomate américain Matthew Nimetz. Mais le blocage grec fournit un prétexte idéal pour justifier l'enlèvement du processus. Ces dernières années, M. Gruevski ne fait plus de Bruxelles son principal partenaire. Il se rapproche de Moscou (4) et cultive l'amitié des pays ultraconservateurs du groupe de Visegrád (5).

Malgré ce bilan désastreux, la Macédoine a longtemps été présentée comme une *success story* européenne. La médiation de l'Union européenne, conduite par M. François Léotard, avait permis de mettre un terme au conflit armé de 2001, qui opposait les forces de sécurité de Skopje à la guérilla albanaise de l'Armée de libération nationale (UÇK-M). Cependant, les accords de paix d'Ohrid, censés accorder plus de droits à la minorité albanaise, qui représente environ un quart de la population du pays, n'ont jamais été pleinement appliqués. Certes, les coalitions gouvernementales comptent toujours un parti albanaise formé par les anciens guérilleros, mais cette disposition est essentiellement formelle. De fait, l'alliance entre le VMRO-DPMNE et son partenaire ne repose pas sur des orientations programmatiques, mais sur un partage des postes et des prébendes de l'Etat. Chaque ministre ou secrétaire d'Etat macédonien a sa doublure albanaise ; chaque fonctionnaire, son alter ego issu de l'autre communauté. La fonction publique ne cesse de gonfler, sans rendre pour autant un meilleur service aux citoyens. Le clientélisme se nourrit des logiques de partition ethnique et les renforce.

Longtemps l'Union européenne a paru se satisfaire de cette apparence de « multiethnicité », supposée garantir la stabilité régionale, pour laquelle la « question albanaise » apparaît comme la menace la plus inquiétante. Pourtant, « le ver était dans le fruit dès la conclusion des accords d'Ohrid, juge M. Zekolli. On a cru que les seigneurs de la guerre pouvaient devenir les garants de la paix. Cette erreur des Européens s'est d'ailleurs répétée dans toute l'Europe du Sud-Est, pas seulement en Macédoine. Tout ce que l'on a demandé au VMRO-DPMNE, c'est de reconnaître l'indépendance proclamée en 2008 par le Kosovo, ce qui ne lui coûtait pas bien cher. » Pour répondre aux frustrations politiques et sociales de la communauté albanaise de Macédoine et prévenir un éventuel éclatement du pays, il aurait donc suffi de lui apporter la satisfaction symbolique que représente la reconnaissance du Kosovo, tout en mettant en place un système de redistribution mafieuse de la rente publique. Si ce compromis a pu contenter les clans au pouvoir, il n'a fait qu'alourdir la chape de plomb que les partis politiques font peser sur la société.

Depuis plusieurs années, M. Gruevski s'est engagé dans une inquiétante dérive autoritaire. Les principaux médias d'opposition ont été mis au pas, comme la télévision privée A1, fermée en 2011 et dont le propriétaire, M. Velija Ramkovski, a été condamné à treize ans de prison pour fraude fiscale (6). Au sein des institutions, un étroit système de contrôle est censé assurer la loyauté des employés de l'Etat. « Pour obtenir une mutation ou un avancement, il est nécessaire de prendre la carte du VMRO-DPMNE, explique un fonctionnaire qui requiert l'anonymat. Et il faut faire attention à ce que l'on dit pour ne pas perdre son emploi : les



## Naissance de la Macédoine moderne

Indépendante depuis 1991, la Macédoine actuelle (en orange) se veut l'héritière du royaume antique de Philippe II et d'Alexandre le Grand. Peuplées de Slaves et d'Albanais, ces terres firent partie de l'Empire ottoman durant plus de quatre siècles. Leur rattachement à la Serbie puis à la Yougoslavie – dont la Macédoine devient une république autonome en 1945 – fut longtemps contesté par les Bulgares, qui considèrent le macédonien comme une variante de leur langue.

CÉCILE MARIN

espions et les délateurs sont partout. » Les milieux économiques se plaignent aussi discrètement des pressions du régime : dans chaque entreprise, il est « recommandé » d'embaucher un cadre du VMRO-DPMNE pour éviter les contrôles fiscaux intempestifs.

En février 2015, M. Zoran Zaev, le chef du principal parti d'opposition, l'Alliance sociale-démocrate de Macédoine (SDSM), dénonçait un vaste système d'écoutes téléphoniques instauré par le premier ministre lui-même et visant plus de 20 000 citoyens : opposants, journalistes, policiers, diplomates, juges, mais aussi membres du gouvernement. Depuis, le chef des services secrets, M. Sasho Mijalkov, cousin de M. Gruevski, a donné sa démission avant de s'exiler en Hongrie. Et le pays s'enfonçait dans une crise politique sans fin, marquée par des manifestations régulières dans les rues de

Skopje. Au printemps 2015, des milliers de personnes ont campé devant le siège du gouvernement pour demander la démission du premier ministre et de son équipe. Après des mois de blocage, un protocole d'accord a finalement été signé le 15 juillet entre les quatre principaux partis du pays pour mettre à jour les listes électorales et organiser un nouveau scrutin législatif. Il devrait en principe se dérouler le 5 juin prochain, mais l'opposition n'entend pas participer au scrutin. Faute d'avoir obtenu une révision des listes électorales et une réforme des médias, elle demande leur report. La crise s'est amplifiée le 12 avril avec l'amnistie accordée par le président Gorge Ivanov à plus de cinquante personnes – dont les plus proches collaborateurs de M. Gruevski – soupçonnées d'avoir participé à une vaste affaire d'écoutes illégales et de corruption. Cette décision sonne le glas du dialogue national scellé en 2015 par les accords de Przino avec l'aide de l'Union européenne. Cette dernière appelle aussi aujourd'hui à un report du scrutin tandis que Moscou y voit « la seule issue démocratique de cette crise prolongée ».

## Le gouvernement tente d'attiser les haines

Les 9 et 10 mai 2015, la police spéciale donnait l'assaut à un quartier de la ville de Kumanovo, dans le nord du pays, où se cachaient quelques dizaines de mercenaires et de repris de justice albanais. Organisée par les services secrets, cette opération « antiterroriste » visait à détourner l'attention du scandale des écoutes téléphoniques. Mais elle a coûté la vie à neuf policiers et à dix « terroristes » supposés, laissant craindre de nouvelles violences intercommunautaires. « Le gouvernement a essayé d'utiliser cet incident pour attiser la haine entre les Macédoniens et les Albanais et détourner la colère de la population, qui exige du travail et moins de corruption, explique M. Avdi Avdiu, un des membres les plus influents de la communauté de fidèles de la mosquée de Kumanovo. Mais cette fois, chose très rare dans les Balkans, personne n'est entré dans ce jeu malsain. Toutes les communautés sont descendues ensemble dans la rue pour affirmer leur unité. » Longtemps assommée par la crise économique et par l'absence de réel débat politique, la société – et notamment la jeunesse estudiantine, engagée dès l'automne 2014 dans une forte contestation des projets de réforme de l'université – semble décidée à demander des comptes à ses gouvernants.

Alors que plus d'un million de réfugiés ont emprunté au cours de l'année 2015 la « route des Balkans » traversant la Macédoine pour rejoindre l'Union européenne (7), un formidable mouvement de solidarité dépassant les barrières confessionnelles ou communautaires est né dans le pays. Des centres de collecte de vêtements et de nourriture ont été ouverts ; des brigades de volontaires « mixtes » se relaient depuis des mois dans les centres de transit de Tabanovce et de Gevgelija. « Nous avons vu tellement de misère que plus personne ne se demande qui est macédonien, qui est albanais. Tous les coups de main sont les bienvenus », lance M<sup>me</sup> Aleksandra Davidovska, qui, depuis plus d'un an, coordonne l'aide dans le nord du pays. « A l'origine, les citoyens se sont mobilisés parce que le gouvernement ne faisait rien. Les gens ont pris conscience qu'ils pouvaient agir collectivement. » La mobilisation de la société macédonienne s'appuie sur une jeunesse qui n'a connu que les sombres années de la transition économique et dont l'avenir se résume au choix entre la misère ou le départ à l'étranger. Reste à voir si elle durera suffisamment pour permettre l'émergence de forces politiques capables de bousculer l'establishment qui contrôle le pays depuis plus de deux décennies. Quitte à remettre en cause le sacro-saint mantra européen de la « stabilité ».

(1) Lire « Recensement hautement périlleux dans les Balkans », *Le Monde diplomatique*, août 2013.

(2) « Emigration : la catastrophe démographique qui menace la Macédoine », *Le Courrier des Balkans*, 26 octobre 2015.

(3) Lire Nicolas Autheman, « Nous sommes les descendants d'Alexandre le Grand », *Le Monde diplomatique*, mai 2010.

(4) Lire « Les Balkans, nouvelle ligne de front entre la Russie et l'Occident » et « La Macédoine au cœur des manœuvres », *Le Monde diplomatique*, juillet 2015.

(5) Le groupe de Visegrád est l'alliance informelle de quatre pays d'Europe centrale : Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie. Au moment de sa création, en 1991, il avait pour objectif de mettre en place des coopérations transnationales et d'accélérer le processus d'intégration européenne.

(6) « Fermeture de la chaîne de télévision A1 et de trois quotidiens, un été dévastateur pour les médias », *Reporters sans frontières*, Paris, 17 août 2011.

(7) Lire « Réfugiés, l'Europe tire le rideau », *Le Monde diplomatique*, avril 2016.



# LÉGUEZ MSF AU MONDE DE DEMAIN

Transmettre un patrimoine à Médecins sans Frontières est un geste décisif pour toutes les vies qui demain, auront besoin d'être sauvées. En agissant ensemble, nous affirmerons qu'il est impératif que les plus vulnérables aient accès aux soins sans discrimination, partout dans le monde.

© Morgana Wingard - Margaux Dugoujon



## LEGS - DONATIONS - ASSURANCE VIE

### VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS ?



**Votre contact personnel :**  
**Ingrid Aubry,**  
chargée  
des relations  
testateurs

Téléphone : 01 40 21 29 09

Courriel : relations.testateurs@msf.org

MSF - 8 rue Saint-Sabin - 75011 Paris

**MERCI À TOUS NOS BIENFAITEURS**

**OUI, je souhaite recevoir le guide d'information gratuit sur les legs, donation et assurance-vie.**

Merci de me l'adresser par courrier :  M.  Mme

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

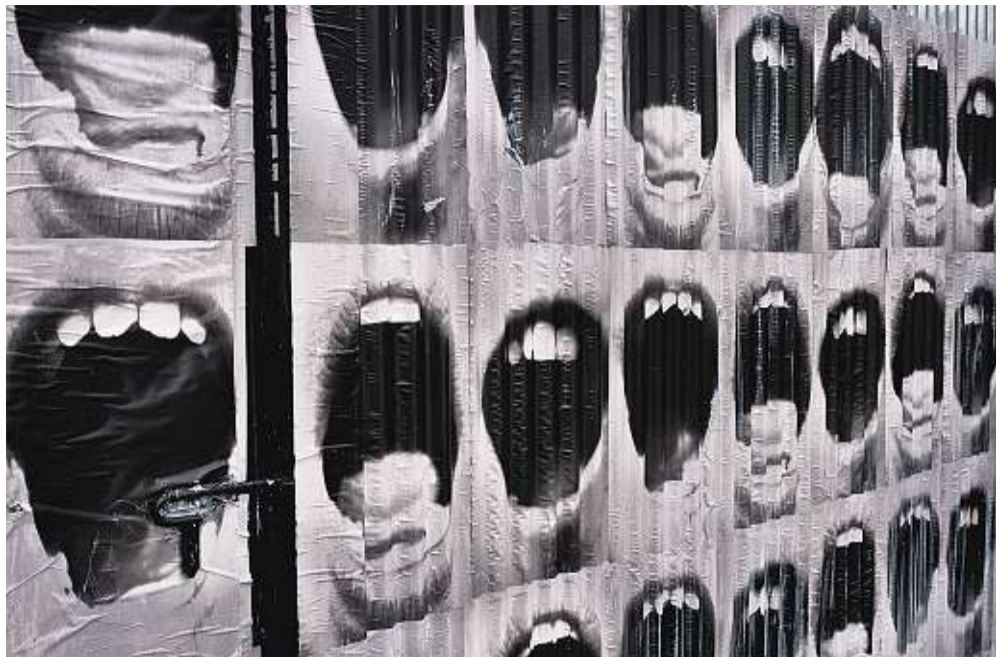
Tél. (facultatif) : \_\_\_\_\_

Courriel (facultatif) : \_\_\_\_\_

Legs 1607

Coupon à renvoyer à Ingrid Aubry,  
chargée des relations testateurs,  
MSF - 8 rue Saint-Sabin - 75011 Paris





**Soulèvement, insurrection, révolte : le feu de la colère suscite un événement imprévisible, qui, entre fête et violence, entre allégresse et ressentiment, est toujours susceptible de bifurquer ou de se dévoyer, s'il n'est pas simplement écrasé ou canalisé par l'autorité contre laquelle il s'est dressé. C'est dire que révolte n'est pas synonyme d'émancipation.**

PAR GEORGES DIDI-HUBERMAN \*

IL Y A DES « SAINTES COLÈRES », des colères justes. Mais comment discerner la justesse d'une colère, ou l'acte de justice qu'elle revendique? Comment faire droit aux soulèvements et aux emportements passionnels qu'ils supposent toujours? Comment légiférer sur des colères? Que veut-on dire quand on les dit légitimes? Que serait donc un droit de soulèvement? En 1795 parut chez Jacquot, à Paris, un fascicule de cinq pages intitulé *Insurrection en faveur des droits du peuple souverain*. Il portait en exergue cet article, le trente-cinquième, de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* (1793): « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.* » Au même moment – soit en 1792 et 1793 –, les Enragés de la Révolution française publiaient leurs écrits, adresses ou pamphlets qui ont été, finalement, réunis sous le titre *Notre patience est à bout* (1). Bien plus tard, au Congrès anarchiste international d'Amsterdam de 1907, on vit se lever Emma Goldman lors de l'avant-dernière séance. Elle proposait à l'assemblée l'adoption d'un texte en faveur du droit de révolte. Elle lut la déclaration suivante, que son camarade Max Baginski avait signée avec elle:

« *Le Congrès anarchiste international se déclare en faveur du droit de révolte de la part de l'individu comme de la part de la masse entière.* »

« *Le Congrès est d'avis que les actes de révolte, surtout quand ils sont dirigés contre les représentants de l'Etat et de la ploutocratie, doivent être considérés d'un point de vue psychologique. Ils sont les résultats de l'impression profonde faite sur la psychologie de l'individu par la pression terrible de notre injustice sociale.* »

« *On pourrait dire, comme règle, que seul l'esprit le plus noble, le plus sensible et le plus délicat est sujet de profondes impressions se manifestant par la révolte interne et externe. Pris sous ce point de vue, les actes de révolte peuvent être caractérisés comme les conséquences sociopsychologiques d'un système insupportable; et comme tels, ces actes, avec leurs causes et motifs, doivent être compris, plutôt que loués ou condamnés.* »

« *Durant les périodes révolutionnaires, comme en Russie, l'acte de révolte, sans considérer son caractère psychologique, sert un double but: il mine la base même de la tyrannie et soulève l'enthousiasme des timides. (...)* »

« *Le Congrès, en acceptant cette résolution, exprime son adhésion à l'acte individuel de révolte de même que sa solidarité avec l'insurrection collective.* »

## Le premier mot de « L'Iliade », au VIII<sup>e</sup> siècle av. J.-C.

Mise aux voix, cette déclaration fut approuvée à l'unanimité. Et pourtant, elle ne laisse pas de surprendre par le « point de vue psychologique » qu'elle assumait d'emblée. Qu'a donc à faire la décision politique avec « l'esprit le plus sensible et le plus délicat [en tant que] sujet de profondes impressions »? Mais la colère évoquée par Emma Goldman renvoie bien à un « système insupportable » – un état de fait historique et politique – que la réaction subjective de cet « esprit », fût-elle collective, rend évidente. Il y a donc des colères historiquement justes, de justes colères politiques. On pourrait même considérer que la toute première chronique politico-militaire de l'Occident, au VIII<sup>e</sup> siècle av. J.-C. – je parle, bien sûr, d'Homère et de *L'Iliade* –, porte, dès le début de sa toute première phrase, le mot « colère » (*ménin*): « *Chante, déesse [Muse], la colère d'Achille...* »

Dans un livre intitulé *Colère et temps* – livre dont le titre original, *Zorn und Zeit*, joue polémiquement

avec le *Sein und Zeit* de Heidegger –, Peter Sloterdijk a proposé une analyse « politico-psychologique » de la civilisation occidentale, pas moins (2). D'Homère à Lénine, donc, ce serait la colère qui émeut et qui meut les sociétés. Sauf que, dit-il, le destin de cette colère, par-delà l'« explosion simple » qu'elle constitue fondamentalement, est de ne trouver sa forme que dans un « projet ». Mais colère plus projet, cela ne donne-t-il pas que vengeance et ressentiment? C'est comme si toute colère ne trouvait son « économie politique » que dans ce que Sloterdijk nommera pour finir, avec un cynisme certain, la « banque mondiale de la colère » que représente, à ses yeux, le projet révolutionnaire lui-même, avec Lénine et Mao Zedong en « entrepreneurs de la colère » tandis que les « petits porteurs » seront tous avalés dans ce gigantesque « fonds monétaire » des désirs d'émancipation...

L'impression que l'on retire de cette description très générale est que la colère, à peine reconnue dans sa puissance historique, se voit aussitôt réfutée, puisque rabattue sur les noirs desseins ou les noirs destins – vengeance, ressentiment, paranoïa – qui la canaliserait fatalement. Où va donc la colère? La tradition philosophique semble répondre qu'elle va mal dans tous les cas. Aussi ne trouve-t-on aucune trace de la « colère » – pas plus que de la « révolte » ou du « soulèvement » – dans le *Dictionnaire de philosophie politique* dirigé par Philippe Raynaud et Stéphane Rials (3). S'il y a bien une histoire philosophique de la révolution, d'Emmanuel Kant à Karl Marx et au-delà, il n'y aurait des soulèvements, avec leurs colères « psychologiques » afférentes, qu'une série sans suite de crises anachroniques. C'est comme si la colère elle-même contribuait à creuser la différence et, bientôt, l'opposition entre révolution et révolte, comme l'a bien raconté Alain Rey au plan de l'histoire sémantique (4).

Il reviendrait à une anthropologie politique de penser la colère à l'œuvre dans les gestes de soulèvements: de penser la puissance intrinsèque de son mouvement avant que de postuler son projet dans l'ordre des rapports de forces ou des questions de pouvoir. Ne pourrait-on imaginer une phénoménologie des colères politiques? Certains sociologues – tels Jean Baechler (5), Vittorio Mathieu (6) ou Daniel Cefaï (7) – et historiens – tels Haim Burshtin (8) sur les « sans-culottes » de 1789 ou Louis Hincker (9) sur les « citoyens-combattants » de 1848 – s'y sont essayés. Mais cela suppose un point de vue transversal aux constructions historiographiques et philosophiques standards, comme on le voit par exemple dans ce commentaire inédit de Georges Bataille au livre *Humanisme et terreur* de Maurice Merleau-Ponty: « *Il est un point de vue plus général, que Hegel indique [sans le développer], et que l'angoisse dérobe à Merleau-Ponty. Mais il suppose une adhésion si entière à notre situation humaine qu'en quelque sorte on entre dans la convulsion elle-même* (10). »

Bataille, à travers ces mots, indiquait un mouvement d'excès que le génie hégélien, selon lui, avait laissé entrevoir: quand la pensée même se met en colère sans rien lâcher de sa consistance et de sa rigueur. Voilà un point de vue anarchiste, sans aucun doute. Non par hasard, les textes de Michel Bakounine, réunis par Etienne Lesourd d'après Gregori Maximov sous le titre *Théorie générale de la révolution*, n'hésitent pas à construire quelque chose comme une équivalence anthropologique entre l'acte de penser et celui de se soulever (11). Les « deux facultés précieuses » et concomitantes accordées à l'espèce humaine, lit-on dans ces textes, seraient ainsi « la faculté de penser et la faculté, le besoin de se révolter »:

« *L'homme ne devient réellement homme, il ne conquiert la possibilité de son développement et de son perfectionnement intérieur qu'à la condition d'avoir rompu, dans une certaine mesure pour le moins, les chaînes d'esclave que la nature fait peser sur tous ses enfants. (...) L'homme s'est émancipé, il s'est séparé de l'animalité et s'est constitué comme homme; il a commencé son histoire et son développement propre-*

*ment humain par un acte de désobéissance et de science, c'est-à-dire par la révolte et par la pensée.* »

Dans les mêmes pages, Bakounine concluait qu'en somme la révolte n'est que l'autre face, négativement exprimée, de ce que désigne positivement le mot « jouissance ». On ne s'étonnera donc pas que Bakounine ait traversé la grande colère parisienne de février 1848 dans un sentiment de « griserie » ou d'« ivresse » qui ne se dit, d'habitude, que des fêtes les plus joyeuses, les plus exaltantes:

« *Ce mois passé à Paris (...) fut un mois de griserie pour l'âme. Non seulement j'étais grisé, mais tous l'étaient: les uns de peur folle, les autres de folle extase, d'espoirs insensés. Je me levais à cinq ou quatre heures du matin, je me couchais à deux heures, restant sur pied toute la journée, allant à toutes les assemblées, réunions, clubs, cortèges, promenades ou démonstrations; en un mot, j'aspirais par tous mes sens et par tous mes pores l'ivresse de l'atmosphère révolutionnaire.* »

« *C'était une fête sans commencement et sans fin; je voyais tout le monde et je ne voyais personne, car chaque individu se perdait dans la même foule innombrable et errante; je parlais à tout le monde sans me rappeler ni mes paroles ni celles des autres, car l'attention était absorbée à chaque pas par des événements et des objets nouveaux, par des nouvelles inattendues. (...) Il semblait que l'univers entier fût renversé; l'incroyable était devenu habituel, l'impossible possible, et le possible et l'habituel insensés.* »

## Incontestablement, la fête peut être dangereuse

En 1871, Jules Vallès à son tour décrira la Commune de Paris du point de vue – entre autres – d'une sorte de kermesse folle: « *Est-ce qu'on est en révolution, papa? demandent les enfants du marchand de vin, qui croient qu'il s'agit d'une fête* (12)... » Façon de signifier que, dans tout soulèvement, la colère elle-même est de la fête, si l'on n'oublie pas, lecture des ethnologues aidant, qu'il y a aussi des fêtes piaculaires (faites de pleurs collectifs), des fêtes funèbres, des fêtes militaires, des fêtes ensauvagées, etc. Dans deux livres successifs – *Fête et révolte* en 1976 et *Révoltes et révolutions* en 1980 –, Yves-Marie Bercé a produit un tableau saisissant des pratiques de la colère sociale dans l'Europe pré-révolutionnaire (13). L'image festive des soulèvements appartient sans doute à la mythologie que se donnent à eux-mêmes, sur le moment ou après coup, les acteurs de toute révolte. Mais c'est aussi que la fête, en tant que telle, manifeste bien ce que Bercé nomme une « virtualité subversive toujours présente ». Dans un nombre considérable de circonstances historiques – dont feront partie le deuil du général Lamarque chez Hugo dans *Les Misérables* ou celui du marin Vakoulintchouk chez Eisenstein dans *Le Cuirassé « Potemkine »* –, la violence subie provoque la fête, ou du moins ces ritualisations collectives qui vont de la minute de silence aux gestes du deuil ou à la procession derrière un mort qui réclame justice.

Or la fête est intrinsèquement puissance. C'est même pour cela qu'elle a Dionysos pour divinité tutélaire. Elle transforme la colère en puissance expansive, voire en puissance d'allégresse. Elle transforme le geste de peur ou d'agression en puissance chorégraphique. Elle est donc un opérateur fondamental pour ce renversement de toutes les valeurs dont les œuvres marquantes de Friedrich Nietzsche (14), puis de Florens Christian Rang (15) et de Mikhaïl Bakhtine (16) auront scandé l'élaboration philosophique. Dans le temps de la fête, qui est comme un « temps hors du temps », la colère devient joie et la violence parodie. Pourtant, écrit Bercé, il demeure incontestable « que la fête puisse être dangereuse », au sens du danger le plus trivial ou immédiat sur les personnes. Etudiant les beuveries rituelles, les parades armées, les « joyeux tribunaux de jeunesse », les fêtes de fous, les charivaris, les « quêtes rituelles »

Du  
Où va



et autres « chevauchées de l'âne », Bercé aura décrit comment la fête ne tarde jamais à mettre les signes du pouvoir sens dessus dessous. En attendant de mettre sens dessus dessous le pouvoir lui-même.

Quand la foule du carnaval juge en grande pompe, puis met à mort une effigie du pouvoir, les procédures juridiques et policières sont souvent imitées jusque dans leurs moindres détails. C'est « pour rire », mais ce peut être aussi comme une répétition générale de quelque chose qui semble encore impensable ou inespéré. Il ne faudra donc pas grand-chose, si les circonstances s'y prêtent, pour qu'à l'effigie succède celui-là même que l'effigie représentait, à savoir l'agent du pouvoir seigneurial et non plus sa simple figure. Les rituels symbolisent sans doute des événements, mais il arrive aussi qu'ils les produisent « pour de vrai », à travers ce que Bercé nomme alors « les fêtes changées en révoltes »:

« *L'insurrection éclate pendant un jour de fête; la réjouissance se change en prise d'armes. Aussi bien, l'émeute victorieuse s'achève en fête bachique et la foule danse après avoir mis en fuite ses ennemis. Plutôt que de passages évidents ou possibles de la fête à la révolte, il serait plus exact de parler d'échanges, car l'ambiguïté des récits empêche de dire le sens du passage, d'indiquer ce qui de la fête ou de la révolte précédait dans l'événement. Les voisinages de la tradition et de la violence, l'actualisation des débordements coutumiers, l'intrusion des tensions sociopolitiques dans*

\* Philosophe et historien de l'art. Dernier ouvrage paru: *Peuples en larmes, peuples en armes. L'œil de l'histoire*, 6, Editions de Minuit, Paris, 2016.

BON USAGE DE L'INSURRECTION

# donc la colère ?



le calendrier des fêtes, tout cela mérite un inventaire assez précis de cas, où l'on puisse faire le partage des rencontres fortuites ou bien des conséquences inéluctables d'un type de faits sur une autre catégorie de faits. Il s'agit, au fond, de s'interroger sur les rapports de la tradition instituée, ritualisée, avec l'événement, la chronique politique.»

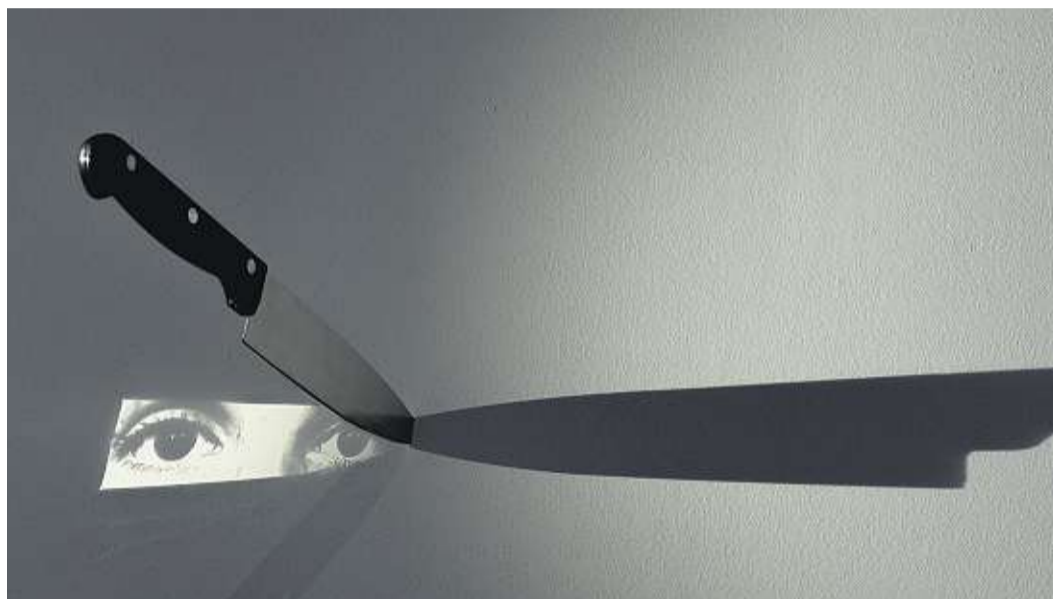
Il n'y a peut-être rien de mieux qu'une fête traditionnelle – admise par tous, donc permise par le gouvernement – pour faire passer les désirs, voire les mots d'ordre d'un soulèvement. Pendant les deux siècles qui ont précédé la Révolution française, l'utilisation politique des fêtes est allée dans les deux sens contraires : pour asseoir ou pour déchoir le pouvoir en place. Par exemple, « l'apparition précoce, dans les carnivals des villes suisses, d'allusions politiques et d'allégories moralisatrices annonçait une rupture avec les fêtes traditionnelles » dans ce grand mouvement de la Réforme dont l'historien de l'art Aby Warburg aura étudié les « tracts » illustrés de monstres animaux. Bercé, quant à lui, a porté une attention éclairante sur les inversions de genres, lorsque les attributs du carnaval deviennent des emblèmes de révolte : ainsi, le 27 février 1630, dans la deuxième semaine du carême, fut aussi le premier jour d'un soulèvement des vigneronnes de Dijon, dont le meneur était vêtu, pour la circonstance, en roi de Mardi gras. Ailleurs, les émeutiers – comme le 26 février 1707 à Montmorillon, quand prenait également fin la période du carnaval – se déguisèrent en femmes, avec coiffe et jupon, armés de grands couteaux qui pouvaient encore

dénoter l'art culinaire, mais qui, déjà, servaient d'armes à des fins de revendications sociales...

Et c'est ainsi que la fête engendre la violence agie, par un mouvement symétrique – une « inversion énergétique », aurait dit Warburg – au deuil éprouvé à la suite d'une violence subie. Mais la violence agit dans tous les sens : elle n'est ni une valeur ni une non-valeur en soi. Dans son livre *Révoltes et révolutions dans l'Europe moderne*, Bercé raconte suffisamment de cas pour que l'on comprenne la complexité des devenirs vers lesquels tout soulèvement est susceptible de bifurquer. Un soulèvement se lève : il jaillit, il déferle d'abord. C'est un événement extraordinaire, imprévisible. Mais après ? Après, il peut se disperser de lui-même, retomber tout seul comme les cendres d'un feu d'artifice. Ou bien il peut être écrasé par l'autorité qu'il avait trop spontanément contestée. Dans de nombreux cas, il finit par être canalisé, c'est-à-dire contenu, dévoyé, nié dans son jaillissement propre. Quand la révolte devient organisée ou hiérarchisée, cela veut souvent dire qu'elle est soumise à des fins d'appareils et qu'elle finit dans la soumission à un pouvoir, quel qu'il soit. Ou bien elle se perd à être dévoyée, orientée vers un but qui n'était pas le sien au départ.

On sait que dès 1903, lors des grands soulèvements en Russie, le ministre de l'intérieur du tsar, Viatcheslav Plehve, se fit fort de détourner la colère du peuple sur les communautés juives, de façon, disait-il, à « noyer la révolution dans le sang juif ». Ce fut

Les œuvres qui accompagnent cet article sont de Graciela Sacco. Elles sont issues des séries « Bocanada » (Bouffée), « El Combate perpetuo » (Le Combat permanent), « Cuerpo a cuerpo » (Corps à corps) et « Tensión admisible » (Tension acceptable), 1993-2014.



l'époque sinistre où furent composés *Les Protocoles des sages de Sion* et où furent commis de terribles pogroms sous la férule des Centuries noires, ces milices d'extrême droite dont les SS allemands, plus tard, allaient imiter les pratiques (et même le fameux emblème de la petite tête de mort sur fond noir). Ce que décrit Bercé pour des périodes bien plus anciennes ne relève peut-être pas d'un tel cynisme ; en tout cas, les mêmes processus de détournement de la colère sont à l'œuvre lorsque la souveraineté de la fête et à la légitimité de la révolte succède ce que Bercé nomme des phénomènes de boucs émissaires et de « xénophobie purificatrice », supposés assurer, dit-il, un « renforcement du sentiment de cohésion et d'identité collective » :

« Dans cette détermination purificatrice, des boucs émissaires, des pêcheurs publics, comme l'étaient les gabelleurs, les usuriers ou les non-chrétiens, paraissent des victimes désignées. Les étrangers, les juifs étaient donc les cibles privilégiées de tels déchaînements. La xénophobie atteignait des groupes socialement isolés, spectaculairement différents, facilement accessibles, et aussi favorisés économiquement, créanciers ou concurrents. L'annonce d'un malheur imputé à ce groupe (début d'épidémie, perte de navire, sacrilège) entraînait la vindicte populaire. La nouvelle de la prise de bateaux marseillais provoquait le massacre d'une ambassade turque séjournant alors à Marseille (20 mars 1620). Des matelots anglais étaient égorgés à Edimbourg en 1706 pour de semblables raisons. A Londres, la hantise d'un complot papiste suscitait périodiquement des chasses à l'Irlandais. Le petit peuple romain s'en prenait aux Espagnols accusés d'enlever des jeunes gens pour leurs armées. Un massacre de deux mille juifs à Lisbonne le 19 avril 1506 survint alors que la ville était menacée de peste. »

N'y aurait-il pas d'autres destins à la colère des peuples que la soumission d'un côté et le ressentiment de l'autre ? Il est vrai qu'un livre comme celui de Barrington Moore sur *Les Origines sociales de la dictature et de la démocratie* incite à penser que les soulèvements ont indistinctement engendré le pire et le meilleur (17). Il est vrai, aussi, qu'entre 1792 et 1795 surgirent, dans tout l'ouest de la France, ce que Jacques

Godechot a nommé des « insurrections contre-révolutionnaires » (18). Ou bien que les origines du fascisme, entre 1885 et 1914, se placent dans la perspective de ce que Zeev Sternhell (19) a rigoureusement nommé une « droite révolutionnaire » qui en appelait – comme le font aussi certains mouvements d'extrême gauche – à un soulèvement contre tout système démocratique, que ce soit sous la forme d'un coup d'Etat (comme dans le cas, étudié par Sternhell, des émeutes nationalistes de 1899 en France) ou de ce qu'Ernst Jünger nommera bientôt la « mobilisation totale », fondement de cette « révolution conservatrice » bien analysée, entre autres, par Enzo Traverso. Il est clair, à lire l'ouvrage récent d'Emilio Gentile *Soudain, le fascisme*, que la marche sur Rome peut se comprendre comme une authentique insurrection antiétatique immédiatement convertie en dictature fasciste.

## Pas de mots magiques pour l'émancipation

Voilà, en tout cas, de quoi nous prévenir que les mots « soulèvement », « insurrection » ou « révolte » ne sauraient d'aucune façon donner des clés – tels des mots magiques – pour tout ce qui touche aux désirs d'émancipation et, en général, à la constitution du champ politique. Nous sommes, là-dessus, bien loin du compte (la modestie sera donc de mise). Où va donc la colère ? C'est une question qui ne dépend pas unilatéralement de la puissance que son torrent déploie. C'est une question dialectique, ou qui en appelle à une réponse dialectique. Bertolt Brecht nous en donne un aperçu à la fois très simple et très subtil lorsque, dans son *Journal de travail*, il réfléchit – en date du 28 juin 1942 – sur ce paradoxe que « la haine n'est pas spécialement nécessaire pour la guerre moderne » (20). Où va donc la colère dans les totalitarismes guerriers ? « Le fascisme, répond Brecht, est un système de gouvernement capable d'asservir un peuple à tel point qu'on peut abuser de lui pour en asservir d'autres. » Et n'allez pas me dire qu'il s'agit seulement d'histoires passées.

GEORGES DIDI-HUBERMAN.

(1) Claude Guillon, *Notre patience est à bout. 1792-1793, les écrits des Enragés(e)s*, IMHO, Paris, 2009.

(2) Peter Sloterdijk, *Colère et temps. Essai politico-psychologique*, Libella/Maren Sell, Paris, 2007.

(3) Philippe Raynaud et Stéphane Rials (sous la dir. de), *Dictionnaire de philosophie politique*, Presses universitaires de France, Paris, 2012 (1<sup>re</sup> éd. : 1996).

(4) Alain Rey, « Révolution » : histoire d'un mot, Gallimard, Paris, 1989.

(5) Jean Baechler, *Les Phénomènes révolutionnaires*, Presses universitaires de France, 1970.

(6) Vittorio Mathieu, *Phénoménologie de l'esprit révolutionnaire*, Calmann-Lévy, Paris, 1974.

(7) Daniel Cefai, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, La Découverte-MAUSS, Paris, 2007.

(8) Haim Burstin, *L'Invention du sans-culotte. Regard sur le Paris révolutionnaire*, Odile Jacob, Paris, 2005.

(9) Louis Hincker, *Citoyens-combattants à Paris, 1848-1851*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2008.

(10) Georges Bataille, « Sur Humanisme et terreur de Maurice Merleau-Ponty » (1947), *Les Temps modernes*, n° 629, Paris, novembre 2004 - février 2005.

(11) Michel Bakounine, *Théorie générale de la révolution (1868-1872)*, Les Nuits rouges, Paris, 2008.

(12) Jules Vallès, *L'Insurgé (Jacques Vingtras, III)*, Gallimard, 1975 (1<sup>re</sup> éd. : 1886).

(13) Yves-Marie Bercé, *Fête et révolte. Des mentalités populaires du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Hachette Littérature, Paris, 1976, et *Révoltes et révolutions dans l'Europe moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, CNRS Editions, coll. « Biblis », Paris, 2006 (1<sup>re</sup> éd. : 1980).

(14) Friedrich Nietzsche, *La Naissance de la tragédie. Œuvres philosophiques complètes, I-1*, Gallimard, 1977 (1<sup>re</sup> éd. : 1872).

(15) Florens Christian Rang, *Psychologie historique du carnaval*, Ombres, Toulouse, 1990 (1<sup>re</sup> éd. : 1909).

(16) Mikhaïl Bakhtine, *L'Œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, Gallimard, 1970.

(17) Barrington Moore Jr., *Les Origines sociales de la dictature et de la démocratie*, La Découverte, 1983 (1<sup>re</sup> éd. : 1969).

(18) Jacques Godechot, *La Contre-révolution. Doctrine et action, 1789-1804*, Presses universitaires de France, 1961.

(19) Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Seuil, coll. « L'Univers historique », Paris, 1997 (1<sup>re</sup> éd. : 1976).

(20) Bertolt Brecht, *Journal de travail (1938-1955)*, L'Arche, Paris, 1976.

# Le Sahara algérien,

Le sud-est des hauts plateaux algériens connaît un développement spectaculaire de la culture de tomates sous serres. Obéissant à une logique de profit à court terme, cette production permet d'alimenter les marchés d'un pays longtemps éprouvé par les pénuries. Mais elle met en danger les palmeraies et les ressources aquifères fossiles, et pose de graves problèmes de santé publique en raison de l'usage intensif de pesticides.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
PIERRE DAUM\*

LES TOURISTES qui découvrent les hauts plateaux algériens pour gagner le Grand Sud en gardent un souvenir ébloui. La route nationale 83, qui relie Tébessa à Biskra, traverse y des paysages rocaillieux d'une rare beauté. Entre les contreforts du massif des Aurès au nord et les monts des Nementcha au sud, tout n'est que roc, sable et poussière. Nous sommes à 450 kilomètres au sud-est d'Alger, aux portes de l'immensité saharienne. Le désert s'affirme déjà; en été, la chaleur est insupportable et les couleurs se limitent au jaune et au gris, parfois teinté de rose. Aucun vert, bien sûr, puisque rien ne peut pousser sur un sol aussi pauvre en matières organiques et sous un ciel aussi avare en pluie. Et pourtant. Au hasard d'un chemin transversal, ou parfois à quelques mètres de la route nationale, un spectacle étonnant s'offre au visiteur: à perte de vue apparaissent ici et là, posées sur le sable, des milliers de serres-tunnels, ces longs couloirs de plastique en forme de demi-tonneau. A l'intérieur, dans une atmosphère humide et tiède, des rangées de tomates parfaitement rondes, toutes de la même espèce: la tofane, une variété standard, grosse et vigoureuse.

Depuis quelques années, de décembre à mars, la quasi-totalité des tomates consommées en Algérie proviennent de la région des monts Ziban, autour de Biskra. En particulier de deux zones: celle d'El-Ghrouss à l'ouest et celle de M'Zirâa à l'est. En 2014, la production des monts Ziban a atteint quelque 300 000 tonnes, soit près d'un tiers de la production annuelle de l'Algérie (1). Ces tomates d'hiver, d'un goût fade et qui s'abîment très vite, ne peuvent être cultivées dans les zones traditionnelles du Nord (Tipaza, Mostaganem, Skikda, Annaba), où il fait trop froid à cette saison. Elles n'en sont que plus rentables, faute de concurrentes, et leur prix peut atteindre les 100 dinars (0,85 euro) le kilo sur les étals d'Alger ou d'Oran; une somme très élevée pour le consommateur, qui pourtant en réclame toujours plus. L'été, lorsque arrive la tomate de saison cultivée en plein champ dans les plaines du Nord, le prix baisse de moitié, voire des deux tiers, retrouvant un cours considéré comme normal.

## Acaricides, fongicides, désherbants...

Des tomates dans le désert, comment est-ce possible? La réponse tient à deux éléments: les engrais et les forages. La pauvreté du sol est compensée par un recours massif aux engrais chimiques – essentiellement de l'azote, du phosphate et du potassium. Même si on ne parle pas de culture hors-sol, comme en Europe (2), cela y ressemble: les racines s'enfoncent à peine dans le sol sableux, d'où elles ne tirent que peu de nutriments. Quant à l'eau, il serait erroné de croire qu'elle n'existe pas: il suffit de creuser.

S'il est sec en surface, le Sahara abrite en sous-sol d'immenses réserves d'eau. Selon les estimations, le système aquifère du Sahara septentrional (SASS), qui s'étend du Maroc à la Libye en passant par l'Algérie et la Tunisie, renfermerait quelque 60 000 milliards de mètres cubes d'eau. Des eaux pour la plupart piégées il y a plusieurs milliers d'années et organisées en strates hermétiquement séparées. Les plus profondes peuvent se trouver à deux mille mètres sous terre, mais les plus superficielles sont à portée de main, à une profondeur d'entre dix et trois cents mètres. Pour 20 000 euros, n'importe qui peut réaliser son propre forage et rendre soudain fertile son morceau de désert (3). « Actuellement, le Sud est

une mine d'or!, affirme M. Mohamed Sami Agli, la quarantaine, fils d'une des grandes familles de la région et représentant local du Forum des chefs d'entreprise (FCE), la principale organisation patronale algérienne. On peut y gagner vraiment beaucoup d'argent. L'Etat propose des aides, et en plus il ne réclame aucun impôt. Pour les investisseurs, c'est le rêve! Il en vient d'ailleurs de tout le pays. »

L'explosion de la plasticulture (agriculture sous serres de plastique) de Biskra doit autant aux initiatives privées qu'à l'intervention de l'Etat. « Même si on a l'impression que l'Etat est absent, en réalité il est l'acteur le plus important du développement de l'agriculture saharienne, rappelle Tarik Hartani, directeur de recherche à l'université de Tipaza, à la tête d'une équipe de chercheurs spécialisés dans l'agriculture algérienne. C'est lui qui crée les conditions nécessaires en construisant des routes, en électrifiant d'immenses territoires, en réalisant de gros forages, en creusant des canaux d'irrigation » L'Etat intervient aussi en subventionnant l'installation de nouveaux agriculteurs et en attribuant quelques terres encore disponibles. Cette distribution d'argent et de parcelles est en principe réglementée, avec dépôt de dossier, commission d'attribution, etc. En pratique, chacun sait qu'une bonne *maârifa* (« connaissance » ou « piston ») vaut toujours mieux qu'un dossier, si solide soit-il.

Depuis vingt ans, et plus encore depuis cinq ans, la région de Biskra, traditionnellement connue



pour ses dattes, est ainsi devenue le théâtre d'une sorte de ruée vers l'or. S'y retrouvent pêle-mêle paysans locaux, gros investisseurs nationaux et ouvriers agricoles venus du nord – auxquels s'ajoutent quelques clandestins marocains et maliens. Depuis 2009 sont apparues des serres « canariennes », sur le modèle au format gigantesque répandu dans les îles Canaries, couvrant d'une seule toile plastifiée jusqu'à 1,5 hectare, soit l'équivalent de 37 serres-tunnels. Leur prix, autour de 60 000 euros, les réserve aux gros investisseurs, mais elles offrent une rentabilité très élevée. « La saison dernière, avec un cours de la tomate à 50 dinars – prix de gros –, je me suis fait 600 millions [de centimes, soit l'équivalent de 50 000 euros] de bénéfice net, assure M. Nordine M., rencontré aux alentours de M'Zirâa, à 80 kilomètres à l'est de Biskra. En une saison, j'ai quasiment remboursé mon investissement. Maintenant, ce n'est que du bonus! »



A la mi-mars, une fois achevé le cycle de la tomate d'hiver, on poursuit le travail en semant du melon ou de la pastèque. Ces fruits arrivent eux aussi sur les étals avant ceux produits dans les champs traditionnels du Nord. Au bout de quelques années, lorsque le propriétaire des serres a accumulé un petit pécule, il plante de jeunes palmiers et place ainsi ses économies dans la datte, une culture beaucoup plus sûre que celle de la tomate et du melon: moins d'entretien, un rendement stable, un prix de vente toujours élevé (actuellement, autour de 5 euros le kilo) et, surtout, un débouché à l'export – la fameuse *deglet nour* (« datte de lumière »), dont la « capitale » se situe à Tolga, à quarante kilomètres à l'ouest de Biskra, juste à côté d'El-Ghrouss, est le seul produit alimentaire exporté d'Algérie. En une vingtaine d'années, le nombre de palmiers dattiers du pays a plus que doublé: il atteint aujourd'hui 18 millions, dont le quart dans les Ziban, où des fortunes sont en train de se constituer.

Le village de M'Zirâa est le symbole le plus visible de ce phénomène d'enrichissement spectaculaire. Ce minuscule hameau constitué il y a dix ans encore de quelques maisons basses prend

rendements obtenus dans la plasticulture saharienne ne pourraient être aussi élevés sans un recours massif aux pesticides, qui rendent ces tomates dangereuses pour le consommateur: acaricides, fongicides, désherbants, bactéricides, insecticides, etc. « L'utilisation intensive d'intrants [engrais chimiques et pesticides] existe aussi en Europe, souligne Arezki Mekliche, enseignant à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA) d'Alger. Elle obéit à des règles strictes, et est en principe très contrôlée. Mais, en Algérie, ce contrôle est plus lâche. On achète des produits génériques fabriqués en Chine ou en Turquie, beaucoup moins chers que les produits européens, mais aussi beaucoup moins surveillés. Surtout, les périodes minimales à respecter entre l'utilisation du produit et la récolte ne sont pas prises en compte, ce qui est très dangereux pour le consommateur. Ces tomates ne pourraient d'ailleurs pas être commercialisées en Europe, car elles ne correspondraient pas aux normes sanitaires. »

A cette question de l'emploi massif de produits dangereux s'ajoute celle de l'eau. Pendant plusieurs siècles, l'agriculture saharienne a fonctionné autour de puits et de quelques résurgences de nappes souterraines. Les humains ont su créer ou entretenir de merveilleuses oasis perdues dans l'immensité désertique, autant d'écosystèmes assurant un équilibre entre leurs besoins et les ressources naturelles (l'eau, mais aussi le sol et l'ombre des palmiers) par d'astucieuses techniques de cultures étagées, de recyclage de l'eau et d'engrais naturels. Et le fellah (paysan), conscient de la valeur de ce précieux liquide, prenait soin de l'économiser. A Biskra et dans quelques autres localités du Sud algérien (*lire l'encadré*), des dizaines de milliers de forages ont totalement bouleversé les pratiques oasiennes traditionnelles. Tout d'abord, ils ont tari peu à peu les points d'eau ancestraux. « Avant, on forait jusqu'à 50 mètres et on obtenait un débit largement suffisant, raconte M. Smâin Benchouia, foreur depuis trente ans sur tout le périmètre des Ziban. Maintenant, il faut creuser à 250, voire à 300 mètres pour obtenir le même débit. »

## Logés dans un misérable gourbi

La quantité d'eau pompée en profondeur a été multipliée par dix en trente ans. Or il s'agit d'une eau fossile, c'est-à-dire peu renouvelable. « C'est comme si on avait rempli le réservoir il y a six mille ans et qu'on roulait avec, explique Christian Leduc, hydrogéologue à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) à Montpellier. Aujourd'hui, on pompe environ 3 milliards de mètres cubes par an. Avec une réserve de 60 000 milliards, on ne va pas tomber en panne tout de suite. Mais il y a un danger pour l'avenir. » « Surtout, la qualité de l'eau des nappes superficielles s'est fortement dégradée, ajoute Nora Bouchahm, spécialiste des ressources

(1) En 2014, l'Algérie a produit 1 million de tonnes de tomates fraîches; la France, 600 000 tonnes; le Maroc, 1,3 million de tonnes; l'Espagne, 3,6 millions de tonnes (source: Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO).

(2) Lire « Et pour quelques tomates de plus », *Le Monde diplomatique*, mars 2010.

(3) Dans la région de Biskra, le prix des forages varie de 85 à 170 euros le mètre, tuyaux et moteur compris. En fonction des zones, il faut creuser à une profondeur allant de 150 à 300 mètres. Certains forages peuvent donc coûter jusqu'à 50 000 euros.

AU PRODUCTIVISME AGRICOLE

# eldorado de la tomate

en eau au Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) de Biskra. *Les taux en chlorure et en sulfate commencent à dépasser les normes de potabilité.* Ces dernières années, ces nappes ont reçu une partie des produits chimiques utilisés en abondance dans les serres. Or elles alimentent aussi l'eau du robinet. Pis : à certains endroits, on observe un mélange entre nappes phréatiques et eaux usées domestiques, avec la présence de nitrates et d'ammonium. Mais ce n'est pas tout. Sur certains sites, lorsque la nappe superficielle est peu profonde (dix mètres) et qu'elle reçoit soudain, du fait d'un forage à 300 mètres, des milliers de mètres cubes d'eau qu'elle n'arrive plus à absorber, on assiste à une « remontée » de cette nappe, voire à des phénomènes d'eaux stagnantes en surface. C'est ainsi que des milliers de palmiers sont aujourd'hui en train de mourir par pourrissement de leurs racines. Autre phénomène extrêmement néfaste : cette eau souterraine est fortement chargée en sels minéraux – en particulier en gypse. Répandue sur les sols brûlants du désert, l'eau s'évapore très vite, mais les sels restent, formant à la surface de la terre des croûtes épaisses et denses qui rendent les terrains définitivement impropres à toute culture.

Entre pollution chimique et encroûtement des sols, les agriculteurs de Biskra savent bien qu'une parcelle ne vit jamais très longtemps. Tous les trois ans, en été, chaque serre est entièrement démontée et déplacée quelques dizaines de mètres plus loin. Mais qu'importe : le désert est si vaste...

Et puis il y a les hommes. Certains propriétaires engrangent d'importants profits. Des familles locales ou des investisseurs peuvent posséder plusieurs centaines de serres. A titre d'exemple : 400 serres, louées « 6 millions » (500 euros) chacune, rapportent 200 000 euros par an. S'y ajoutent en général des profits tirés d'activités périphériques : importation d'intrants, construction de serres, forages... et commerce de la *deglet nour* : 1 000 palmiers rapportent environ 90 000 euros par an.

Le système repose sur le travail de milliers d'ouvriers agricoles, souvent jeunes, aux statuts divers. Certains sont payés à la journée, à raison de 250 dinars l'heure (2,10 euros). Le salaire journalier peut s'élever à 17 euros la journée de huit heures, mais sans qu'un mois complet soit jamais assuré. D'autres s'offrent comme métayers à un propriétaire de serres, contre un quart ou un cinquième du bénéfice net en fin de saison, selon les zones. D'autres, enfin, louent quelques serres à la saison et tentent d'en tirer seuls un maximum de profit.

Au bout d'un long chemin de terre sinuant sans fin au milieu de serres-tunnels, M. Hocine F., 36 ans, partage un misérable gourbi avec son neveu Mustapha, 20 ans : quatre murs en parpaings recouverts d'une tôle ondulée, deux matelas défoncés, un sol en terre battue, une ampoule, un réchaud à gaz, deux casseroles noircies. L'hiver, les nuits y sont glaciales. L'été, la température y monte à plus de 50 °C. Originaires d'Aïn Defla, une ville agricole entre Alger et Oran, les deux hommes sont arrivés dans la région il y a cinq ans. D'abord payés à la

journée, puis métayers, ils viennent de se mettre à leur compte en louant dix serres à El-Ghrouss : « *La location, c'est 7 millions [600 euros] par an et par serre.* » Pour la fin de la saison, « *si la tomate se maintient à 50 dinars* », ils espèrent un bénéfice net de « *6 à 7 millions par serre* ». Soit un total maximum de 6 000 euros en une année – 3 000 euros chacun. Mais attention : aucun extra n'est permis. Le logement doit être gratuit (le gourbi), la nourriture très pauvre (pommes de terre tous les jours, presque jamais de viande), et surtout, il faut ne jamais tomber malade. Car aucun de ces ouvriers n'a de couverture sociale, et le moindre accident de santé met en danger leur fragile économie. Se plaignent-ils ? « *Pas du tout ! A Aïn Defla, la tomate, on la vend 10 dinars. Alors, vous comprenez...* »

## Des milliers de forages réalisés sans autorisation

Leur propriétaire, M. Abderazak M., est un ancien diplômé de l'université de Biskra. Au chômage dans les années 1990, il avait bénéficié, comme tous ses collègues, d'une distribution d'argent et de terres de la part de l'Etat. « *Avant, c'est moi qui étais sous les serres. Mais aujourd'hui, j'ai 45 ans, j'ai les bras cassés* », explique-t-il avec un sourire triste, en buvant le thé avec ses locataires. Hocine et Mustapha font-ils plus attention à leur santé, notamment dans l'utilisation des pesticides ? « *Vous savez, notre vie, elle est entre les mains de Dieu...* »

A 120 kilomètres de là, à l'est de Biskra, M. Habib C., Marocain de 25 ans, peut sembler mieux loti. Apprécié, comme tous ses compatriotes, pour son savoir-faire dans la culture de la tomate, il travaille dans une superbe serre canarienne et touche 500 euros par mois, payés en euros. Sauf que lui n'a même pas le choix de son logement. Son arrangement avec le propriétaire lui interdit de se rendre au village : il doit rester sept jours sur sept dans son gourbi. Car aucun Marocain n'a de permis de travail. « *Il y a six mois, la police en a embarqué deux qui se rendaient au village*, raconte M. Nordine B., 27 ans, qui gère la serre de son père. *J'ai écopé de 2 millions [170 euros] d'amende.* »

Lorsque nous le rencontrons, Habib est en train de pulvériser un antiacarien sans aucune protection des voies respiratoires : « *Je sais que c'est mauvais pour ma santé. Mais c'est comme ça.* » Seuls ses pieds sont enveloppés de vieux sacs plastique déchirés, censés permettre à ses vieilles baskets trouées de durer encore une saison. Nous n'en saurons pas plus : il doit continuer la pulvérisation de son pesticide. Nous en profitons pour sortir rapidement de la serre, la gorge et les yeux déjà irrités.

Face aux dangers écologiques et sanitaires que présente le développement de l'agriculture dans la région de Biskra, les autorités algériennes semblent peu réagir. « *L'Etat sait très bien que des milliers de forages sont réalisés sans la moindre autorisation, ou avec des autorisations bidon*, dénonce Leduc. *Mais il laisse faire.* » Qui se plaindrait, d'ailleurs, d'un système où tout le monde

trouve son compte ? « *C'est une façon parmi d'autres de redistribuer l'argent du pétrole*, fait remarquer Omar Bessaoud, chercheur à l'Institut agronomique Méditerranée de Montpellier (IAMM). *Les aides de l'Etat vont à 80 % aux gros investisseurs, et 20 % sont émiettes entre des milliers de petits fellahin [paysans]. Comme ça, tout le monde est content.* » Toutefois, à moyen terme, les investissements devenant de plus en plus lourds (forages plus profonds, serres canariennes, etc.), les petits risquent de peu à peu disparaître. Quant à la masse des ouvriers agricoles algériens, tous y voient une forme d'achat de la paix sociale. « *L'Etat préfère que la jeunesse travaille et gagne son propre argent plutôt qu'elle manifeste dans la rue et réclame des aides. Et puis les gens sont contents de l'abondance de fruits et de légumes sur les marchés. Finalement, on privilégie des intérêts sociaux à court terme, au risque d'une dégradation écologique irréversible, mais lente et peu visible* », dénonce Hartani.

Dans une Algérie qui peine à s'industrialiser, l'expérience du « front pionnier » de Biskra, comme le nomment les chercheurs internationaux, très intéressés par ce phénomène, apparaît comme un modèle de développement. « *Par un effet d'entraînement, de nouvelles industries sont en train de s'implanter à Biskra*, confirme M. Agli. *Des entreprises d'agroalimentaire, mais aussi une cimenterie, une usine de construction de câbles, etc. Auxquelles vient s'ajouter le tourisme, avec 26 hôtels en cours de construction !* » A ce rythme, la tomate de Biskra a de beaux jours devant elle.

PIERRE DAUM.



Les photographies qui accompagnent ce reportage sont de Pascal Meunier. Elles ont été prises dans la région d'El-Oued en 2006.

## Faire fleurir le désert, un rêve ancien

EN ALGÉRIE, le Sahara représente quatre cinquièmes du territoire, soit près de quatre fois la superficie de la France. L'ambition d'utiliser ces immenses espaces pour subvenir aux besoins essentiels de la population est ancienne. D'autant plus que l'explosion démographique et urbaine des villes du Nord a depuis longtemps dévoré une grande partie des surfaces agricoles, remplacées par un paysage déprimant de parpaings gris et de briques rouges.

A Biskra, considérée aujourd'hui comme le « front pionnier » le plus important du Sahara, les premières serres sont apparues au début des années 1980, mais ne se sont vraiment généralisées que vingt ans plus tard. Selon Arezki Mekliche, enseignant à l'École nationale supérieure d'agronomie (ENSA) d'Alger, « *l'agriculture saharienne, dans sa forme moderne et intensive, a vraiment commencé en 1987, avec les deux fermes-pilotes de Gassi Touil* », dans la région d'Adrar, à 1 200 kilomètres au sud d'Oran (ouest du pays). Un projet gigantesque, étendu sur 32 000 hectares et impliquant des ingénieurs américains, afin de produire blé, luzerne et arachide. Sur chaque parcelle d'une cinquantaine d'hectares, un immense tube métallique multiperforé, fixé sur un pivot central, distribue l'eau du forage en tournant autour de son axe. Vu du ciel, le spectacle semble relever du prodige : au milieu d'étendues totalement désertiques surgissent des dizaines de cercles de verdure, symboles d'un potentiel agricole illimité.

Ainsi naquit le « *mythe du développement agricole saharien* (1) », porté par la technologie des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite.

« *Sauf qu'on sait depuis longtemps que l'expérience céréalière d'Adrar s'est révélée un échec et une aberration écologique*, soupire Omar Bessaoud, chercheur à l'Institut agronomique Méditerranée de Montpellier (IAMM). *Et on est en train de reproduire les mêmes erreurs à Biskra ! C'est tout un système séculaire d'agriculture oasisienne qui est mis en danger.* »

Dans les années 2000, « *on est passé d'une agriculture administrée par l'Etat à un système semi-libéral, comme il en existe un peu partout dans le monde* », explique Sami Bouarfa, agro-hydrologue à l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea) de Montpellier. *L'initiative privée est aujourd'hui au cœur du processus de production, avec un soutien important de l'Etat pour les infrastructures et les subventions.* Même si, à Adrar, la plupart des exploitations ne produisent plus, tous les gros projets céréalières n'ont pas été abandonnés. Dix « pivots » (arroisseurs rotatifs géants à pivot central) importés d'Arabie saoudite viennent ainsi d'être installés à Ghardaïa, à 600 kilomètres au sud d'Alger. Car l'Algérie n'a toujours pas résolu son problème de sécurité alimentaire. Le pays reste en particulier le premier importateur mondial de blé ; une céréale utilisée à la fois pour nourrir le bétail et pour deux aliments essentiels de la population : le pain et le couscous.

Depuis une dizaine d'années, la région du Souf, autour d'El-Oued, à 630 kilomètres au sud-est d'Alger, a relancé la culture sur pivot, mais avec de petites installations de type artisanal. Elle

produit non pas des céréales, mais de la pomme de terre, dont elle est devenue la première région productrice, détrônant Mascara (à l'est d'Oran). Dans les années 1980, bien avant l'apparition de la pomme de terre, la région avait dû affronter un important problème de stagnation des eaux usées dû à d'énormes forages destinés aux foyers, qui avait provoqué la mort de milliers de palmiers (2). Malgré d'importants travaux d'assainissement, le problème subsiste, renforcé aujourd'hui par la culture intensive de la pomme de terre. « *El-Oued, autrefois une magnifique oasis, est en train de mourir par excès d'eau*, se lamente Christian Leduc, hydrogéologue à Montpellier. *C'est tout de même un comble !* »

Dans l'oued Rhir, autour de Touggourt, au sud-est d'Alger, une région exploitée depuis la fin de la colonisation française, la situation n'est guère plus brillante. Les eaux souterraines, à 70 °C, se révèlent beaucoup trop chaudes pour l'agriculture et doivent passer par des usines de refroidissement. Mais elles sont aussi très chargées en calcaire et en minéraux, ce qui provoque l'entartrage rapide de toutes les conduites et, au final, l'encroûtement des sols.

P. D.

(1) Cf. Tayeb Otmane et Yaël Kouzmine, « Bilan spatialisé de la mise en valeur agricole au Sahara algérien », Cybergeog, 19 février 2013, <http://cybergeog.revues.org>

(2) Ces arbres présentaient depuis des siècles l'étonnante particularité d'être cultivés dans des *ghitan*, sortes d'immenses cuvettes creusées par l'homme au creux des dunes.

# Espoirs et simulacres

Le nouveau Parlement iranien comptera moins d'ultraconservateurs. Mais le jeu électoral masque l'étroitesse des transformations sociales envisageables. En entretenant les espoirs de changement, les modérés et les réformateurs qui soutiennent le président Hassan Rohani espèrent faire évoluer sans rupture un régime dont la force tient aujourd'hui davantage au ferment national qu'au ciment islamique.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX  
SHERVIN AHMADI \*  
ET PHILIPPE DESCAMPS



PHILIPPE DESCAMPS. – Fête de la révolution, Téhéran, février 2016

«**N**I VAINCU NI SOUMIS!» En ce 11 février 2016, la foule s'anime autour d'un turban blanc. Le président Hassan Rohani vient de rejoindre le cortège de la fête annuelle de la révolution sur l'avenue Azadi, l'une des principales artères de Téhéran. Le slogan repris en chœur reflète la lecture de l'accord sur le nucléaire (1) faite par la «rue»; ou, du moins, par le petit peuple resté fidèle au régime, qui marche dans une atmosphère plus proche de la kermesse que du défilé révolutionnaire. Cette occasion de prendre un bain de foule tombe à pic pour le chef de file des «modérés» après ses succès diplomatiques et à la veille des élections législatives des 26 février et 29 avril.

La presse officielle comptera des «millions» d'Iraniens convergeant vers la place de la Liberté. Plusieurs centaines de milliers, c'est certain. On retrouve le traditionnel culte de la personnalité, avec les effigies des deux Guides, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny (mort en 1989) et son successeur Ali Khamenei, ou des pancartes hostiles contre l'«arrogance occidentale». Beaucoup se promènent en famille. Les plus jeunes portent des casquettes tricolores ou affichent les couleurs du drapeau sur leurs joues. Dans les haut-parleurs comme sur les pancartes, les harangues islamiques sont exceptionnelles, tandis que partout on célèbre la grandeur de l'Iran. Nul ne peut échapper à son «retour» sur la scène internationale. Non seulement parce que le pays qui appartenait naguère à l'«axe du Mal» négocie avec les plus grands, mais aussi parce que – comme un tardif écho à la révolution –

\* Responsable de l'édition du *Monde diplomatique* en farsi.

ses alliés libanais, irakien, syrien ou yéménite marquent des points dans un conflit régional qui ne dit pas son nom.

«*Vous voyez, c'est payant*, nous lance une femme, la quarantaine, devant une échoppe. *N'allez pas raconter que l'on distribue de la nourriture aux gens pour qu'ils viennent!*» Le propos est ferme, mais prononcé avec le sourire; et les betteraves cuites sont délicieuses... L'ambiance reste bon enfant. Aux stands des humoristes succèdent ceux des chanteurs. Après un spectacle de danse folklorique arrive une «attraction» des gardiens de la révolution, qui reconstituent l'arrestation de marins américains en perdition dans le Golfe, le 12 janvier dernier. On revient vite aux mimes, puis aux chants patriotiques, avant de découvrir le stand... de la Bourse, qui voisine avec celui de l'Office des privatisations! En permanence, les appareils photographiques crépitent. Les très rares étrangers sont assaillis de propos de bienvenue et de demandes d'égoportraits. Au loin apparaît un missile dressé sur la chaussée. Juste devant, trois jeunes homosexuels affichent sans crainte leur orientation au milieu du cortège (2), tandis que les forces de l'ordre se font des plus discrètes. Une fusée (civile) et un drone (militaire) marquent l'entrée de la place où une femme dans la trentaine, habillée à l'occidentale, vient nous résumer cette matinée: «*Quand on a des problèmes à l'intérieur, il est important de se montrer unis à l'extérieur.*»

«*Un million dans la rue, peut-être, mais cinquante millions contre!*» M<sup>me</sup> Sajida L. (3) et son mari Nasim L. boudent toujours la fête de la révolution. Militants de la gauche laïque, ils ont participé activement au renversement de l'ancien régime, en 1979, avant d'être jetés dans les geôles

de la République islamique de 1983 à 1990. Entre deux verres de vin – que de nombreuses familles fabriquent à domicile pour contourner l'interdit de l'alcool –, M. Nasim L. décrit le dilemme des militants de gauche à la veille des élections: «*Je défends une forme d'écossocialisme, associant développement durable et justice sociale. Mais nous, les progressistes, n'avons pas d'autre choix aujourd'hui que de donner la priorité à la seule bataille des libertés en votant pour les moins conservateurs, qui essayent de réduire les pouvoirs du Guide [voir le schéma des institutions page 19].*»

«*Nous n'ignorons pas que certains réformateurs préconisent des recettes toujours plus libérales et qu'il n'y a pas beaucoup de différences entre les programmes sociaux des candidats*, ajoute M<sup>me</sup> Sajida L. *Mais le plus important serait de respirer un peu, de bâtir les fondements d'une vraie démocratie, d'essayer de reconstruire des syndicats, des associations. Certes, le régime a perdu l'essentiel de sa base populaire. Mais on a vu également le "mouvement vert (4)" retomber très vite, à cause de la répression bien sûr, et aussi parce qu'il n'était porté que par les couches moyennes. Les jeunes ne sont pas prêts à faire une nouvelle révolution.*» Sur le plan social, elle place quelques espoirs dans l'approche «inclusive» du président Rohani, élu en 2013: «*Une amie a besoin d'un médicament très onéreux contre le cancer. Si elle peut être soignée, c'est grâce à Rohani, qui a facilité les importations et augmenté la couverture par l'assurance-maladie.*»

Dans un pays où l'expression d'une pensée critique passe par un jeu de cache-cache avec les autorités, les militants progressistes vont nous aider à démêler les simulacres des authentiques

changements, en éclairant plusieurs facettes de l'Iran dont il est rarement question. Chez de nombreuses personnes interrogées avant le scrutin, y compris à l'occasion de rencontres informelles, revient avec constance une expression: «*On nous donne le choix entre le mauvais et le pire.*»

## L'amertume de la «génération brûlée»

M. Pouya T. accompagnera son fils, qui votera pour la première fois (et pour les «mauvais»), mais lui ne peut se résigner à déposer un bulletin dans l'urne: «*Ultraconservateurs, modérés, réformateurs: les étiquettes ne veulent pas dire grand-chose. Tous étaient déjà au pouvoir dans les années 1980 et se sont sali les mains.*» Ces militants de la gauche laminée par la répression ne peuvent oublier les années volées ou les massacres des prisons de 1988, qui firent plusieurs milliers de morts (5). L'actuel Guide suprême était alors président, le candidat réformateur de 2009, M. Mir Hossein Moussavi, était premier ministre et M. Ali Hachémi Rafsandjani était ministre en chef des armées... Depuis son passage par la présidence de la République (1989-1997), ce dernier fait figure de «pragmatique», champion de la libre entreprise. L'épuisement de l'idéologie de la «révolution mondiale de l'islam» a favorisé la diffusion parmi les élites d'une représentation néolibérale du monde, dont témoignent la plupart des publications autorisées. En dépit de ses 82 ans, de son enrichissement ostentatoire ou de l'affaire de corruption qui a conduit son fils en prison, M. Rafsandjani demeure le personnage-pivot de la vie politique. Aujourd'hui rangé parmi les «modérés», il a fait alliance avec M. Rohani et obtenu le soutien des réformateurs proches de l'ancien président Mohammad Khatami (au pouvoir de 1997 à 2005).

Comme beaucoup de ceux qui disent appartenir à la «génération brûlée», née dans les années 1970, M. Pouya T. observe les contradictions de son pays et de sa capitale d'un œil tantôt triste, tantôt narquois, fait d'attachement et de dérision. Cette mégapole de plus de treize millions d'habitants est défigurée par des centaines de kilomètres d'autoroutes engorgées en permanence; la pollution occulte un merveilleux décor de montagnes. Tout en slalomant sur la chaussée, M. Pouya T. recense les tours construites par les bonnes grâces d'une banque centrale qui rémunère

## Vers une réconciliation ?

UNE DES CLÉS des élections des 26 février et 29 avril est l'abstention. En laissant entrevoir une possibilité de changement, le pouvoir espérait mobiliser les électeurs et faire la preuve que le «mouvement vert» de 2009 était bien loin. Avec officiellement 62% de votants au premier tour, un chiffre pourtant légèrement plus faible qu'en 2012, le pari a été tenu, nous assure l'ambassadeur d'Iran en France, M. Ali Ahani: «*L'Iran apparaît comme le pays le plus stable, le plus sûr de la région. Par une forte participation, le peuple a montré sa maturité politique en prouvant que notre système institutionnel est solide, en dépit des difficultés économiques.*»

Parmi les votants, le pouvoir peut se féliciter de compter des personnalités en disgrâce, comme M. Mohammad Khatami. En affichant son soutien aux modérés sur Internet, l'ancien président (1997-2005) réformateur a demandé une levée des restrictions diverses touchant tous ceux qui, prenant part au processus électoral, montreraient leur respect des institutions. Alors qu'une décision de justice interdit aux médias de parler de lui, il a reçu un hommage inattendu du président Rohani, en visite dans sa ville de Yazd juste après le scrutin.

Plus significative encore apparaît la participation de MM. Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karroubi, anciens candidats battus à l'élection présidentielle de 2009. Depuis la contestation des résultats et la dure répression qui s'ensuivit, ces deux dignitaires du régime font figure de proscrits. «*Ce sont des éléments importants*, relève M. Ahani. *Avant l'élection, le Guide suprême s'est adressé au peuple en disant: "Venez voter, même si vous n'admettez pas le système politique iranien. Venez voter, car cela permettra de renforcer la sécurité et le prestige de notre pays et de son peuple."*»

L'alliance des réformateurs et des modérés, renforcée par la poussée du nombre d'élus indépendants, n'assure pas pour autant une réconciliation

durable, dont M. Ahani trace les limites: «*La politique d'ouverture du président Rohani est bien claire. Il peut avoir les mains plus libres pour réaliser ses objectifs. Cela ne signifie pas qu'il a carte blanche. Il doit composer avec les tendances qui existent au sein du Parlement pour réussir. Pour qu'un gouvernement soit en mesure de mener aisément sa politique, il lui faut rester attentif aux valeurs religieuses, culturelles ou sociales de notre société.*»

En critiquant le «nouveau courant occidental» et ceux qui «suivent involontairement le chemin de la contre-révolution», le général Mohammad Ali Jafari, chef des gardiens de la révolution, a doué l'enthousiasme de ceux qui espéraient l'ouverture d'une ère d'entente et de réconciliation à l'intérieur du pays après l'accord sur le nucléaire. Le président Rohani a répondu indirectement en critiquant la «pensée radicale» pour défendre la «pensée modérée»: «*Nous devons parler au monde tout en cherchant à être autosuffisants*», a-t-il plaidé (1).

En attendant, les anciens candidats malheureux à la présidentielle demeurent assignés à résidence, alors qu'aucune charge ne pèse officiellement sur eux. Le nouveau climat a conduit M. Karroubi à écrire au président entre les deux tours du scrutin (2). Il réclame un procès pour démontrer qu'il y aurait bien eu fraude au cours du scrutin de 2009, mais il se montre sceptique quant à la possibilité que M. Rohani obtienne sa réhabilitation. Un geste en ce sens marquerait un affaiblissement durable des ultraconservateurs.

PH. D.

(1) Agence France-Presse, 7 avril 2016.

(2) Reuters, 10 avril 2016.

(1) Lire «Un accord qui ouvre le champ des possibles en Iran», *Le Monde diplomatique*, mai 2015.

(2) La loi permet de changer de sexe, mais l'homosexualité reste passible de la peine de mort et a servi de prétexte par le passé à l'exécution d'opposants.

(3) Pour assurer la liberté de parole de nos interlocuteurs, nous avons dû leur garantir un parfait anonymat. Tous les prénoms ont été changés.

(4) Mouvement qui contestait la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad en 2009.

(5) La fatwa de l'ayatollah Khomeiny visait principalement les Moudjahidins du peuple, dont les responsables étaient passés du côté irakien, mais de nombreux militants de la gauche laïque périrent également. Cf. Geoffrey Robertson, *The Massacre of Political Prisoners in Iran, 1988*, Abdorrahman Boroumand Foundation, Londres, 2011.

ENTRE « LE MAUVAIS ET LE PIRE »

# du changement en Iran

généreusement les dépôts sans regarder d'où peut provenir l'argent. Résultat : un secteur bancaire intérieur hypertrophié en dépit des sanctions internationales, une inflation galopante (autour de 15 % en 2015) et une bulle immobilière qui a fini par éclater. L'économie informelle prospère, et l'absence d'impôt sur le patrimoine ou sur les revenus financiers favorise la croissance rapide des inégalités. Les prix des appartements en donnent une mesure : autour de 7 000 euros le mètre carré sur les hauteurs tempérées du nord de la ville et à peine quelques centaines d'euros dans le sud, aux portes du désert. Tout peut s'acheter : pour l'équivalent de 4 500 euros, un étudiant entre à l'université avec une simple admissibilité et sans avoir réussi le concours ; pour échapper au service militaire, qui dure dix-huit mois, il faut payer environ 3 500 euros pour un bachelier, 8 500 euros pour un médecin (6). Et l'on s'arrange toujours avec la doctrine : ainsi, les prêts sont devenus des « facilités » et l'usure, interdite en 1983, fut constamment pratiquée avant de se généraliser à partir des années 2000 sous l'appellation de « profit escompté » (7).

## Féroce répression du trafic de drogue

Un réel militantisme politique restant impossible, beaucoup préfèrent s'investir dans le secteur associatif. La présidence Khatami a été marquée par l'émergence de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG). Elles réapparaissent après une période difficile durant celle de M. Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013). M<sup>me</sup> Azadeh G. nous fait visiter un centre implanté dans les quartiers sud, les plus pauvres : un lieu d'entraide où l'on peut apprendre à coudre, à gérer son budget ou sa maison. Sans réserve, un groupe de parole nous accepte. Sous la conduite d'une psychologue, on vient ici chercher des solutions pour ses problèmes de couple, de relations au travail ou dans la famille. Le plus frappant est l'absence de tout repère religieux. Tout le monde vit avec les références institutionnelles islamistes, mais rares sont ceux qui y adhèrent encore en tant qu'idéologie politique. La foi regagne la sphère de l'intime. Si le recul du collectif a favorisé le repli sur soi, de nombreuses actions témoignent d'un retour de la solidarité, comme cette autre association implantée dans une ville périphérique qui aide à la scolarisation précoce des enfants d'origine afghane afin de faciliter leur intégration.

Beaucoup d'organisations viennent en aide aux personnes dépendantes de la drogue ou à leurs proches. Dans celle que nous visitons, une vingtaine de familles sont accompagnées en liaison avec les services médicaux qui surveillent le sevrage. M<sup>me</sup> Farideh D., la responsable, a elle-même été mariée à un toxicomane : « Aujourd'hui, je me sens utile. J'ai donné un sens à ma vie. » Là encore, on ne parle pas de religion : « C'est par humanisme que nous nous engageons, pas par devoir. »

« La consommation de drogue devient massive, observe Nasser Fakouhi, anthropologue de l'université de Téhéran. Le phénomène est comparable à celui de l'alcool en Union soviétique. Stimulants ou tranquillisants, les toxiques permettent de s'évader, et en définitive d'accepter sa situation. » Près de trois mille morts par an seraient liées aux stupéfiants (8), tandis que, selon son délégué au Conseil économique et social des Nations unies, l'Iran représenterait à lui seul 74 % des saisies mondiales d'opium et 25 % des saisies d'héroïne et de morphine (9). Les deux mille kilomètres de frontière commune avec l'Afghanistan, principal pays producteur de pavot, favorisent grandement les importations et le transit. Mais l'Iran devient aussi un gros fabricant de drogues chimiques, en particulier du « cristal », une variante de méthamphétamine. La lutte contre ce trafic justifie aux yeux des autorités une répression féroce. La plupart des 977 condamnés à mort exécutés en 2015 – un record depuis 1989 – l'ont été pour des infractions relatives à la législation sur les drogues. Et plusieurs milliers de détenus, dont certains étaient mineurs au moment de leur arrestation, attendraient leur pendaison (10).

Plombier à la retraite, M. Cyrius F. préside une union de quartier, toujours dans le sud de Téhéran. Il observe la dégradation sociale et ses conséquences : « Ces habitations traditionnellement ouvrières ont vu déferler des vagues de chômeurs venant de l'industrie, puis celles du bâtiment après l'éclatement de la bulle. L'économie grise explose, tout comme les trafics, en particulier la vente de drogue dans les jardins publics. » Seul signe positif à ses yeux, l'émergence de mouvements de contestation et de revendications salariales : ouvriers du pétrole, enseignants, infirmiers. Mais il ne voit guère

de convergence des luttes, avec toujours cet horizon du choix entre « le mauvais et le pire ».

D'origine modeste, veuve d'un syndicaliste connu dans les années 1970, M<sup>me</sup> Zoreh V. voit les choses sous un autre angle et prend du recul : « Il y a trente ans, j'étais la seule de ma famille à ne pas être pratiquante, la seule à savoir lire et écrire. Mes enfants, neveux et nièces, eux, sont tous diplômés de l'université. Ils réfléchissent par eux-mêmes. Le niveau de vie a augmenté, la fécondité a été divisée par trois, tout le monde peut voyager. On peut critiquer la priorité donnée au libre choix du consommateur, l'absence de perspective plus citoyenne ou plus égalitaire. Mais la situation concrète s'est améliorée et les gens ont de moins en moins peur de dire ce qu'ils pensent. » Chez les anciens militants progressistes, les débats sur les acquis de la révolution sont âpres, tant les conquêtes sociales dans la santé, l'éducation ou le logement ont été plus qu'écornées depuis. En dépit des souffrances endurées, M<sup>me</sup> Sajida L. concède que, « même si on l'insulte aujourd'hui, l'imam Khomeiny aura sa place dans l'histoire », en particulier pour avoir tenu tête à l'Amérique et à Saddam Hussein (11).

On retrouve un discours pas si lointain dans les quartiers huppés du nord de Téhéran. Lors d'une soirée au sein de la haute bourgeoisie qui envoie ses enfants étudier aux Etats-Unis, les mets traditionnels iraniens sont accompagnés de vodka ou de whisky. Ces chefs d'entreprise attendent beaucoup de l'ouverture économique et apprécient le président Rohani, sa « finesse », son « habileté à composer avec l'appareil étatique tenu par le Guide ». Toutefois, le discours philo-occidental n'est pas du tout incompatible avec l'affirmation de la souveraineté nationale, en particulier dès qu'il s'agit de la rivalité avec l'Arabie saoudite.

La campagne électorale est courte, très courte. Dans les montagnes de Zagros, elle prend des allures de Tour de France. Le Conseil des gardiens de la Constitution arrête définitivement la liste des prétendants à la députation huit jours avant le scrutin. La moitié des 12 000 candidats ont été écartés et, avec les désistements, il en reste un peu plus de 5 000... pour 290 sièges à l'Assemblée consultative. Ils ont une semaine pour se faire connaître. Le moindre village de quelques âmes voit défiler les caravanes de supporteurs. Une voiture couverte d'affiches ouvre le cortège, suivie par le candidat, qui tend la main aux badauds, et par plusieurs dizaines d'autres véhicules, qui abusent de leurs avertisseurs sonores dans un décor austère, entre deux bancs de neige. Les affichettes envahissent le moindre poteau, tandis que plusieurs échoppes sont reconverties en locaux de campagne. On vient y boire du thé, commenter l'actualité, entre hommes... Aussi limité soit-il, ce jeu électoral était ici inimaginable il y a moins de vingt ans. Les routes n'existaient pas, l'électricité n'arrivait pas. Le gaz, lui, n'est disponible que depuis quatre ans, alors que les températures descendent fréquemment au-dessous de -15 °C en hiver. La modernité a surgi brutalement, bouleversant la région des Lors, une ethnie encore largement nomade. Sur les alpages où ils plantaient leurs tentes s'érigent des villages

permanents en béton. Entre-temps, l'Iran est devenu un pays essentiellement urbain, les villes ont vu leur population quasiment tripler depuis la révolution.

Le régime s'adapte, joue sur la saturation plutôt que sur l'interdiction. On l'avait déjà observé dans le domaine des médias avec l'écllosion de nombreuses chaînes nationales ou émettant depuis l'étranger (12) : contrôlées par des proches du pouvoir, elles s'appuient sur le divertissement pour capter l'attention et faire diversion. En matière politique, et en l'absence de véritables partis structurés, il n'y a pas vraiment de débat sur d'éventuels programmes, mais l'électeur est submergé par l'offre. Exemple à Téhéran, où 1 200 candidats se présentaient pour seulement trente postes. Dans les bureaux de vote, implantés généralement dans une école ou une mosquée, l'électeur se voit remettre un tableau de trente cases dans lequel il doit inscrire sans faute trente noms et trente numéros. Il n'y a pas d'isoloir et chacun doit s'installer comme il peut devant la liste officielle qui égrène par ordre alphabétique les centaines de candidats. Dans la pratique, la tâche est quasiment impossible. Les deux grandes tendances diffusent donc leur liste avec les moyens du bord. Les plus prévoyants ont amené leur petit carton ; les autres consultent leur téléphone ou leur voisin. Il n'a pas été difficile de comprendre que le bureau que nous avons pu visiter votait très majoritairement pour la « liste de l'espoir » menée par le réformateur Mohammad Reza Aref, qui a fait élire ses trente candidats. En dépit du filtrage de l'accès à Internet, les réseaux sociaux, utilisés par des millions d'Iraniens, ont mobilisé dans la capitale. Sur Instagram ou Telegram, la photographie la plus partagée ce 26 février représentait un doigt maculé d'encre indélébile avec un pansement et cette légende : « Je vote quand même, en espérant ne pas me blesser comme la dernière fois. »

## Des banques occidentales toujours réticentes

Le second tour du 29 avril devait donner sa physionomie définitive au Parlement. Déjà, les modérés ont engrangé quelques succès, plusieurs figures des ultraconservateurs ayant été écartées, à l'image du président de l'Assemblée des experts, l'ayatollah Mohammad Yazdi. Cette assemblée élue, en même temps que la Chambre basse, pour huit ans pourrait jouer un rôle important, car il lui revient de nommer le futur Guide en cas de démission, révocation ou décès de l'actuel, âgé de 76 ans et de santé fragile. Mais ce signal ne vaut pas victoire d'un camp sur l'autre, les deux tendances étant également représentées, tandis que la plupart des réformateurs ont été écartés du scrutin. Le pouvoir peut s'enorgueillir d'avoir suscité autant d'intérêt et de participation (lire l'encadré page 18). Les villes ont voté pour le changement, mais pas les régions les plus désertées, et beaucoup des élus faisant figure de modérés ont longtemps été considérés comme des conservateurs. En outre, les institutions accordent suffisamment de pouvoir aux mollahs

pour orienter les choix à venir concernant tout ce qui touche aux affaires étrangères, à la politique et à l'économie. Le président Ahmadinejad s'était rendu populaire en distribuant une allocation de ressources aux plus pauvres et en faisant construire « un million » de logements pour les sans-toit. Mais il a organisé en parallèle la privatisation d'une bonne partie de l'important secteur public au bénéfice de fondations et d'autres structures contrôlées par les gardiens de la révolution.

Renforcée par les urnes, la position des « modérés » deviendra vite fragile si l'accord sur le nucléaire tarde à produire ses effets dans la vie quotidienne. Certes, le pays a commencé à récupérer une petite partie des avoirs gelés et augmente ses exportations de pétrole. Mais les projets de contrats avec des entreprises européennes (Airbus, Peugeot, Renault, Siemens, etc.) butent encore sur les réticences des banques occidentales, qui craignent toujours de tomber sous le coup de la justice américaine. Car la levée des sanctions internationales ne concerne pas les mesures de rétorsion prises dès les années 1980 par les seuls Etats-Unis, et toujours énergiquement défendues au Congrès. Le président Barack Obama a affirmé que son pays allait « remplir sa part » de l'accord. Mais, tout en s'engageant à « éclaircir (13) » les règles régissant les transferts internationaux pour faciliter les échanges, le sous-secrétaire d'Etat Thomas Shannon a rapidement dû préciser que cela ne signifiait pas un accès au système financier américain pour l'Iran.

Les tractations diplomatiques sont loin d'être achevées et Téhéran voit défiler les entrepreneurs occidentaux, y compris l'américain Boeing. L'ouverture économique n'ira pas sans risque pour un appareil de production qui, bâti dans un contexte d'embargo, avait permis à l'Iran de réduire sa dépendance au pétrole (environ 25 % des ressources budgétaires). Dans le palais des Quarante Colonnes d'Ispahan, symbole du rayonnement de la grande Perse, l'infini jeu des miroirs encourage à se méfier des apparences. En dépit d'une rhétorique sociale et d'une idéologie islamiste, l'Iran s'inscrit dans la marche du monde et dans les tourments de la modernité, avec peut-être un goût prononcé pour la dissimulation.

SHERVIN AHMADI  
ET PHILIPPE DESCAMPS.

(6) Bien que difficile à évaluer compte tenu du poids de l'économie informelle, le salaire moyen est d'environ 300 euros par mois.

(7) Ramine Motamed-Nejad, « Monnaie et illégalisme. Genèse des protestations monétaires en Iran (1979-2013) », *Revue de la régulation*, n° 18, Paris, automne 2015.

(8) « Rapport mondial sur les drogues », Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Vienne, 2014.

(9) Conseil économique et social des Nations unies, Genève-New York, session du 8 avril 2015.

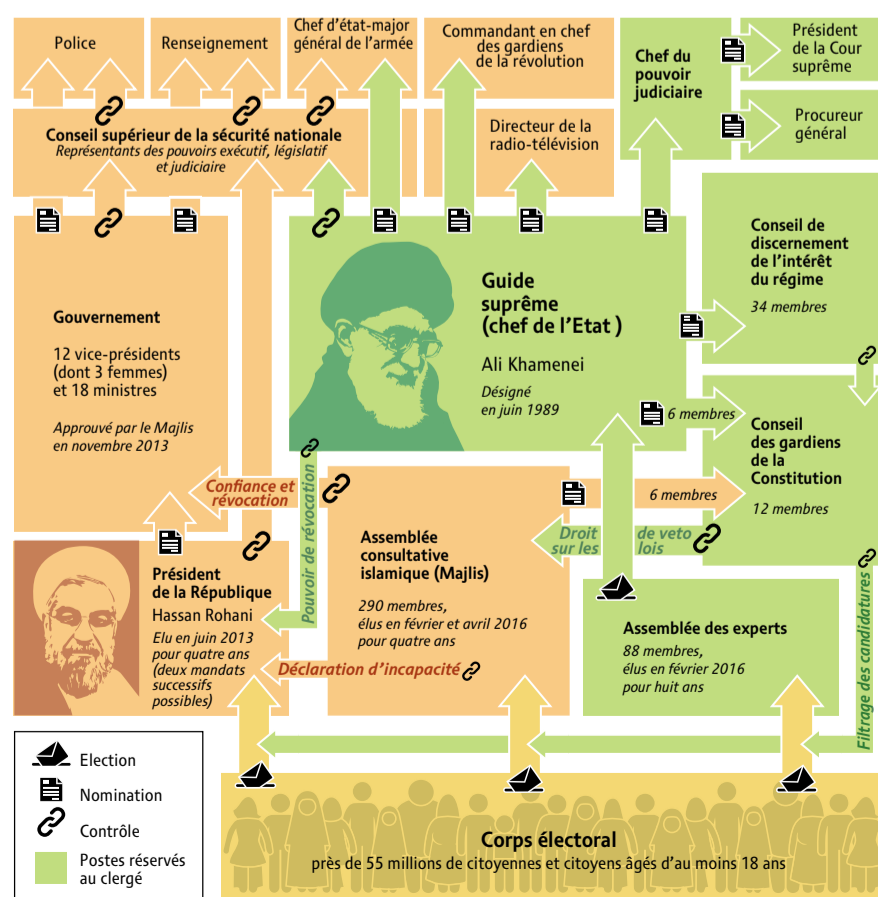
(10) « La peine de mort dans le monde », rapport 2015, Amnesty International.

(11) En septembre 1980, le président irakien décida d'attaquer l'Iran, qu'il pensait affaibli par la révolution de 1979. La guerre dura huit ans et fit probablement plus d'un million de morts.

(12) Lire « Le pouvoir iranien perd la main sur les médias », *Le Monde diplomatique*, juillet 2011.

(13) Agence France-Presse, 5 avril 2016.

## Une mollaharchie constitutionnelle



ADOPTÉE par référendum le 3 décembre 1980 et modifiée le 28 juillet 1989, la Constitution iranienne instaure un régime fondé sur une double légitimité : le principe du *velayat-e-faqih* (tutelle du Guide qui incarne le primat de la jurisprudence islamique) et la « voix du peuple ». Les instances exécutive (président) et législative (Assemblée) sont élues au suffrage universel, mais l'attribution de postes-clés aux seuls mollahs (docteurs de la loi coranique) permet à ceux-ci d'orienter la vie publique par divers mécanismes de contrôle. Ainsi, le Conseil des gardiens de la Constitution, composé de six clercs et de six juristes, vérifie la conformité des lois avec la Constitution ou les préceptes de l'islam, et filtre les candidatures aux principales élections.

Personnage central, le Guide suprême de la révolution, M. Ali Khamenei, a été élu en 1989 par l'Assemblée des experts. Autorité religieuse et véritable chef de l'Etat, il est choisi parmi les *majtahed*, les savants les plus érudits en droit islamique. Ses prérogatives sont plus larges que dans un régime présidentiel habituel ou une monarchie constitutionnelle, avec une tutelle sur tous les pouvoirs, la possibilité de convoquer un référendum ou de déclarer la guerre.

Dans cette dyarchie inégale, les accords ou les traités internationaux restent toutefois signés par le président de la République (M. Hassan Rohani, élu en juin 2013), dont les fonctions ressemblent plutôt à celles d'un premier ministre. L'Assemblée consultative islamique (Majlis) conserve l'initiative des lois et valide la nomination de chaque ministre, qu'elle peut aussi révoquer. En son sein, cinq sièges sont réservés aux minorités religieuses : zoroastriens, juifs, chrétiens arméniens, assyriens et chaldéens.

Infographie : Philippe Descamps et Cécile Marin.

Source : La Constitution de la République islamique d'Iran, *Alhoda*, Téhéran, 2010.

# Taiwan en quête de souveraineté économique

*Elue triomphalement, M<sup>me</sup> Tsai Ing-wen, issue du Parti démocrate progressiste (indépendantiste), prend ses fonctions de présidente de la République de Chine (Taïwan) à la fin du mois. Inutile de dire que Pékin voit son arrivée sans enthousiasme, si ce n'est avec une certaine hostilité. La nouvelle présidente devra également faire face aux aspirations sociales des Taïwanais.*

PAR TANGUY LEPESANT \*

L'ÉCLATANTE victoire de M<sup>me</sup> Tsai Ing-wen et du Parti démocrate progressiste (PDP) aux élections du 16 janvier 2016 marque un tournant dans l'histoire politique de Taïwan. S'il avait perdu la présidence entre 2000 et 2008, le Kuomintang (KMT) était toujours parvenu à conserver une majorité de sièges au Parlement. Il s'agit donc de la première véritable alternance depuis la levée de la loi martiale et la démocratisation, en 1987.

Elue avec 56,1% des voix, M<sup>me</sup> Tsai dispose d'un solide mandat populaire et d'une confortable majorité parlementaire (68 sièges sur 113) pour mettre en œuvre son programme et répondre aux inquiétudes de ceux pour qui la politique de rapprochement des deux rives du détroit de Formose, engagée par le gouvernement KMT sortant, a mis en péril la souveraineté et la sécurité de l'île. L'hostilité de Pékin pourrait néanmoins compliquer la tâche de la future présidente, qui prend ses fonctions le 20 mai.

Plusieurs facteurs ont contribué au succès de M<sup>me</sup> Tsai et de son parti. Le plus important est indéniablement le

mécontentement social et l'espoir d'un nouveau souffle. A deux reprises, en 2008 puis en 2012, le KMT avait remporté les élections en agitant le spectre de la marginalisation économique en cas de victoire du PDP, mais aussi en mettant en avant les retombées positives d'une « relation privilégiée » avec la Chine. Durant ses deux mandats, le président Ma Ying-jeou a en effet signé une vingtaine d'accords qui ont permis l'ouverture de liaisons aériennes et maritimes directes, le développement du tourisme chinois de masse, ainsi qu'un accord-cadre de coopération économique (Economic Cooperation Framework Agreement, ECFA), premier jalon d'une zone de libre-échange entre les deux rives. Cette libéralisation du commerce a entraîné un accroissement considérable des investissements taïwanais en Chine : entre 1991 et 2015, ils se sont élevés à 154,9 milliards de dollars (136,7 milliards d'euros), dont 90 milliards au cours des cinq dernières années (1). En 2009, Taipei a autorisé les investissements chinois dans certains secteurs ; ils atteignaient 1,45 milliard de dollars (1,28 milliard d'euros) à la fin janvier 2016 (2).

## « Mouvement des tournesols »

EN DÉPIT de toutes ces mesures, la croissance a fortement ralenti. Sur la période 2008-2013, le produit intérieur brut (PIB) a crû à un rythme de 3,3% par an, contre 6,7% entre 2000 et 2008. Et en 2015, il est tombé à 0,75%, le pays entrant même en récession au cours des deux derniers trimestres. Si le taux de chômage est resté autour de 4%, les critiques portent surtout sur la détérioration des conditions de travail et de vie. La croissance profite essentiellement aux plus riches, alors que le revenu mensuel moyen stagne : selon les chiffres du gouvernement, en 2013, il était au niveau de 1998 (respectivement 44 739 et 44 798 dollars taïwanais, soit environ 1 225 euros).

Pourtant, Taïwan est l'un des pays où le temps de travail est le plus long : 2 124 heures par an en moyenne pour un employé en 2013, contre 1 474 heures en France, d'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Et ces chiffres ne prennent pas en compte les heures non payées. Selon une enquête menée en 2011 par l'agence d'emploi Yes123, 85,3% des employés interrogés travaillaient plus de dix heures par jour, et 70% n'étaient pas payés pour les heures supplémentaires (3). Dans le même temps, les prix de l'immobilier se sont envolés – la part de leurs revenus que les habitants de Taipei consacrent au logement est la plus élevée du monde (4).

Le rapprochement avec la Chine n'est pas seulement un échec économique. Il a aussi engendré de nouvelles formes de danger pour la démocratie taïwanaise. Les médias se retrouvent exposés à une triple pression chinoise : rachat par des entrepreneurs taïwanais de groupes de presse comme China Times, pour rendre la ligne éditoriale favorable à Pékin ; autocensure pour vendre les programmes sur le marché chinois ; recours à des prête-noms pour contourner l'interdiction faite à Pékin de publier à Taïwan (5). L'expérience hongkongaise de la censure et de la répression chinoise à l'encontre de la presse et des mouvements étudiants

a joué un rôle important dans la sensibilisation aux risques d'une poursuite effrénée de l'intégration des deux rives.

Par ailleurs, le manque de transparence dans les négociations avec Pékin et la volonté répétée d'outrepasser les mécanismes de contrôle parlementaire ont accru la méfiance vis-à-vis du pouvoir. Pour une partie croissante de l'électorat, M. Ma a trahi sa promesse de défendre la souveraineté et la démocratie pour s'engager sur la voie de l'unification.

Tous ces mécontentements se sont cristallisés dans le « mouvement des tournesols », lorsque les étudiants ont occupé le Parlement pendant plus de trois semaines, en mars-avril 2014, pour protester contre la tentative de passage en force d'un accord de libéralisation des services (6). Inquiets de l'influence néfaste du régime autoritaire en place de l'autre côté du détroit, ils ont réaffirmé que Taïwan n'était pas une province chinoise, mais un Etat souverain.

Cette jeunesse, qui a grandi après les réformes démocratiques et qui rejette massivement le scénario d'unification tout comme la formule chinoise « Un pays, deux systèmes », a été l'un des facteurs-clés des défaites électorales du KMT. Deux sondages postélectoraux montrent que les 20-29 ans, qui représentent 17% de l'électorat, se sont fortement mobilisés lors de l'élection présidentielle : 74,5% d'entre eux ont voté, contre 66,2% pour l'ensemble du corps électoral ; 71% des primo-votants (20-23 ans) et 80% des 24-29 ans ont choisi M<sup>me</sup> Tsai (7).

Au total, si la Chine reste un voisin difficile à ignorer, elle ne représente plus la solution miracle pour l'île. Dans ses discours de campagne, M<sup>me</sup> Tsai a fait valoir que Taïwan ne maîtrisait plus suffisamment sa trajectoire économique et politique. Elle souhaite donc réduire les facteurs de dépendance. Trois grands dossiers attendent l'administration PDP, à commencer par la relance de l'économie, qui souffre de problèmes structurels majeurs. La croissance est essentiellement tirée par les exportations, dont



CHANG LING. – « A Drifting Mind » (Un esprit flottant), 2013

40% filent vers la Chine (et Hongkong), selon un schéma établi depuis plus de vingt ans : les produits sont fabriqués en Chine par des entreprises taïwanaises et exportés vers le reste du monde (« *made in China by Taiwan for the world* »).

Très peu d'entreprises sont parvenues à développer des marques internationalement reconnues. Le gros du tissu industriel reste dépendant de contrats de sous-traitance pour les grandes sociétés internationales, ce qui le rend vulnérable aux fluctuations de l'économie mondiale. Jusqu'ici, les délocalisations en Chine des usines d'assemblage (comme Foxconn) se sont accompagnées d'une balance commerciale fortement excédentaire. En 2010, Taïwan enregistrait un excédent record de 41,7 milliards de dollars avec la Chine. Mais les économies des deux rives, qui étaient complémentaires, entrent désormais en concurrence.

Les entreprises taïwanaises sont progressivement exclues de la mise en place d'une chaîne de production et d'approvisionnement chinoise rassemblant des grands groupes (Lenovo, Huawei, Tsinghua Unigroup, etc.) et des petites et moyennes entreprises (PME) devenues fournisseurs. Cela explique en grande partie la baisse des exportations, qui, couplée à l'augmentation des importations de produits chinois, a fait chuter l'excédent commercial à 28,1 milliards de dollars en 2015.

Pour donner un second souffle à l'économie et pour rééquilibrer le commerce extérieur, M<sup>me</sup> Tsai veut renforcer les liens avec les autres acteurs de la région, plus particulièrement le Japon (6% des exportations en 2014) et les Etats-Unis (11%) (8). Elle ne remet pas en cause la

libéralisation des échanges, mais elle souhaite réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine et propose que Taïwan rejoigne le partenariat transpacifique (Trans-Pacific Partnership, TPP), l'accord de libre-échange négocié à l'initiative de Washington. Parallèlement, elle a annoncé la mise en place d'une « nouvelle politique en direction du sud », en référence à l'initiative lancée dans les années 1990 pour encourager les entreprises à investir et à trouver des débouchés en Asie du Sud-Est. Enfin, l'Inde a été désignée comme un partenaire à privilégier (9).

## Relance de l'industrie de défense

MADAME TSAI veut aussi renforcer l'industrie de défense et lui donner de nouveaux moyens. Cela devrait contribuer à relancer la croissance, selon la nouvelle équipe, qui promet la création de huit mille emplois et une moindre dépendance à l'égard des Etats-Unis pour les achats d'armements (11).

Lors de sa visite à Washington, en juin 2015, M<sup>me</sup> Tsai a déclaré vouloir accroître les capacités de la défense taïwanaise. Celle-ci serait ainsi en mesure d'infliger suffisamment de dégâts à l'Armée populaire pour que Pékin hésite à la lancer contre l'île. On peut penser que la poursuite des programmes de missiles occupera une place prépondérante dans cette stratégie. Enfin, la création d'une « cyberarmée » vise à faire face aux nouveaux défis posés par la Chine en termes d'espionnage et de cyberattaques, qui sont déjà une réalité en dépit du réchauffement des relations avec Pékin sous la présidence de M. Ma.

Maintenir la stabilité de ces relations : c'est là le troisième dossier épineux auquel le PDP devra s'attaquer. C'est aussi celui sur lequel M<sup>me</sup> Tsai aura le

Le futur gouvernement a en outre l'intention d'encourager le développement d'une industrie tournée vers les technologies de nouvelle génération à forte valeur ajoutée. Il a désigné cinq secteurs : les énergies vertes, les biotechnologies, les objets connectés, les machines intelligentes et la défense nationale.

Certains experts estiment que l'Etat ne devrait pas hésiter à intervenir pour planifier et centraliser les ressources afin de créer un environnement favorable aux activités de recherche-développement et aux investissements dans ces secteurs. Des fonds publics pourraient être investis dans des instituts de recherche ou des entreprises, comme ce fut le cas avec la création de l'Institut de recherche sur la technologie industrielle, le parc industriel de Hsinchu ou l'entreprise United Microelectronics Corp. (UMC) dans les années 1970-1980, au moment où l'île a réorienté son industrie vers les technologies de l'information (10).

Si elle est tenue, la promesse électorale d'un « pays libéré du nucléaire » d'ici à 2025 – alors qu'il en dépend actuellement pour près de 20% de sa production d'électricité – pourrait stimuler le développement des énergies vertes.

Durant sa campagne, M<sup>me</sup> Tsai a également fait miroiter une meilleure répartition des richesses et l'amélioration des conditions de vie de la population par une série de mesures sociales. Cela passerait notamment par l'augmentation du revenu minimum (actuellement de 20 008 dollars taïwanais, soit 540 euros, ce qui ne permet pas de subvenir aux besoins fondamentaux) et par la baisse du plafond légal des heures de travail, qui, de quatre-vingt-quatre heures pour deux semaines actuellement, serait ramené à quarante heures hebdomadaires. La présidente s'est aussi engagée à construire 200 000 logements à des prix abordables et à fluidifier le marché de la location. Enfin, elle a promis d'améliorer, en coopération avec les collectivités locales, le système de sécurité sociale, en particulier pour les personnes âgées.

moins de prise, compte tenu de l'hostilité affichée par Pékin à l'encontre d'un parti dont la charte contient toujours une clause relative à l'indépendance – même s'il est peu probable qu'elle soit mise en œuvre. Tout en se présentant comme la présidente d'un « nouveau Taïwan » qui entend faire preuve de fermeté sur la question de la souveraineté, la présidente s'est engagée à promouvoir des relations « pacifiques, stables, sereines et durables » avec son voisin.

Elle a également assuré qu'elle ne revendrait pas sur les accords signés, à l'exception de celui sur les services, qui n'est pas encore ratifié (12). Elle devrait donc s'en tenir à la position de la résolution sur l'avenir de Taïwan, adoptée par le PDP en 1999, selon laquelle il n'est pas nécessaire de proclamer l'indépendance car Taïwan est déjà un Etat indépendant et souverain. C'est certainement le sens qu'elle donne au « *statu quo* » qu'elle a affirmé vouloir maintenir tout au long de sa campagne pour rassurer l'électorat. Se disant ouverte au dialogue s'il s'engage sans conditions préalables, elle place la balle dans le camp de Pékin.

## Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 31 mai 2016

3	POLOGNE	Fête nationale
15	PARAGUAY	Fête de l'indépend.
17	NORVÈGE	Fête nationale
20	CAMEROUN	Fête nationale
	TIMOR-LESTE	Fête de l'indépend.
22	YÉMEN	Fête nationale
24	ÉRYTHRÉE	Fête de l'indépend.
25	ARGENTINE	Fête nationale
	JORDANIE	Fête de l'indépend.
26	GÉORGIE	Fête de l'indépend.
28	AZERBAÏDJAN	Fête nationale
	ÉTHIOPIE	Fête nationale

(1) « Cross-strait economic statistics monthly », n° 275, Mainland Affairs Council, Taipei, février 2016.

(2) Ce chiffre inclut les projets annoncés mais non encore réalisés. « Cross-strait economic statistics monthly », *op. cit.*

(3) « Office workers' lives "deprived" », *Taipei Times*, 2 mai 2011.

(4) « Taiwan's economy amid political transition », US-China Economic and Security Review Commission, Washington, DC, 6 janvier 2016.

(5) Hsu Chien-Jung, « China's influence on Taiwan's media », *Asian Survey*, vol. 54, n° 3, Berkeley, mai-juin 2014.

(6) Jérôme Lanche, « A Taïwan, les étudiants en lutte pour la démocratie », *Lettres de...*, 28 mars 2014, <http://blog.mondediplo.net>

(7) Enquêtes réalisées par Taiwan Thinktank, 17 et 18 janvier 2016, et TVBS Poll Center, 18 et 19 janvier 2016.

(8) Statistiques du ministère des affaires étrangères, Taipei, avril 2015.

(9) « Tsai debuts plan to bolster India, Asean relations », *Taipei Times*, 23 septembre 2015.

(10) « New industries call for new technologies », *Taipei Times*, 4 avril 2016.

(11) « Tsai unveils ambitious national defense policy », *Taipei Times*, 30 octobre 2015.

(12) Signé en juin 2013, cet accord fait suite à l'ECFA. Il prévoit la réduction des barrières tarifaires dans 64 secteurs taïwanais et 80 secteurs chinois de services (finance, transport, édition et contenus culturels, tourisme et hôtellerie, loisirs...).

\* Professeur associé à la National Central University, Taïwan, et chercheur au Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC).

UN ANCIEN BASTION ANTICOMMUNISTE S'OUVRE À LA CHINE

# L'Amérique centrale lâche Taipei

*Longtemps les gouvernements anticommunistes d'Amérique centrale ont offert à Taïwan certains de ses plus fidèles alliés. L'évolution politique de la Chine et le renforcement de ses liens commerciaux avec la région ont toutefois modifié la donne... Les deux rivaux du détroit de Formose ne luttent pas à armes égales et, pour Taipei, l'isolement diplomatique menace.*

PAR GUILLAUME BEULANDE \*

«UN ACTE de réalisme élémentaire (1).» C'est en ces termes que, en 2007, M. Oscar Arias Sánchez, alors président du Costa Rica, commentait sa décision de reconnaître la République populaire de Chine, cinquante-huit ans après sa fondation. A partir de 1949 et de l'exil des nationalistes du Kuomintang, défaits par les communistes, sur l'autre rive du détroit de Formose – séparant la Chine continentale de Taïwan –, Taipei se rêvait en figure de proue de la lutte anticommuniste. Il a très vite pu compter sur les faveurs des dirigeants latino-américains, alignés sur la diplomatie des Etats-Unis. L'île a tissé d'étroits liens avec les régimes militaires de la région. Aujourd'hui encore, l'imposante statue de Tchang Kai-shek, le dirigeant du Kuomintang, érigée par Alfredo Stroessner en plein cœur de la capitale paraguayenne, Asunción, témoigne de l'amitié entre les deux dictateurs. Tous deux étaient des membres très actifs de la Ligue anticommuniste mondiale, fondée en 1967 par le premier. Le Paraguay

demeure la tête de pont de Taïwan en Amérique du Sud et son unique point d'accès au marché commun sud-américain (Mercosur).

En 1969, seul Cuba avait reconnu la République populaire de Chine dans la région. Après avoir obtenu, en 1971, la reconnaissance américaine et un siège à l'Organisation des Nations unies (ONU) en lieu et place de Taïwan, l'empire du Milieu s'emploie à mettre en échec le réseau diplomatique de l'entité rivale. Un réseau d'alliés dont le vote peut s'avérer précieux pour l'île : malgré ses demandes répétées, celle-ci demeure exclue des instances internationales, à l'exception de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), où elle est entrée en 2002. Pékin impose par ailleurs un critère d'exclusivité qui contraint les pays à faire un choix, l'ouverture d'une ambassade à Taïwan entraînant de facto la rupture avec la Chine. Une règle non négociable qui doit lui permettre d'isoler l'île encore davantage.

## La déception du Nicaragua

PÉKIN y parvient en Amérique du Sud plus aisément que dans l'isthme centre-américain : jusque dans les années 2000, celui-ci fait figure de bastion protaïwanais. D'où la surprise suscitée par la décision costaricaine. Si celle-ci n'y modifie pas le rapport de forces entre Pékin et Taipei (2), le «réalisme élémentaire» qu'invoque M. Arias Sánchez pourrait s'imposer à d'autres capitales. Sur le plan politique, d'abord, puisqu'il n'a pas échappé aux anticommunistes latino-américains que la «menace rouge» s'était

dissipée ; mais surtout au niveau économique.

Selon l'ancien président taïwanais (indépendantiste) Chen Shui-bian, la Chine aurait «acheté 400 à 500 millions de dollars le ralliement diplomatique» du Costa Rica, dans le cadre de sa stratégie visant à faire de l'île «un orphelin sur la scène internationale» et à orchestrer sa «disparition en tant que nation» (3). Le géant asiatique n'a pas négocié sur les moyens : entre 2004 et 2006, les exportations costaricaines vers la Chine sont passées de 163,3 à 558,3 millions de dollars, alors que



la facture envoyée à Taipei n'atteignait pas les 100 millions de dollars.

Dans ce domaine, les moyens de la Chine s'avèrent considérables, en dépit du ralentissement de sa croissance. Lors du premier sommet organisé entre la Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (Celac) et la Chine continentale, le 8 janvier 2015 à Pékin, le président Xi Jinping s'est engagé à investir 250 milliards de dollars dans l'«approfondissement de la coopération entre la Chine et l'Amérique latine» (4). Si les principales cibles chinoises demeurent les pourvoyeurs de matières premières tels que l'Argentine, le Brésil, le Venezuela ou l'Equateur, la situation stratégique des petits Etats d'Amérique centrale ne lui a pas échappé.

A commencer par celle du Nicaragua, avec lequel les relations ne s'annonçaient pas sous les meilleurs auspices. A priori plus proche de Pékin que de Taïwan sur le plan idéologique, le sandiniste Daniel Ortega était sur ses gardes à son retour au pouvoir, en 2006. Lors de son premier mandat (1985-1990), il avait misé sur le géant asiatique et mis un terme aux relations diplomatiques que le pays avait toujours entretenues avec Taipei, laissant un mois aux diplomates taïwanais pour plier bagage

et faire place aux Chinois dans les locaux de l'ambassade. L'expérience s'était révélée peu concluante : un «acte de romantisme révolutionnaire», selon M. Carlos Fonseca Terán, à l'époque secrétaire adjoint aux relations internationales du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) (5). La Chine n'avait concédé qu'un timide «soutien moral» à la lutte des sandinistes.

Tenant un retour en force dans le pays, Pékin semble avoir contribué à formuler le projet d'un nouveau canal interocéanique, une idée hier soutenue par Taïwan (6). Toutefois, celui-ci verra-t-il le jour ? Les grands travaux, toujours au point mort, ont été repoussés à fin 2016, et l'investisseur hongkongais chargé de les financer, M. Wang Jing, s'est récemment vu délester de 85 % de sa fortune par les marchés boursiers chinois.

La stratégie de Taïwan dans l'isthme a par ailleurs donné lieu à de nombreuses affaires de corruption qui ternissent son image. Parmi elles, la volatilisisation de 10 millions de dollars destinés à la reconstruction au Salvador après le tremblement de terre de 2001. Interrogé sur les accusations de détournement de fonds dont il fait l'objet, l'ancien président salvadorien Francisco Flores a décrit les méthodes

employées par Taïwan : «C'était une forme très particulière de coopération pendant mon mandat : le gouvernement de Taïwan transférait directement des fonds à des élus, des gouvernements, des fondations, des organisations politiques qui étaient d'accord pour appuyer l'indépendance de l'île (7).»

En outre, Taïwan doit composer avec un passé embarrassant. Dans le nord de l'île, l'académie militaire Fu Hsing Kang, réputée pour la qualité de ses formations aux techniques de lutte anticommuniste, a notamment accueilli Roberto d'Aubuisson, fondateur de l'Alliance républicaine nationaliste (Arena) et l'un des dirigeants des «escadrons de la mort» salvadoriens. Et Taïwan conserve des liens privilégiés avec les partis de droite de la région. Or, depuis les accords de paix et le retour de la démocratie, plusieurs pays (le Salvador, le Guatemala, le Nicaragua, etc.) ont connu une alternance au gouvernement. Les bras politiques des anciennes guérillas idéologiquement proches des thèses communistes, contre lesquelles Taïwan aidait à lutter, tels que le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) au Salvador, sont au pouvoir.

Reste le rôle de Washington. Les liens étroits tissés entre Taïwan et l'isthme centre-américain permettent aux Etats-Unis de jouer sur plusieurs tableaux pour maintenir une influence indirecte et discrète dans ce qu'ils considèrent toujours comme leur «pré carré». En 2010, par exemple, ils armaient Taïwan de soixante hélicoptères Black Hawk ; cinq ans plus tard, le gouvernement de M. Ma Ying-jeou en donnait quatre au Honduras, où le pouvoir, issu d'un putsch réalisé en 2009, se heurtait à la résistance d'une partie de la population...

(1) *The New York Times*, 7 juin 2007.

(2) Parmi les vingt-deux pays qui reconnaissent Taïwan, six se situent dans l'isthme centre-américain, cinq en zone caribéenne (Haïti, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Saint-Kitts-et-Nevis). En Amérique du Sud, seul le Paraguay maintient des relations diplomatiques avec l'île.

(3) «La Gente», Radio La Primerísima, Managua, 22 août 2007.

(4) *La Jornada*, Mexico, 8 janvier 2015.

(5) Cf. Mario Esteban Rodríguez, «¿China o Taiwan? Las paradojas de Costa Rica y Nicaragua», *Revista de ciencia política*, vol. 33, n°2, Santiago, 2013.

(6) Lire François Musseau, «Févre des canaux en Amérique centrale», *Le Monde diplomatique*, septembre 2014.

(7) El Faro, 9 janvier 2014, www.elfaro.net



ASSOCIATION  
LES AMIS  
DU MONDE  
DIPLOMATIQUE



### RÉGIONS

**ANGOULÊME.** Le 9 mai, à 20h30, à la Maison des peuples et de la paix, 50, rue Hergé, «café-Diplo» : «Le carburant social des extrémismes de droite, ici et ailleurs». (*patrickbouthin@orange.fr*)

**AURILLAC.** Le 27 mai, à 18h30, à la Maison des associations, salle 2, place de la Paix : réunion des AMD-Cantal. Le même jour, à 21 heures, diffusion sur RPA (107.4) de l'émission «Les vendredis du Diplo». (*burlito15@gmail.com*)

**AVIGNON.** Du 17 au 27 mai, dans toute la ville : colloque «Liberté, égalité et... fraternité!», avec notamment Eric Toussaint, Patrick Viveret, Guy Aurenche, Marion Fontaine, Olivier Py, Laurent Mucchielli et Abdennour Bidar. Programme sur <http://rencontrescritiquesetcreatives.org>. (*ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr*)

**ARIÈGE.** Le 3 mai, à 20 heures, à l'Espace culturel des Bordes-sur-Arize : «Des philosophes aux origines de l'écologie», avec Sylvie Queval. (*micsans@gmail.com*)

**BEAUVAIS.** Le 2 mai, à 20h30, au cinéma Agnès-Varda : projection du film *Merci patron!* suivie d'un débat avec François Ruffin. (*jmbarvard@orange.fr*)

**BESANÇON.** Le 19 mai, à 20 heures, au café Mon Loup, 10, rue Pasteur, café citoyen : «Ecologie politique, radicale, associative». (*www.amd-besancon.org*)

**CARCASSONNE.** Le 19 mai, à 18 heures et à 21 heures, au cinéma Le Colisée : projections du film *Comme des lions* suivies d'un débat en présence de la réalisatrice Françoise Davisse. En partenariat avec les Amis du Cinoch'. (*amd11@free.fr*)

**DLION.** Le 25 mai, à 17 heures, à Sciences Po, 14, avenue Victor-Hugo : «Le vrai-faux du commerce équitable». En partenariat avec Equi'Max. (*annie.munier-petit@laposte.net*)

**FRANCHE-COMTÉ.** Projections du film *Merci patron!* de François Ruffin en présence d'un membre de *Fakir* : le 2 mai, à 20h30, au cinéma Majestic de Vesoul, et le 3 mai, à 20h30, au cinéma Méliès de Bure. Coorganisé avec CGT 70, AES, Amis du cinéma Vesoul. Le 17 mai, à 20h30, à la Maison du peuple de Belfort, puis le 18 mai, à 20 heures, au Point Habitat Jeunes à Frotey-lès-Vesoul, conférence de Frédéric Viale : «Droits de l'homme et libre-échange». En partenariat avec AES, Collectif Stop Tafta 70, LDH 70. Le 20 mai, à 20 heures, au Bar atteint, 25, rue de la Savoureuse à Belfort : «Le droit se meurt», avec Alain Bressy. (*odilemangeot@wanadoo.fr*)

**GIRONDE.** Le 9 mai, à 12h45 au Poulailleur, place du 14-Juillet à Bègles : «déjeuner-Diplo». Le 19 mai, à 20 heures, au café de l'Orient, place François-Mitterrand à Libourne : «café-Diplo». Le 25 mai, à 19h30, au Poulailleur : «café-Diplo». (*amis.diplo33@gmail.com*)

**GUADELOUPE.** Le 20 mai, à 19 heures, salle de l'association Lalanne-Lyannaj, quartier Paul-Mado à Port-Louis : projection du documentaire *Prisons ouvertes : un pas vers la réinsertion?* de Bernard Nicolas, suivie d'un débat avec des représentants de la justice et des éducateurs spécialisés. (*danimaginaire@yahoo.fr*)

**LA ROCHE-SUR-YON.** Le 7 mai, à 10 heures, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau, «café-Diplo» autour des articles «Imposture de la démocratie d'entreprise», de Sophie Bérour, et «Deux jeunesses face à la loi travail», de Vanessa Pinto (avril). (*michelmerle154@laposte.net*)

**LILLE.** Le 3 mai, à 19 heures, à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES), 23, rue Gosselet : «A qui profite le franc CFA?», avec Kako Nubukpo et Amzat Boukari Yabara. En partenariat avec Survie. (*amdnoird@yahoo.fr*)

**LYON.** Le 12 mai, à 19 heures, au Palais du travail, salle de conférences, 9, place Lazare-Goujon à Villeurbanne : «Le référendum dans le projet

de loi travail : imposture de la démocratie d'entreprise», avec Sophie Bérour. (*catherine.chauvin@wanadoo.fr*)

**MARSEILLE.** Du 20 au 25 mai, Printemps du film engagé dans toute la ville, avec projections et débats sur les thèmes : réfugiés, travail, luttes sociales, extrême droite, politique locale. Voir les programmations sur le site des AMD. (*g.oilivier1@free.fr*)

**METZ.** Le 12 mai, à 18h30, petite salle des Coquelicots, 1, rue Saint-Clément, «café-Diplo» : «Nuits debout, un réveil citoyen pour un renouveau démocratique?». Le 25 mai, à 20h15, au Caméo-Ariel, 24, rue du Palais, projection du film de Gilles Vernet *Tout s'accélère*, suivie d'un débat en sa présence. En partenariat avec les Colibris et le Cercle lorrain de philosophie et de sciences humaines. (*christopher.pollmann@univ-lorraine.fr*)

**MONTPELLIER.** Au Corum, le 10 mai à 20 heures, salon du Belvédère : «Où en sommes-nous avec l'Etat de droit?», avec Gilles Sainati, magistrat, puis le 26 mai, à 20 heures, «Le municipalisme libertaire», avec Janet Biehl. Le 30 mai, à 19h45, au cinéma Diagonal : projection du film de Philippe Menut *La Tourmente grecque*. (*amis-diplo34@orange.fr*)

**NICE.** Le 17 mai, à 19h30, au café O'Quotidien, 2, rue Martin-Seytour : «café-Diplo» autour d'un article du *Monde diplomatique* de mai 2016 et discussion autour du *Manière de voir* n° 146, «Faire sauter le verrou médiatique». (*diplo@geller-conseil.eu*)

**ORLÉANS.** Le 12 mai, à 20 heures, à la Maison des associations : «Nuit debout, une espérance à construire en France et à Orléans?», à partir de l'article de Vanessa Pinto «Deux jeunesses face à la loi travail» (avril). Le 10 mai,

à 19 heures, sur Radio Campus-Orléans (88,3), dans l'émission «A bâtons rompus» : présentation du *Monde diplomatique* du mois. (*lesandorleans@laposte.net*)

**PAU.** A la salle Navarre, le 27 mai à 18 heures, «Les champs électromagnétiques, le Linky et nous», avec Florence Peyrous, géobiologiste, puis le 28 mai à 16 heures, «Pour une autre politique économique. Le second manifeste des Economistes alternés», avec Mireille Bruyère, économiste. (*parrabieaubies@free.fr*)

**PERPIGNAN.** Les AMD 66 se réunissent le troisième jeudi du mois, à 19 heures, à la résidence Habitat jeunes Roger-Sidou, 5, place Gerbaud. (*am.bordas@laposte.net*)

**RENNES.** Le 19 mai, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Brieuc : «café-Diplo» autour du dossier «Diplomatie des armes» (avril). (*yves.paris-tad@wanadoo.fr*)

**SAINTE-BRIEUC.** Le 13 mai, à 19h30, salle de réunion de la Ligue de l'enseignement, boulevard Edouard-Prigent : débat à partir de l'article de Serge Halimi «Le temps des colères» et du dossier «Fin de cycle pour la social-démocratie» (mars). (*fame973@gmail.com*)

**TOULOUSE.** Le 19 mai, à 20h30, salle du Sénéchal : «Vivre dans un monde fini?», avec Philippe Huguenin. Le 31 mai, à 20h30, Bourse du travail, projection-débat du film *Aube dorée, une affaire personnelle*, en présence de la réalisatrice Angélique Kourounis. (*amdtoul@gmail.com*)

**TOURS.** Le 12 mai, à 20 heures, au cinéma Les Studios, ciné-débat : «L'homme augmenté : pour quoi faire?». Avec Pièces et main d'œuvre (PMO). Le 13 mai, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : «Loi El Khomri : suite... et fin?». Le 18 mai à 13 heures, le 19 mai à

19 heures et le 23 mai à 11 heures, sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. Le 23 mai, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat : «Louis-Auguste Blanqui, ou la Révolution indomptée», avec Philippe Fréchet, essayiste. (*pic.arnaud@orange.fr*)

### RÉGION PARISIENNE

**PARIS.** Le 18 mai, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, «café-Diplo» : «Les armes, entre commerce et diplomatie», avec Philippe Leymarie (à partir du dossier du *Monde diplomatique* d'avril). Le 31 mai, à 20 heures, au Luminor, 20, rue du Temple : projection du film *Tout s'accélère* (*www.toutaccelere.com*), suivie d'un débat avec le réalisateur Gilles Vernet et Nicole Aubert. (*amis.diplo.75@gmail.com*)

**ESSONNE.** Le 23 mai, à 20h30, à la Maison du monde, 509, patio des Terrasses à Evry : réunion mensuelle des Amis autour d'un article du journal. (*amd91.evry@gmail.com*)

**SEINE-SAINT-DENIS.** Le 19 mai, à 19 heures, salle La Belle Etoile-Compagnie Jolie Môme, 14, rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis : «De l'intermittence du spectacle vers des droits pour tous», avec Samuel Churin, intermittent, et Denis Gravoil, technicien du cinéma CGT. (*amis.diplo.75@gmail.com*)

**VAL-D'OISE.** Le 20 mai, à 20h30, au cinéma Beaumont Palace de Beaumont-sur-Oise : projection du film de François Ruffin *Merci patron!*, suivie d'un débat avec un membre de *Fakir*. (*amd95@orange.fr*)

### HORS DE FRANCE

**GENÈVE.** Le 10 mai, à 18h30, au Resto 38, 38, rue du 31-Décembre : «café-Diplo» autour de l'article de Michael T. Klare «Maudit pétrole bon marché» (avril). (*claudesumi@gmail.com*)

**LUXEMBOURG.** Le 12 mai, à 18h30, au Citim, 55, avenue de la Liberté : «Terrorisme : quelle attitude peut-on avoir?». (*deckertr@pt.lu*)

## On n'a pas tous les jours 20 ans...

L'association fête son 20<sup>e</sup> anniversaire. Premier rendez-vous, organisé par les groupes locaux du sud de la France, le samedi 7 mai, à partir de 15 heures, au domaine de Montplaisir, route de Perpignan, à Narbonne.

Renseignements et inscriptions : [www.amis.monde-diplomatique.fr/20ans-sud](http://www.amis.monde-diplomatique.fr/20ans-sud)

## LONDRES SAISIE PAR LA MODERNITÉ

# L'art pour tous, l'argent pour quelques-uns

Symbolisée dans les années 1960-1970 par une mise en forme de l'esprit de révolte, de la minijupe au mouvement punk, Londres définit à nouveau une certaine avant-garde. Non seulement elle a mis l'art contemporain à la mode, mais cet art qui semblait réservé à l'élite est désormais présenté sans frémir comme un agent de changement social.

PAR NOS ENVOYÉES SPÉCIALES  
EVELYNE PIEILLER ET MARIE-NOËL RIO \*

« L'ART est le Saint-Graal », affirme M<sup>me</sup> Sadie Coles avec le sourire ému de qui fait une confiance. Elle a l'élégance discrètement rock'n'roll et l'aisance gracieuse de ceux qui assurent le lien entre artistes et collectionneurs. En 2014, elle comptait selon le quotidien *The Guardian* au rang des « personnalités les plus puissantes du monde de l'art ». Marchande d'art (*art dealer*), elle règne sur deux grandes galeries délicatement minimalistes. Elle nous reçoit dans celle de Kingly Street, ouverte en 1997, au cœur du « Swinging London » d'avant-hier, avant que Carnaby Street ne vende son « shopping décalé » sur fond de vieux souvenirs pop – d'ailleurs, « c'était un night-club ici ». Tout est blanc, vaste, certes ponctué de poteaux mais vide, et luxueusement lumineux sous une verrière à l'ancienne. Le chiffre d'affaires mondial du marché de l'art contemporain, pour lequel Londres occupe la deuxième place, a plus que décuplé en quinze ans. Il ne sera pourtant jamais question d'argent pendant notre conversation autour d'un expresso – plus international sans doute que le thé –, mais de valeurs autrement plus morales, quoique floues.

Avant de se mettre à son compte, M<sup>me</sup> Coles a été *business manager* du célèbre Jeff Koons, auteur de sculptures en inox et autres jouets gonflables. Aujourd'hui, en plus de ses activités londoniennes, elle conseille la Deutsche Bank pour ses collections d'*international young art*. Pour elle, « l'art est ce qui donne sens à la vie ». Sa galerie n'est donc pas qu'un investissement à long terme en temps et en argent : c'est aussi le moyen de concrétiser la relation qu'elle entretient avec les artistes, fondée sur « la durée, la fidélité, le cœur ». Au moment de notre visite, elle propose une exposition Rudolf Stingel. De très grandes photographies animalières : renard, sanglier, ours, parfois sur fond de neige. On remarque : « C'est fou ce que ça ressemble à des photos de calendrier des postes. » Précisément, c'en sont. Ou, plus exactement, ce sont des photographies d'un calendrier allemand projetées sur toile et sur lesquelles l'artiste, italien de langue allemande (et naturalisé américain), ajoute des coups de brosse. Ceux-ci, quoique peu repérables, témoignent selon le dossier de presse de la « lente construction de l'image », qui va ainsi osciller « entre émotion et banalité » pour devenir une « métaphore de la mémoire même ».

« Saint-Graal »... à tous les sens du terme, car Stingel est une star : il a exposé au palais Grassi de Venise – chez le milliardaire François Pinault –, à la galerie Gagosian de Londres, dans de multiples musées, et est aujourd'hui classé onzième par ArtPrice, le leader des banques de données sur la cotation et les indices de l'art. L'une de ses dernières toiles s'est vendue 2 millions de dollars, et il talonne Damien Hirst. Il a un atout : il se revend très bien. Il va sans dire, et ce ne sera effectivement pas dit, que le galeriste prend 50 % du prix de vente d'une œuvre. Il est même probable que, pour les artistes les plus rentables, le pourcentage se calcule différemment.

Les transactions ne sont peut-être pas uniquement une affaire sentimentale. Mais M<sup>me</sup> Coles, qui propose aussi l'achat sur Internet – c'est-à-dire sur photographies –, qu'elle nomme « espace

ouvert », préfère souligner que sa galerie fonctionne comme un « lieu d'initiation pour les nouveaux collectionneurs » et qu'elle aide ses clients à bâtir des ensembles cohérents. Elle entreprend également de les convaincre de devenir donateurs au bénéfice des musées, qu'elle considère comme « essentiels ». Pure beauté de l'art : il permet au commerce de s'évaporer dans une démarche spirituelle, une action vertueuse, comme le soutien oblique mais efficace à l'action publique.

On peut ne pas être entièrement convaincu et rire (intérieurement) aux éclats devant ce tour de passe-passe qui maquille la spéculation en embellissement de l'âme – la photo du renard dans la neige, ah oui... Il n'en demeure pas moins que Londres affiche le plus grand pourcentage d'habitants fréquentant les musées (la ville en possède 173, et 875 galeries) : 50 %, contre 35 % en France. Elle compte aussi le plus grand nombre d'étudiants inscrits dans des écoles d'art : la University of the Arts London, qui regroupe six établissements, forme le plus grand pôle européen d'enseignement artistique. A l'évidence, l'art, en particulier contemporain, semble s'être « démocratisé » ici. Reste à tenter de comprendre comment, et pour quoi.

## L'engagement social, une « valeur ajoutée » pour les galeries

M<sup>me</sup> Andrea Schlieker est *director* de la White Cube Bermondsey, l'une des galeries (deux à Londres, une à Hongkong) du très important marchand d'art Jay Jopling – 120 employés, le seul réel poids lourd britannique au Royaume-Uni. Ici aussi, tout est blanc, vide (1), éclairé par des verrières, mais... sans poteaux, et remarquablement vaste : 55 440 mètres carrés, la plus grande galerie d'Europe lors de son ouverture en 2011. M<sup>me</sup> Schlieker, qui prend soin de prévenir d'emblée qu'elle ne s'occupe pas des ventes, évoque la « gigantesque mutation » intervenue ces dernières décennies : « Il y a trente ans, l'art contemporain concernait très peu de gens ; aujourd'hui, il a envahi la vie du plus grand nombre. » Cela tiendrait au fait qu'il serait devenu un « agent de changement social ».

Cette somptueuse galerie, qui compte parmi ses artistes Tracey Emin, Sarah Lucas, Damien Hirst, Chris Ofili, Anselm Kiefer..., effectue, selon sa directrice, un travail proche de celui du musée, présentant à parts égales les jeunes artistes « émergents » et les valeurs sûres, voire les avant-gardes classiques. Mais elle tient aussi, et c'est plus inattendu, du centre culturel : performances musicales gratuites chaque dimanche, rencontres avec les artistes, programme éducatif ouvert aux habitants du quartier – pour lesquels sont également organisés des visites des expositions commentées par les commissaires –, conférences dans l'auditorium de soixante places, etc.

Cette volonté de démocratiser l'accès à l'art ne se réduit pas à l'*education program* (dix employés) : elle est appuyée par une programmation qui cherche à mêler les disciplines. Ainsi, le guitariste Thurston Moore, dont le groupe de



« Wolke » (Nuage) de Gerhard Richter, lors d'une vente aux enchères à Londres en 2013

rock Sonic Youth a connu une vive et tenace célébrité, a joué avec le plasticien Christian Marclay, tout comme le London Sinfonietta, un orchestre de chambre spécialisé dans la « musique classique contemporaine », lors de performances publiques flirtant avec l'improvisation. « L'art va vers les gens », résume M<sup>me</sup> Schlieker, qui insiste avec conviction sur l'importance de soutenir des œuvres socialement engagées, « à la manière de la "sculpture sociale" de Joseph Beuys » ou des projets de l'Américain Theaster Gates, qui « incitent à la création de communautés culturelles en agissant comme catalyseurs d'un engagement social qui mène à un changement politique et spatial » – pour citer sa présentation par la White Cube Bermondsey.

Gates pratique l'art comme autant d'actions d'engagement social. Quand il rénove une maison abandonnée dans un quartier pauvre de Chicago, sa ville, pour la transformer en bibliothèque, il finance les travaux par la vente de ses sculptures, dont les matériaux proviennent du site même. C'est ce qu'il nomme l'« art immobilier ». « Contre le fossé de plus en plus large entre riches et pauvres, les performances à mission sociale comme celles de Theaster Gates, souvent en dehors de la "boîte blanche" [White Cube], offrent réparation pour le corps, l'esprit et l'âme », poursuit M<sup>me</sup> Schlieker – ce qu'approuve très certainement, quoique de façon inattendue, M. Pinault, qui a accueilli l'artiste au palais Grassi. Et elle précise : « Toutes ces initiatives apportent une énorme valeur ajoutée à la galerie. »

Avec un peu d'élan, on peut aller à pied de la Bermondsey à la Tate Modern, qui abrite la collection nationale d'art moderne et contemporain britannique et international. Le long de la Tamise, la vue est surprenante. Les Docklands, nés d'une entreprise de « régénération » urbaine lancée au début des années 1980 par le gouvernement de Margaret Thatcher, ont transformé ce qui fut le premier port de commerce mondial au XIX<sup>e</sup> siècle en troisième centre d'affaires de la capitale. A la place des docks et des entrepôts, il y a maintenant des gratte-ciel, des bureaux et des logements de luxe. S'est inventé ainsi un nouveau paysage urbain où se juxtaposent les bâtiments futuristes, étincelants – dont The Shard (« L'Éclat », comme on dit d'un morceau de verre), 306 mètres, conçu par Renzo Piano –, la pierre grise des maisons anciennes et les couleurs des pubs sous le réseau de trains aériens.

C'est splendide, et déroutant. Un rêve de Manhattan mêlé de science-fiction version dystopie (2). Evidemment, des deux côtés de la Tamise, les prix de l'immobilier ont explosé, et l'East End, où l'on propose gaillardement un Jack the Ripper (3) Tour, manifestement bon pour le tourisme, n'est plus seulement le quartier de la misère. Boutiques bio et galeries y prospèrent, et l'on repère à l'œil nu où s'arrête l'avancée de la gentrification : quand les poubelles n'ont pas l'air d'être ramassées souvent, quand les immeubles ne sont pas réhabilités, quand la population est majoritairement d'origine immigrée. La passerelle piétonne du Millenium Bridge, réalisée en 2000 pour l'ouverture de la Tate Modern, apparaît comme un symbole de l'avenir que les décideurs souhaitent pour Londres, puisqu'elle relie la cathédrale Saint-Paul et la City à ce fleuron de l'avant-gardisme, tandis que sur la Tamise patrouille la brigade fluviale et que passent en vrombissant des canots à moteur joliment profilés.

La Tate Modern s'est édifiée sur une centrale électrique désaffectée. Sa plus grande attraction est sans doute le Turbine Hall, l'ancienne salle des machines, qui abrite des installations à succès financées par la sud-coréenne Hyundai Motor

Company. D'octobre 2015 à avril 2016, Abraham Cruzvillegas y proposait *Empty Lot* : des dizaines et des dizaines de casiers triangulaires en bois emplis de terre ramassée à Londres même, le tout sur vérins. Y poussaient au fil des mois des herbes, ou des fleurs, ou rien, selon la qualité de la terre recueillie. Ce qui, selon le site de la Tate Modern, « suscite un questionnement sur la ville et la nature, et une plus vaste réflexion sur la chance, le changement et l'espoir ». Qui l'eût cru ?... Comme dans tous les musées publics, l'accès à la collection est gratuit et les expositions temporaires – six par an – payantes (entre 15 et 24 euros). Le titre d'une petite exposition, « Witty, Sexy, Gimmicky : Pop 1957-1967 », semble assez largement correspondre au projet qui anime la Tate Modern. Brillant, sexy, astucieux : pop !

Directeur de la Tate Modern depuis 2011 (4), M. Chris Dercon est quant à lui belge, tonique et charmeur. L'allure dégagée, soigneusement travaillée. Le chic moderne, peu à voir avec l'image traditionnelle du conservateur de musée. Il connaît tout le monde, surtout les célébrités, et tout le monde le connaît, ce qui a facilité la mise en place de comités ou de fondations (Tate Asia Pacific Acquisitions Committee, Tate Americas Foundation...). Il y a quatre Tate : la Tate Britain, qui, pour l'essentiel, abrite les collections d'art britannique classique ; la Tate Modern ; et deux musées décentralisés, l'un à Liverpool, sur les docks, l'autre à St Ives, en Cornouailles, qui ont la même fonction que la Tate Modern. M. Dercon évalue à 800 environ le nombre d'employés de ces quatre Tate. La Tate Modern compte en propre 25 conservateurs et une équipe éducative dont il ne connaît pas les effectifs exacts – les autres secteurs étant mutualisés.

## Programme éducatif avec batailles de ketchup

Si la Tate Modern est un succès (5,3 millions de visiteurs en 2014, quatrième musée du monde pour la fréquentation), notamment auprès des jeunes, c'est parce qu'elle fonctionne « comme une agora », souligne M. Dercon. Mais aussi, ajoute-t-il – tout en précisant : « Je m'efforce de refuser le cynisme... » –, parce qu'elle « favorise les rencontres » : « Douze pour cent des visiteurs viennent pour admirer, 12 % pour apprendre et 50 % pour faire des rencontres. » Il donne également d'autres raisons à cette réussite : « Depuis Marcel Duchamp, l'espace culturel des arts plastiques s'est ouvert, le public n'est plus spécialisé, et le musée est désormais capable d'accueillir d'autres disciplines. On a besoin d'autres configurations spatiales. C'est ce que cherchent aussi la danse et le théâtre. Par exemple, le chorégraphe Boris Charmatz est venu avec 90 danseurs invités. Le public l'a vu travailler, le Turbine Hall s'est transformé l'espace d'une soirée en dance floor [piste de danse]. »

Mieux encore, il considère que le musée, en pleine revitalisation, aide des genres en voie d'extinction : « La pop music est en train de disparaître ; le musée lui donne une histoire. C'est d'ailleurs ce que fait le MoMa [Museum of Modern

(1) Pour comprendre cette obsession du blanc et du vide, cf. Brian O'Doherty, *White Cube. L'espace de la galerie et son idéologie*, Presses du Réel, Paris, 2008.

(2) Utopie négative.

(3) « Jack l'Eventreur » est le surnom donné à un assassin de prostituées de l'East End en 1888, qui ne fut jamais identifié.

(4) M<sup>me</sup> Frances Morris vient de lui succéder, mais n'était pas encore en poste lors de notre visite.

Art, à New York], qui combine design, arts et musique. » Il programme donc des performances et des concerts (Kraftwerk, groupe allemand de musique électronique fondé en 1970 et redevenu furieusement tendance, par exemple). Ce brouillage des frontières correspond à sa définition du travail d'un commissaire d'exposition : « Mettre deux objets ensemble. » La Tate Modern réorganise régulièrement les collections, offrant des parcours thématiques et non plus chronologiques, associant les artistes contemporains « arrivés » aux avant-gardes classiques (« Poésie et rêve », autour des surréalistes, comportait une « chambre d'artiste » consacrée à Joseph Beuys). Appuyée sur le « management horizontal » prôné par M. Dercon, qui se défend d'imposer un choix artistique, cette démarche entend mêler les publics, séduire, surprendre, en dehors des savoirs académiques.

Le musée se fait centre d'initiation à l'art, y compris par le biais du développement créatif personnel : « programme éducatif », éveillé, comme « Live Art for adults and kids » – qui propose de faire des vêtements à partir d'aliments, de se lancer dans une bataille de ketchup, etc. –, et animations diverses souhaitées notamment par le Department for Culture, Media and Sport, plus ou moins l'équivalent d'un ministère de la culture, en direction des moins favorisés et des minorités. Autant d'éléments qui rappellent certaines caractéristiques de la galerie privée White Cube : il s'agit dans les deux cas de démocratiser l'accès aux avant-gardes, longtemps les plus fermées au grand public. Vertueuses, puisque contribuant à développer, sinon le savoir et la confrontation à l'œuvre, du moins un rapport décomplexé à l'art, qui, là non plus, ne s'embarasse plus de hiérarchies, ces initiatives créent une « forte valeur ajoutée ». Ce qui, dans le cas du musée, revêt une importance déterminante pour trouver des fonds.

Car les subventions, en baisse constante, ne représentent que 30 à 40 % du budget nécessaire. La billetterie et les activités dérivées (boutiques, cafés, restaurants) ne comblent qu'une partie du manque. « Keep Tate Modern free » (« Faites en sorte que la Tate Modern reste gratuite ») : l'appel aux dons est obsédant. Mais il se prête à des variations : ticket incluant un pourcentage de don, billet glissé dans les troncs des halls et du vestiaire, cotisation de membre (à partir de 70 livres sterling), mécénat ou parrainage. Les musées ne peuvent plus acheter sur le marché de l'art, car les prix ne cessent de monter dans les ventes aux enchères : en 2015, *Nurse*, de Roy Lichtenstein (1964), et *No. 10*, de Mark Rothko (1950), ont été vendus respectivement 95,4 et 81,9 millions de dollars. Cela a pour conséquence supplémentaire de menacer jusqu'à leur capacité de réaliser des expositions, les valeurs d'assurance épousant les fluctuations du marché (5). Mais les conseils d'administration et les responsables politiques exigent des nombres d'entrées que seul peut fournir, à court terme, le recours à de grands noms. M. Dercon, qui déclare faire preuve d'un « sombre optimisme », n'hésite pas à dire aux « *Olgas* », comme il surnomme les épouses d'oligarques russes, nombreux à Londres : « Madame, vous avez trop d'argent. » Il fait de même auprès des « *ubers* », tous les « *start-uppers* » qui ont touché le gros lot. Et il n'a pas davantage d'états d'âme vis-à-vis du mécénat d'entreprise. Ce qui porte ses fruits.

## L'éveil des années 1980

APRÈS la seconde guerre mondiale, la capitale de l'art se déplace de Paris à New York. La scène anglaise, elle, végète dans son isolement insulaire – à quelques exceptions près, comme Francis Bacon et David Hockney, puis Lucian Freud ou Frank Auerbach. Tout change au tournant des années 1980. S'ouvrent les chantiers de la Tate Liverpool (1988) et de la Tate St Ives (1993) ; M. Anthony d'Offay, galeriste fameux et grand collectionneur, fait une annonce fracassante : « Nous déclarons que nous sommes dans le monde plutôt qu'à Londres », et expose l'avant-garde internationale. La Royal Academy of Arts présente en 1981 « A New Spirit in Painting », où l'on voit pour la première fois dans le pays des artistes allemands comme Gerhard Richter ou Georg Baselitz.

Mais c'est une génération née dans les années 1960 qui va propulser Londres sur le devant de la scène internationale : Damien Hirst, Sarah Lucas, Gavin Turk, Tracey Emin... Dès leurs débuts, les Young British Artists (YBA) ont pour principal collectionneur et sponsor le riche publicitaire Charles Saatchi, parrain du Parti conservateur et de Margaret Thatcher pour les élections de 1979 et les onze ans de pouvoir qui vont suivre. En 1985, M. Saatchi acquiert une galerie qu'il possède toujours. Nourris aux principes ultralibéraux de la Dame de fer, les YBA sont d'audacieux entrepreneurs d'eux-mêmes et montent leurs premières expositions (« Freeze », 1988) sur des docks ou dans des fabriques désaffectées, avec un sens certain de la publicité. Dès 1995-1996, ils percent aux États-Unis avec « Brilliant! ». Puis Londres (à la Royal Academy of Arts), Berlin et New York accueillent « Sensation », une exposition financée par M. Saatchi, Christie's et les marchands des



LONDON NEWS PICTURES - ZUMA - REA

« Le Miroir » de Paul Delvaux, lors d'une vente aux enchères à Londres en 2016

Non seulement Hyundai a financé l'achat de neuf œuvres du Sud-Coréen Nam June Paik, mais il s'est aussi et surtout engagé pour onze ans à hauteur de 5 millions de livres. Cela peut laisser rêveur, mais l'entreprise a l'obligance de s'expliquer de sa générosité : « Chez Hyundai, nous avons conscience de ce que les gens ont une connexion émotionnelle à l'automobile, et c'est le même sentiment qui connecte les gens à l'art de qualité (6). » En d'autres termes, Hyundai souffre d'un déficit d'image et entend d'y remédier en s'associant à la « marque immatérielle » qu'est le musée. Sans doute parce que celui-ci sait aujourd'hui combiner la popularité et l'aura de l'élite, présenter l'art comme festif, convivial, rassembleur, dans un merveilleux mouvement d'effacement de ce qui divise ou discrimine. Ainsi, « la communication entre les artistes, les gens et les entreprises active des possibles et suggère de nouvelles visions (7) ». Une opération win-win (« gagnant-gagnant »), pour qu'advienne le meilleur des mondes, enfin harmonieux et excitant.

## Affirmer sa place dans la sphère de la distinction

Le nouveau (très, très) riche, surgi en masse au début des années 1990, est également l'objet de toutes les convoitises. Il investit dans l'immobilier ou les diamants, mais c'est pour affirmer sa place dans la sphère de la distinction qu'il devient collectionneur, et souvent patron (mécène) de musées, ce qui lui donne accès à leurs conseils d'administration. Il finit de plus en plus souvent par ouvrir son propre musée : M. Bernard Arnault à Paris avec la Fondation Louis Vuitton, M. Pinault à Venise, M<sup>me</sup> Dasha Zhukova (une « Olga » de choc, la femme de M. Roman Abramovitch) avec le Garage Center for Contemporary Culture à Moscou, etc. Leur générosité n'est pas vraiment désintéressée : s'ils financent le musée, réputé lieu par excellence de l'expertise, de l'indépendance intellectuelle et du savoir, c'est qu'il donne à un artiste une valeur qui se répercute immédiatement sur le marché. Que les huit comités d'acquisition de la Tate Modern soient composés non seulement de prescripteurs mais aussi de mécènes a le mérite de la clarté.

L'affaire est donc presque simple côté business. Elle l'est moins côté musée. « La réserve d'artistes que les sponsors ou les mécènes privés sont prêts à financer est très petite. En 1999, Jackson Pollock n'était pas un nom possible à la Royal Academy of Arts », observe M. Jeremy Lewison, directeur des collections pour l'ouverture de la Tate Modern, qu'il a quittée en 2002 pour devenir conseiller indépendant. Désormais membre de la Royal Academy of Arts, une institution privée dirigée par des artistes et des architectes, il ne partage pas l'euphorie générale, à laquelle participe même le Department for Culture, Media and Sport, qui aime saluer l'esprit entrepreneurial des musées. Pour M. Lewison, « tout le monde fait la même chose, exploite les mêmes noms d'un bout du monde à l'autre. Les musées sont condamnés aux blockbusters ». Jeff Koons, Ai Weiwei, Bill Viola : des artistes devenus des people, tandis que « pour les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les valeurs sûres, ce sont Paul Cézanne, les impressionnistes, Vincent Van Gogh, Paul Gauguin, Edvard Munch, Henri Matisse, Pablo Picasso, Salvador Dalí, Andy Warhol et, plus récemment, Francis Bacon, Mark Rothko, Alberto Giacometti ». Mais qui décide de la valeur d'un artiste ? Le marché. Pour percer, il faut au débutant un talent stratégique, un bon réseau et surtout un marchand. Ce dernier lui assurera une présence dans les médias et dans les coûteuses foires internationales (8), qui « suscitent des œuvres spécifiquement conçues pour elles », selon M. Lewison.

Les acheteurs, toujours les mêmes, interviennent en tant que donateurs dans la conception des expositions. De façon générale, les frontières entre l'industrie et l'institution sont poreuses : Ai Weiwei, après une exposition très courue à la Royal Academy of Arts, a fait l'événement début 2016 au grand magasin parisien Le Bon Marché Rive gauche, propriété de M. Arnault ; les Serpentine Galleries, institutions publiques londoniennes, sont soutenues par la Fondation Luma de M<sup>me</sup> Maja Hoffmann, héritière des laboratoires pharmaceutiques Hoffmann-La Roche – M. Hans-Ulrich Obrist, codirecteur des Serpentine, étant l'un de ses conseillers. Et même si M. Dercon souhaite « refuser le cynisme », il reconnaît avec flegme que « l'art est devenu une monnaie, qui s'échange en particulier dans les ventes aux enchères » – notamment celles de Sotheby's et de Christie's



© TOLGA AKMEN - ZUMA - REA

« Our Prices Are Insane ! » (Nos prix sont indécents) de Barbara Kruger, lors d'une vente aux enchères à Londres en 2013

artistes. Un énorme succès vient couronner une stratégie audacieuse servie par un scandale calculé et par le vacarme médiatique.

Hirst, qui produit désormais à une échelle quasi industrielle et connaît toutes les martingales du marché, déclarait en 2008, dans le catalogue de la vente de 218 œuvres qu'il avait organisée lui-même chez Sotheby's Europe – sans passer par une galerie (du jamais-vu) : « Je joue l'argent contre l'art et, en tant qu'artiste, j'espère évidemment que c'est l'art qui gagnera. Mais s'il s'avère que c'est l'argent, alors l'art devra s'en aller. » Produit de cette vente : 111 millions de livres sterling (1).

E. P. ET M.-N. R.

(1) « Gordon Burn in conversation with Damien Hirst, Stroud Studio, Friday 27 June 2008 », dans Damien Hirst et alii, *Beautiful Inside My Head Forever*, Sotheby's, Londres, 2008.

(propriété depuis 1998 de M. Pinault), dont les performances sont aussi capricieuses que celles de la Bourse. Et seuls « 3 % des artistes en profitent ». Mais, par leurs œuvres « souvent provocantes, voire choquantes », ces 3 % que l'on voit partout empêcheraient le monde de « tomber dans un conformisme bourgeois » et l'inciteraient à « se mettre en cause », selon les propos pince-sans-rire de M. Pinault (9).

## L'œuvre est toujours « vibrante, éphémère, dynamique »

Contre le « conformisme bourgeois », les « éléments de langage » qui se répètent sur les panneaux explicatifs dans les salles de la Tate comme sur les murs des diverses galeries d'art contemporain proposent des valeurs ineffables. L'œuvre, toujours « vibrante, éphémère, dynamique », est « flux, magnétisme » et surtout « résistance », mot fétiche. En bref, l'ensemble est « inspirant ». Fait de purs « bibelots d'inanité sonore », comme disait Stéphane Mallarmé, ce code global pour un art global, que l'on retrouve à New York, Berlin ou Paris, rend bien compte de l'obsession de la nouveauté, de la sensation, et du dédain pour la réflexion au profit du « ressenti ». Le musée, en développant « l'édu-tainment », comme dit M. Lewison, une mission éducative et entertainment – divertissement –, célèbre une modernité identifiée au fun, à la connexion, à l'illusion de l'accès libre, rendu égal et rapide pour tous, sur fond d'hybridation des arts et de posture antisystème. C'est la manifestation de ce pouvoir d'influence que valident la presse généraliste – très lue –, les sponsors et le public, unis par les mêmes goûts ; et, sans cette validation, on est vite démodé et marginalisé. Comme le dit M. Dercon, « on vit dans un cercle qui tourne en rond ». Il ajoute sereinement : « De toute façon, le système va implorer. »

On ne sait s'il faut partager ce point de vue (optimiste), mais il est vrai que certains signaux apparaissent. En particulier, le penchant des collectionneurs et des musées à retourner aux avant-gardes des années 1950 : Karel Appel, Hans Hartung, Jean Dubuffet reviennent à la mode, et leur cote monte. Besoin, chez les « nouveaux héritiers » bardés de dollars et prenant peu à peu conscience de leur ignorance, de découvrir les vieilles valeurs, selon M. Dercon ; crainte que la bulle n'éclate, peut-être aussi. Gerhard Richter, l'artiste européen le plus coté, déclarait en mars 2015 à l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, après la vente de sa peinture *Abstraktes Bild* (1986) pour le prix record de 46,3 millions de dollars : « Ce montant a quelque chose de choquant (10). »

Aujourd'hui, M. Lewison a ajouté à ses activités de conseiller et d'historien de l'art une participation au conseil d'administration d'un théâtre londonien, et en parle avec une passion mesurée mais évidente. En 2017, M. Dercon prendra la direction de la Volksbühne, très important théâtre berlinois dirigé depuis 1992 par le metteur en scène Frank Castorf. Il semble n'avoir guère hésité « entre les rituels des levées de fonds et les rituels du théâtre ». Venue à Londres dans l'espoir illusoire d'y trouver une énergie unique en Europe, une jeune artiste française rencontrée à la Serpentine Sackler Gallery, où elle est gardienne, n'hésite pas davantage : elle en a assez de la colocation à quatre en grande banlieue, sans espace pour un atelier, avec l'obligation de travailler à plein temps pour payer le loyer et les transports. Elle rentre en France.

En juin 2016, la Tate Modern ouvrira son « extension », une pyramide torsadée de dix étages qui l'agrandit de 60 %. Et elle cherche 30 millions de livres sterling. Au même moment, la White Cube proposera l'un de ses « artistes universellement acclamés » dans une galerie temporaire installée à Glyndebourne. Chaque été, il s'y déroule un festival d'opéra réputé pour le charme unique de ses pique-niques, auxquels on prend part en robe de soirée et smoking. Le prix de la place tourne autour de 400 livres sterling (environ 500 euros). Il n'est pas exclu qu'on y traite de l'art contemporain comme agent de changement social.

EVELYNE PIEILLER  
ET MARIE-NOËL RIO.

(5) Au Royaume-Uni, l'Etat donne sa garantie à travers le Government Indemnity Scheme (GIS). Ce n'est pas le cas dans tous les pays.

(6) « Hyundai pour 11 ans avec la Tate Modern », The Art Marketing Company, 23 janvier 2014, [www.artmarketingcompany.com](http://www.artmarketingcompany.com)

(7) « Art Insight #13 : Chris Dercon », <http://brand.hyundai.com>

(8) Lire Anne Vigna, « Au Brésil, des collectionneurs d'art très courtisés », *Le Monde diplomatique*, novembre 2015.

(9) Cité dans Roland Moreno, *Victoire du bordel ambiant*, L'Archipel, Paris, 2011.

(10) ArtNet News, 23 décembre 2015, <https://news.artnet.com>



LITTÉRATURES

EUROPE

**UNE VILLE NEUVE EN URSS.** Togliatti. – Fabien Bellat

*Parentèses, Marseille, 2015, 176 pages, 28 euros.*

Cet ouvrage, richement illustré de documents d'archives, retrace l'édification de Togliatti, une ville baptisée du nom d'un des fondateurs du Parti communiste italien et créée ex nihilo dans les années 1960 en plein cœur de la Russie. Adossée au Kouibychev, un gigantesque barrage hydroélectrique érigé par des milliers de travailleurs forcés du goulag dans les années 1950, cette cité, véritable syncrétisme des grandes expériences urbaines connues et puisant aux sources d'importants architectes soviétiques oubliés sous la terreur stalinienne, est la réponse soviétique aux utopies de Le Corbusier et d'Os-car Niemeyer. Son développement est lié à l'usine automobile Avtozav, vitrine de l'industrie construite en collaboration avec les ingénieurs italiens de Fiat. L'avènement de la voiture produite en série sur ses chaînes de montage, la Jigouli, poussa l'architecte Boris Roubanenko (1910-1985), responsable du plan directeur, à concevoir des espaces de circulation séparés pour piétons et véhicules, une singularité à l'époque.

SOPHIE HOHMANN

**LE TSAR, C'EST MOI.** L'imposture permanente. D'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine. – Claudio Ingerflom

*Presses universitaires de France, Paris, 2015, 520 pages, 29 euros.*

L'histoire russe regorge d'«imposteurs»: Grégoire Otrepiev (faux Dimitri I<sup>er</sup>), Emelian Pougatchev (faux Pierre III) et autres faux émissaires du tsar, jusqu'au Révizor de Gogol. A l'origine de nombreux soulèvements, cette étrange épidémie d'«autonomination» est un phénomène long (XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle), imprégné tant de mystification que de transcendance. Même si la démonstration de l'historien Claudio Ingerflom mériterait une comparaison plus systématique avec des phénomènes similaires en Occident, il dessine une culture politique spécifique à l'espace slave oriental, russe en particulier. Ces révoltes sous la bannière de faux tsars font-elles du peuple russe un sujet politique naïf? L'historien nous invite plutôt à les penser comme un tour que les revendications sociales jouent à l'autocratie. Puisant leur légitimité auprès du trône pour mieux se retourner contre celui qui s'y est installé, les «usurpateurs» prospèrent en l'absence d'un système représentant les intérêts des divers groupes sociaux auprès du gouvernement.

NATALIA PASHKEEVA

AFRIQUE

**ARROGANT COMME UN FRANÇAIS EN AFRIQUE.** – Antoine Glaser

*Fayard, Paris, 2016, 191 pages, 17 euros.*

Présidents, hommes d'affaires, militaires, diplomates, avocats français: le journaliste Antoine Glaser dresse contre tous un réquisitoire. Il souligne la déception des élites africaines injustement privées de visa; les bien curieux liens financiers de certains élus français avec les despotes du continent; les belles chasses gardées que les groupes Bolloré ou Bouygues s'y assurent encore. Mais à ne voir que le (réel) complexe de supériorité des Occidentaux, dont les Français ne sont que la caricature, on s'interdit d'aller au-delà des anecdotes. La militarisation de l'aide, l'appui aux dictatures, les archaïsmes des sommets franco-africains, le «développement» perverti, la manipulation des élections, le train de vie somptueux des coopérants sont tout autant rejetés par la jeunesse africaine que les «vieux Blancs» qui n'ont pas encore compris que l'histoire leur échappait. Où se situe l'auteur dans cette galerie de personnages de la Françafrique? Glaser, entre palais présidentiels africains et salles de rédaction parisiennes, n'a-t-il pas longtemps été le rédacteur en chef de l'ambiguë *Lettre du continent*?

MICHEL GALY

GÉOPOLITIQUE

**NOUS NE SOMMES PLUS SEULS AU MONDE.** Un autre regard sur l'«ordre international». – Bertrand Badie

*La Découverte, Paris, 2016, 238 pages, 13,90 euros.*

A partir de thèmes comme l'impuissance de la puissance, l'irruption des sociétés sur la scène internationale ou la diplomatie de «clubs», le politiste Bertrand Badie dresse un constat sans appel sur la vision occidentale de l'ordre international. Ses fondamentaux en seraient la fabrication d'exclus, le sentiment d'égalité entre membres des oligarchies et un jugement moral sur les pays «déviants». Il fustige la «paresse intellectuelle» qui empêche la compréhension des relations internationales à l'aune de la question sociale, les conflits découlant d'une «décomposition sociale» aux conséquences mondialisées. Particulièrement éclairant est le chapitre consacré à la politique étrangère de la France, qui, dès 2003, a opéré un virage néoconservateur se traduisant par un «interventionnisme croissant» et par une «diplomatie de la punition». L'auteur propose des pistes pour une «politique de l'altérité» reposant, entre autres, sur la «revendication du droit de chaque Etat à concourir de façon égale à la définition de la mondialisation».

NICOLAS APPELT

AMÉRIQUES

**MOTEL BRASIL.** Une anthropologie des love hotels. – Jérôme Souty

*Riveneuve Editions, Paris, 2015, 342 pages, 24 euros.*

Au Brésil, une histoire singulière a suscité l'apparition d'un type humain nouveau. Même si la sociologie contemporaine a réfuté certaines des représentations culturelles de la sexualité énoncées par l'anthropologue Gilberto Freyre, les modalités des échanges érotiques au «pays du futur» demeurent un captivant champ d'étude. Docteur en anthropologie sociale, Jérôme Souty a enquêté sur les motels, ces drive-in de l'amour «nés avec l'émergence d'une société de masse basée sur une éthique du superflu et sur la consommation répétitive et déclinable à l'infini». Fréquentés par des Brésiliens de toutes les couches sociales, parfois en lien avec l'adultère, plus rarement avec la prostitution, ces établissements apparus à la fin des années 1960 furent longtemps une manifestation exemplaire d'un hédonisme érigé en loi fondamentale. Avec le triomphe de l'idéologie du libre choix sur le marché de tout, ils ont changé de nature. Jadis sacré, naguère divertissant, le sexe consommé dans les motels est aujourd'hui un segment porteur de croissance.

SÉBASTIEN LAPAQUE

ASIE

**SEPIK.** Arts de Papouasie-Nouvelle-Guinée. – Sous la direction de Philippe Peltier, Markus Schindlbeck et Christian Kaufmann

*Musée du quai Branly - Skira, Paris, 2015, 354 pages, 45 euros.*

Ceux qui ont manqué l'exposition que le Musée du quai Branly à Paris a consacré aux arts du Sepik, du nom du fleuve qui traverse cette vaste région du nord de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, pourront découvrir dans cet ouvrage les 230 objets exposés, collectés entre 1888 et 1914, l'Allemagne étant alors la puissance coloniale. Les pièces sont présentées en fonction des liens trouvés «entre des objets, leurs usages et le monde des ancêtres». Entre le village et la forêt, les territoires réservés aux humains, deux activités essentielles sont mises en avant: la guerre et la chasse. Parmi les espaces analysés, celui des femmes et la maison familiale, ainsi que la maison des hommes, lieu de débat et de réunion mais aussi de manifestation des esprits lors des rituels d'initiation. Ce panthéon obscur digne d'un lieu de culte imposant, avec ses pupitres d'orateur, ses crânes trophées, ses tambours à fente, traduisait l'organisation sociale de la communauté.

PHILIPPE PATAUD-CÉLÉRIER

**ÊTRE JEUNE EN ASIE.** Chine, Inde, Japon. – Jean-Charles Lagrée, Ingrid Therwath et Karyn Poupée

*Philippe Picquier, Arles, 2015, 135 pages, 9 euros.*

Les moins de 30 ans sont 600 millions en Chine, 650 millions en Inde et 52 millions au Japon. Les jeunes Chinois sont souvent confrontés à une forte pression durant leurs études, puis au déclassement sur le marché du travail. Les Indiens, et en particulier les femmes, se heurtent encore à des traditions archaïques et à la violence domestique. Dans ces deux pays, ils font de surcroît souvent partie des migrants qui quittent la campagne pour la ville. Si les Japonais ne voient pas le bout de la crise, ils sont malgré tout 90% à avoir une promesse d'embauche, à condition qu'ils obtiennent leur diplôme. Dans aucun de ces trois pays ils ne paraissent très désireux de s'éloigner de leurs traditions nationales. C'est en Chine qu'ils semblent les plus progressistes, tandis qu'en Inde les deux sexes préfèrent encore les mariages arrangés et que beaucoup de jeunes Japonaises rêvent encore d'être mères au foyer.

ÉMILIE GUYONNET

PROCHE-ORIENT

**A L'EST DE DAMAS, AU BOUT DU MONDE.** Témoignage d'un révolutionnaire syrien. – Majd Al-Dik, avec Nathalie Bontemps

*Don Quichotte, Paris, 2016, 300 pages, 17,90 euros.*

Ce récit qui retrace le soulèvement de la population de Douma, dans la banlieue est de Damas, contre le régime de M. Bachar Al-Assad permet de mieux comprendre les enjeux sur le terrain. Le jeune Syrien Majd Al-Dik, aujourd'hui en France, est arrêté lors des manifestations pacifiques de mars 2011 et torturé. Une fois relâché, il rejoint l'opposition en qualité d'aide-soignant. L'ouvrage décrit avec précision les obstacles auxquels est confrontée la «révolution»: intensification de la répression contre la population, bombardée et assiégée; division croissante des brigades dépendant de financements extérieurs (pays du Golfe, Arabie saoudite) et aux objectifs politiques parfois contradictoires; apparition de l'Organisation de l'Etat islamique (OEI). Au cœur du récit, la population de Douma, tenant toujours tête au régime et pleine de ressources: instauration de comités locaux remplaçant l'administration étatique, création d'associations – dont celle de l'auteur – venant en aide aux plus touchés, rassemblements spontanés contre les profiteurs de guerre, ou encore coordination armée contre l'OEI.

N. A.

**ATLAS DU MOYEN-ORIENT.** Aux racines de la violence. – Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud

*Autrement, Paris, 2016, 96 pages, 24 euros.*

Si la géographie sert, dit-on, à faire la guerre, cet atlas-là aide aussi à comprendre d'où viennent et où mènent les interventions, de l'explosion de l'Empire ottoman au nationalisme arabe, de l'oppression israélienne à l'islamisme d'Etat et au djihadisme. Au-delà des alliances et des féodalités locales apparaît, pour le pire, un acteur majeur. Seuls ou au sein de coalitions hétéroclites, les Etats-Unis jouent un rôle déterminant depuis plus d'un demi-siècle. Aucun rôle pour les Nations unies, davantage pour Israël, l'Arabie saoudite ou l'Iran.

Révolution islamique mise à part, pas un conflit majeur où l'oncle Sam ne soit impliqué, protégeant aussi bien Israël que les monarchies pétrolières et militarisant toute la zone. Davantage que les chocs culturels et la prégnance des antagonismes religieux, ce sont les intérêts politiques et économiques (clanisme, pétrole, armes, eau) que les auteurs désignent comme essentiels. Outil de réflexion, cet atlas montre que les inégalités de ressources et de richesses ou l'arrogance sont un terreau sur lequel pousse le djihadisme.

CHRISTOPHE WARGNY

**ROUGE BAGDAD.** – Hélène Tayon

*Erick Bonnier, Paris, 2015, 272 pages, 20 euros.*

Au milieu des années 1980, l'Irak vit sous la férule d'acier de Saddam Hussein. Le pays est alors engagé dans une guerre meurtrière contre le voisin iranien, l'ennemi «perse» de toujours. Expatriée française, l'auteure de ce récit est consciente de son statut de privilégiée dans un contexte de pénuries, de peurs et de délations. Mais plutôt que de vivre la seule vie d'«expat», avec ses réceptions et ses fêtes au bord de piscines refroidies par des pains de glace, Hélène Tayon est allée à la rencontre du «petit» peuple irakien. Commerçants, voisins, femmes du hamam: elle ne perd aucune occasion pour mieux connaître ses hôtes. Une découverte non dénuée d'ambiguïtés, d'incompréhensions et de tensions, mais où l'humour féroce – celui qu'engendrent souvent les dictatures – et l'érotisme permettent de faire face à un environnement délétère. On prendra conscience de l'horreur que vivent les Irakiens aujourd'hui quand on saura qu'ils regrettent cette époque, où la vie pourtant ne tenait déjà qu'à un fil.

AKRAM BELKAÏD

Cosmicomix

*Les Anges radieux* de William T. Vollmann

*Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claro, Actes Sud, Arles, 2016, 832 pages, 26 euros.*

W

ILLIAM Vollmann est une sorte de monstre tout-terrain de la littérature américaine. Reporter audacieux et romancier inspiré, très engagé, il offre régulièrement à ses lecteurs d'énormes pavés jetés dans la mare des écrits bien-pensants. Ses romans historiques (*Central Europe*, mille pages enchevêtrant une trentaine d'histoires autour de la seconde guerre mondiale; le cycle des «Sept rêves»), qui raconte en sept livres la colonisation de l'Amérique) comme ses reportages (*Pourquoi êtes-vous pauvres?* ou *Le Livre des violences*, 3 300 pages dans sa version originale) (1) débordent de partout, noient leur sujet dans une marée verbale à la fois féconde et écrasante, exténuent le lecteur autant qu'ils le ravissent. C'est dire la curiosité extrême avec laquelle on a vu arriver, même avec vingt-neuf ans de retard, la traduction de son premier livre, un roman de science-fiction de plus de huit cents pages.

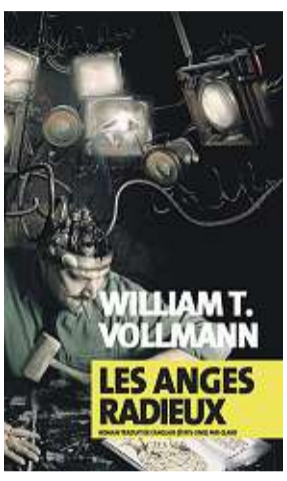
Le titre original, *You Bright and Risen Angels* («Vous les anges qui brillez dans les cieux»), était suivi de la mention: *A Cartoon*. Et il est vrai que ce roman aussi passionnant que foutraque, aussi inspiré que lassant, débordant et incontrôlé, évoque plus le dessin animé d'un Chuck Jones sous acide que la fantasy, genre dont il fait tout de suite éclater les fragiles coutures. Marchant délibérément sur les traces de Thomas Pynchon, Vollmann y jette déjà les bases de son univers: un délire verbal sans limites, un mélange de styles et de genres, une relecture épique de l'histoire américaine... Ecrivant une saga technologique des Etats-Unis d'aujourd'hui, il nous donne à la fois une sorte de jeu vidéo écrit et une réflexion sur l'ère informatique. Le narrateur du livre, qui s'en présente comme l'auteur, est un programmeur qui fait revivre ses héros en appuyant sur la touche «Résurrection» de son ordinateur et qui affronte un demiurge nommé Big George. La guerre qu'ils se livrent par jeu interposé met aux prises des insectes à apparence humaine et les partisans de l'électricité... Elle se construit sous nos yeux, mêlant les voix des joueurs et les épisodes du jeu.

Ce point de départ délirant amène Vollmann à forger des épisodes truculents, mais aussi des métaphores politiques: ce n'est pas un hasard si le thème du jeu Electricity est la course au pouvoir, et si le combat principal est celui des «réactionnaires» contre les «révolutionnaires». Effet facile? Non, car Vollmann évite aussi les clichés convenus de la bonne conscience de gauche: si les «insectes» évoquent les populations victimes de l'histoire américaine, et si c'est aux «révolutionnaires» que semblent aller ses sympathies, il n'hésite pas non plus à les montrer en train de massacrer des innocents et à poser clairement la question du prix en vies humaines de toute rébellion.

Tout n'est pas réussi dans cet étourdissant début: le côté grotesque des personnages tue souvent l'émotion; de nombreux passages semblent superflus; le duel entre les deux demiurges est exagérément confus. Mais il y a là une imagination, une puissance inventive, une générosité qui annoncent déjà ce que seront les romans suivants, toujours baroques et démesurés mais plus maîtrisés. Il faut accepter de se laisser submerger par ce splendide torrent.

HUBERT PROLONGEAU.

(1) William T. Vollmann, *Central Europe*, Actes Sud, Arles, 2007; *Pourquoi êtes-vous pauvres?*, Actes Sud, 2008; *Le Livre des violences*, Tristram, Auch, 2009.



HISTOIRE

Persistance de la «nostalgérie»

HISTOIRE et actualité s'épaulent dans l'ouvrage d'Alain Ruscio (1), à l'appui de sa thèse: si les idées coloniales sont toujours si prégnantes en France, ce serait lié au poids de leur passé. Ecrire l'histoire de l'Organisation armée secrète (OAS), c'est alors rendre visible ce qui sourd dans la société française comme un «courant [qui] empêche les évolutions nécessaires quant à l'évaluation du passé colonial». Pour que «les cadavres de l'OAS et de l'Algérie française n'empuantissent plus l'atmosphère», cinquante-quatre ans après la signature des accords d'Evian, il faut «débloquent l'histoire».

Cela implique de reprendre dès le début l'histoire de la colonisation et de remettre en question les mythes de la «nostalgérie»: cohabitation harmonieuse des communautés, absence de racisme... Ruscio consacre une large partie de son travail à l'OAS, qu'il fait précéder de deux chapitres condensant la réalité binaire de l'Algérie coloniale, partagée entre colons et indigènes, arbitrée par un gouvernement incapable d'imposer, depuis la métropole, même les plus timides de ses réformes. Les trois derniers chapitres sont reliés à l'actualité de la France de ce début de siècle et pistent survivances et résurgences. Si beaucoup de faits et d'acteurs sont connus, le mérite de l'ouvrage est de synthétiser et de

rassembler, en un exposé clair et percutant, un savoir réservé aux spécialistes, car «l'histoire coloniale est l'affaire de chacune et de chacun».

Le dossier rassemblé par Roger Hillel vient illustrer précisément l'«interminable» histoire de l'OAS (2). Le journaliste y montre la concentration à Perpignan, à la faveur de l'entente entre la municipalité et le Cercle algérien, de «lieux de mémoire» au service exclusif de l'Algérie française. Trois lieux symboliques, une stèle, un mur et un musée, permettent le rassemblement des anciens et des sympathisants de cette organisation qui tenta de s'opposer par les armes à l'indépendance. Ainsi, la pluralité des mémoires et des historiens n'est pas au programme du Centre de documentation des Français d'Algérie ouvert en 2012 par le maire et consacré à l'«œuvre civilisatrice de la France» dans cette «ancienne province». L'ouvrage invite de façon stimulante à réfléchir à l'élection exclusive par les «nostalgériques» de leur seule mémoire «en lieu et place de l'histoire».

Deux récits, une autobiographie et une fiction, viennent éclairer d'autres mémoires. Benjamin Stora, sous un titre polysémique très suggestif, enchâsse ses

premières années dans son savoir d'historien sur ce pays dont il est l'un des spécialistes (3). En allant au plus près de ses souvenirs d'enfance, il évoque la communauté juive de Constantine et son vécu de la guerre. Michel Serfati, quant à lui, revisite par la fiction le silence des appelés du contingent, au fil des interrogations d'un fils confronté à un père taciturne qui se suicide cinquante ans plus tard (4). Affrontant ce passé dont il se retrouve l'héritier à son corps défendant, Alex part en Algérie, celle d'aujourd'hui. Il y rencontre une jeune femme, Kahina, et tous deux déambulent dans Alger, chacun avec ses lumières et ses échecs; ils se reconstruisent en dépassant le poids des pères et de la culpabilité de leurs actes.

CHRISTIANE CHAULET ACHOUR.

(1) Alain Ruscio, *Nostalgérie. L'interminable histoire de l'OAS*, La Découverte, Paris, 2015, 316 pages, 21 euros.  
 (2) Roger Hillel, *La Triade nostalgérique. Stèle, mur, musée de Perpignan*, Alter Ego éditions, Céret, 2015, 221 pages, 18 euros.  
 (3) Benjamin Stora, *Les Clés retrouvées. Une enfance juive à Constantine*, Stock, Paris, 2015, 152 pages, 17 euros.  
 (4) Michel Serfati, *Finir la guerre*, Phébus, Paris, 2015, 144 pages, 15 euros.

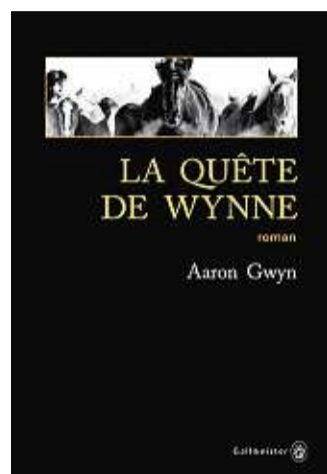


## DU MONDE

## Les chevaux de la nuit

La Quête de Wynne  
d'Aaron Gwyn

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par François Happe, Gallmeister, Paris, 2015,  
312 pages, 22,90 euros.



l'affection entre l'homme et l'animal, les souvenirs de cet « enfant de l'adversité » qu'est Russell l'orphelin, tandis qu'ici ou là surgit la violence des hommes, comme le traitement infligé par les éclaireurs afghans à un taliban (« On lui avait expliqué ce qui arriverait s'il était capturé par les talibans, ce qu'ils appelaient « la manière afghane » : castration ou éviscération, suivie d'une décapitation »), ou le sort réservé par les soldats américains à un combattant

tehtchéne. Sans concession dans sa description des atrocités commises de part et d'autre, rythmé par des dialogues savoureux dans la tradition du grand roman noir, « La Guerre de Wynne », pour revenir au titre original, met en scène la folie de l'homme et questionne le sens de la guerre, évoquant le film de Terrence Malick *La Ligne rouge*. « Il avait entendu des gens parler du "brouillard de la guerre", la confusion du feu de l'action, mais ces gens semblaient ne pas comprendre qu'il y avait quelque chose au-delà de cette confusion, au-delà du gris : des circonstances où l'univers se réduisait à du noir et blanc, à un soit/soit, et où les équations que vous parveniez à résoudre étaient à somme nulle. Reconnaitre ces circonstances, c'était cela le véritable défi, et Russell se dit que, pour le capitaine, de telles alternatives se résument à opter en faveur des principes ou en faveur des individus. »

Imprégnée d'une nature aussi majestueuse qu'inhospitalière, l'écriture d'Aaron Gwyn, auteur originaire des plaines de l'Oklahoma et professeur de littérature en Caroline du Nord, porte clairement (et dignement) l'héritage de Cormac McCarthy, l'un des plus belles plumes américaines contemporaines ; c'est d'ailleurs à l'auteur de *De si jolis chevaux* – cité en exergue –, de *La Route* et de *No Country for Old Men* (adapté au cinéma par les frères Coen) que Gwyn est volontiers comparé.

JÉRÔME DIAZ.

PRMI les nombreux ouvrages qui ont pris pour thème la guerre en Afghanistan, ce roman réjouira aussi bien les amoureux de littérature américaine et de *nature writing* que tous ceux qui sont lassés des roides explications de la géopolitique.

En pleine guerre d'Irak, Elijah Russell, petit-fils d'un ranger dont il a hérité l'amour des chevaux et le sens de la loyauté, sauve en extrême un cheval lors de la bataille de Falloujah. La BBC a filmé l'incident, et, pour cet acte aussi brave qu'insensé, Russell se retrouve recruté par le mystérieux capitaine Wynne pour une mission en Afghanistan dont il ignore l'objet. Il va en fait dresser les chevaux destinés à l'unité de cavaliers que crée Wynne, responsable d'un commando de « bérets verts ». L'auteur dit s'être inspiré d'une initiative surprenante qui fut effectivement prise au début de la guerre, quand les forces spéciales américaines rejoignent l'Alliance du Nord et poursuivirent l'ennemi sur des chevaux fournis par les Afghans.

Se développe alors un magnifique roman d'aventure, mené comme un western à l'ancienne. Russell dresse les quinze chevaux amenés par avion-cargo et se confronte à Wynne, qui n'est pas sans évoquer le Kurtz d'*Au cœur des ténèbres* de Joseph Conrad, transposé par Francis Ford Coppola dans *Apocalypse Now*. Sur fond de mission en territoire taliban s'épanouissent des instants de grâce,

## CINÉMA

## Chantal Akerman, héritière du silence

EN 1950, année de la naissance de Chantal Akerman, « Belge d'origine juive polonaise », « vieille enfant », « fille de la génération sacrifiée », comme elle aimait à se présenter (1), paraissait *Lazare parmi nous* (Seuil, Paris), de l'écrivain Jean Cayrol, qui avait connu le camp de Mauthausen et qui serait cinq ans plus tard l'auteur du commentaire de *Nuit et brouillard*, le film d'Alain Resnais. A rebours de ce qui deviendra bientôt la vulgate, l'interdiction de toute littérature sur le sujet, due notamment aux textes de l'essayiste Maurice Blanchot, Cayrol, ressuscitant la parabole de Lazare, montrait que, loin de le périmier, Auschwitz accélérerait l'art moderne : un « romanque lazaréen » doit accompagner la « nuit blanche de l'humanité » ouverte par les camps.

*No Home Movie* (2), le dernier film d'Akerman, qui a mis fin à ses jours le 5 octobre 2015, peu après la disparition l'année précédente de sa mère, survivante des camps, est un condensé de son cinéma, « lazaréen » s'il en est, et qui fut déclenché par une double commotion « moderne » : Jean-Luc Godard et *Pierrot le fou* en 1965, puis Michael Snow et *La Région centrale*, vu par la jeune fille à New York en 1971. « Il n'y a rien à ressasser disait mon père, il n'y a rien à dire disait ma mère, et c'est sur ce rien que je travaille », affirmait-elle. Ouvert et fermé par des images du désert (le Sinai?), *No Home Movie* montre le dialogue tendre et impossible, dans l'appartement de Bruxelles ou par Skype, de la cinéaste nomade et de sa mère.

En 1975 (l'année aussi de *W ou le Souvenir d'enfance* de Georges Perec, de *La Vie devant soi* de Romain Gary, des *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France* de Pierre Goldman...), elle renouvelle le cinéma avec *Jeanne Dielman, 23 quai du commerce, 1080 Bruxelles* (3), l'histoire d'une mère juive survivante, morte à la vie, ménagère obsessionnelle, qui se prostitue et qui tue quand elle connaît le plaisir. Trois heures dans un appartement filmé comme un désert. Un film féministe qui entame une très complexe « autobiographie de sa mère », non naturaliste, interprétée ici par Delphine Seyrig, le premier double de l'auteur, le second étant Aurore Clément qui, dans *Les Rendez-vous d'Anna* (1978), parcourt l'Europe de l'après-guerre pour y montrer ses films. Ces deux films inaugurent une œuvre d'une étonnante nouveauté.

« Ça pue la Pologne », disait Jean-Pierre Marielle, agent immobilier, à chaque visite, dans *Demain on déménage* (2004). La caméra d'Akerman n'a pas cessé de « déménager », ce qui apparaît avec force dans ses documentaires (réunis dans les éditions Shellac en 2011) : la Pologne et la Russie (*D'Est*) ; l'Amérique, celle vécue par les Mexicains (*De l'autre côté*) ou inspirée de William Faulkner (*Sud*) ; Israël (*Là-bas*)... Mais la cinéaste a également adapté Marcel Proust et Joseph Conrad (*La Captive, La Folie Almayer*). En quête d'une « chambre », d'une cuisine « à soi »... Dans ce cinéma lazaréen, la chaîne des femmes est le seul antidote à la folie et à la mort. Au mi-temps des *Rendez-vous d'Anna*, au cœur de ce film, au cœur de l'œuvre entière, la mère (Léa Massari) et la fille dialoguent dans le lit d'un motel de Bruxelles. « Proust voulait que sa mère lui lise des histoires. Moi, je voulais connaître l'histoire de ma mère. » Celle qui a subi la hache de l'histoire... *No Home Movie* nous mène au bord de cette « région centrale » (4).

JEAN-PIERRE SALGAS.



## ART

## Pour la beauté du monde

L'ART NOUVEAU, qui naît dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, est célèbre pour ses arabesques, courbes et volutes, et pour son amour des détails exotiques : des bouches de métro spectaculaires d'Hector Guimard au trait voluptueux de l'affichiste Alfons Mucha, c'est un style connu, dont l'exubérance ondulante trouvera un écho dans le graphisme psychédélique. Ce que l'on sait moins, c'est que l'Art nouveau fut un art engagé (1). Le Lorrain Emile Gallé (1846-1904), ébéniste fameux mais surtout créateur de vases et de lampes dont les multiples couches de verre aux décors gravés ont une étrangeté de rêve, en est l'un des plus saisissants représentants.

Gallé est républicain, patriote mais non nationaliste, dreyfusard, et il soutient les combats des peuples pour leur liberté, de l'Irlande à l'Arménie. Ces convictions, il va les porter sans timidité dans sa vie et les inscrire dans ses œuvres, par l'usage de symboles et de sentences. Via l'École de Nancy, dont il fut le premier président, suivi par son associé Victor Prouvé, se relient ainsi esthétique et politique, et rien n'est donc plus normal, par exemple, que l'intervention de ce dernier à la Maison du peuple, destinée à abriter l'Université populaire de

Nancy. Ce lien essentiel, la postérité l'a occulté avec une belle efficacité. A croire qu'un artiste n'aurait d'autre fonction que de décorer le monde tel qu'il est...

EVELYNE PIEILLER.

(1) François Parmentier et Valérie Thomas (sous la dir. de), *L'École de Nancy face aux questions politiques et sociales de son temps. Ceux qui vivent ce sont ceux qui luttent*, Somogy - Musée de l'École de Nancy, Paris-Nancy, 2015, 248 pages, 29 euros.

## IDÉES

ALBERT MEMMI. Portraits. – Sous la direction de Guy Dugas

CNRS Editions, coll. « Planète libre », Paris, 2015, 1290 pages, 45 euros.

Depuis le *Portrait du colonisé*, précédé d'un *Portrait du colonisateur* (1957), Albert Memmi, né en 1920 en Tunisie d'un père juif d'origine italienne et d'une mère berbère, a voulu « chercher les différentes manières de se libérer » de l'oppression. Pour cela, il a observé les relations complexes entre dominants et dominés et s'est interrogé sur ses contradictions et ses conflits intérieurs. C'est un large pan de ce qu'il considérait comme son « combat politique » qui vient d'être publié dans ce recueil qui réunit ses essais, dont *Portrait du décolonisé arabo-musulman* et de quelques autres, *Portrait d'un Juif* et *L'Homme dominé*. Il permet aussi, dans le droit fil de la critique génétique, l'accès à l'avant-texte (brouillons et notes inédits) de l'œuvre finale. Des dossiers critiques de présentation et de réception assurent une meilleure compréhension du contexte historique et des polémiques engendrées.

ALI CHIBANI

MARXISME ET UNIVERSALISME. Classes, nation, humanité(s). – Georges Gastaud

Delga, Paris, 2015, 480 pages, 28 euros.

La phrase de Karl Marx « Les prolétaires n'ont pas de patrie » est souvent citée. Mais la suite l'est moins : « Comme le prolétariat doit d'abord conquérir le pouvoir politique à son profit, s'élever en classe nationale, se constituer en nation, il est encore national dans cette mesure, bien que ce ne soit pas au sens où l'entend la bourgeoisie. » Dans son dernier essai, le philosophe Georges Gastaud, l'un des responsables du Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), défend une thèse que l'on pourrait résumer par « penser international, agir national ». Selon lui, la reconquête de la souveraineté des nations est un préalable indispensable au développement d'une solidarité entre les peuples libérés du capitalisme. Il plaide avec force pour sortir la France de l'Union européenne, des institutions financières internationales, de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). L'argumentation est solide, sauf lorsque l'auteur traite d'écologie ; il n'évite pas alors le travers de la caricature.

AURÉLIEN BERNIER

## SOCIÉTÉ

UNE AUTRE HISTOIRE DE L'ÉDITION FRANÇAISE. – Jean-Yves Mollier

La Fabrique, Paris, 2015, 432 pages, 15 euros.

Dans cette « autre histoire... », l'adjectif signifie que cet ouvrage complète les précédents travaux de l'auteur sur l'argent et les lettres, la presse et le pouvoir. Jean-Yves Mollier présente d'abord dans cette somme érudite les prémices de l'imprimerie, considérée comme une invention diabolique en raison de son utilisation immédiate par les luthériens. Il balaye ensuite les questions de censure sous l'Ancien Régime, avant de s'intéresser à son domaine de prédilection : les empires de l'édition, en particulier ceux de Louis Hachette et de Pierre Larousse, modèles du genre puisqu'ils se spécialisèrent dans les dictionnaires et l'édition scolaire tout en se souciant de la diffusion et de la commercialisation de leurs produits. Car, insiste Mollier, le livre n'est pas qu'un objet noble, il est également une marchandise qui s'inscrit dans une industrie convoitée. Les derniers chapitres, d'une grande clarté, questionnent le devenir d'un secteur en proie aux doutes face à la montée du numérique, d'Amazon et des réseaux sociaux.

NICOLAS NORRITO

## ÉCONOMIE

ALSTOM, SCANDALE D'ÉTAT. Dernière liquidation de l'industrie française. – Jean-Michel Quatrepoint

Fayard, Paris, 2015, 216 pages, 17 euros.

Comment l'un des fleurons de l'industrie nucléaire française a-t-il pu passer en 2014, avec l'assentiment de M. François Hollande, sous le contrôle du groupe américain General Electric ? Comment la presse a-t-elle pu présenter l'opération sous un jour positif ? Journaliste économique, Jean-Michel Quatrepoint a remonté le fil de l'affaire depuis l'époque où Alstom s'écrivait encore avec un *h*. On y voit les vicissitudes du groupe, ses erreurs stratégiques et technologiques, les fonds publics reçus sans contrôle démocratique. L'auteur révèle les pillages des actionnaires et les méthodes de l'Etat américain pour casser la concurrence, grâce à un arsenal législatif qui lui permet de faire le procès d'entreprises étrangères sous prétexte de lutter contre la corruption. Il a ainsi infligé à un groupe déjà exsangue une amende de 772 millions de dollars pour des affaires de pots-de-vin en Arabie saoudite, Egypte et Indonésie. Le coup, fatal, a conduit à cette vente du secteur électrique d'Alstom, ultraperformant, au géant américain.

MARTINE BULARD

## POÉSIE

INSTRUCTIONS, À L'INTÉRIEUR. Poèmes traduits de l'arabe par Abdellatif Laâbi. – Ashraf Fayad

Le Temps des cerises, Montreuil, 2016, 80 pages, 10 euros.

Originaire de Gaza, Ashraf Fayad a dû quitter la Palestine en 2000, à 20 ans, pour l'Arabie saoudite. Auteur de poèmes jugés blasphématoires, il a été accusé d'apostasie, un crime passible de la peine capitale dans le royaume, et condamné à la décapitation en novembre 2015. Après une campagne internationale de soutien (toujours en cours), la sentence a été commuée le 2 février 2016 en huit années d'emprisonnement assorties de huit cents coups de fouet. Le présent recueil, « objet du délit », a été publié en 2007 à Beyrouth. Dans une langue à la fois incisive et empreinte de mélancolie, l'auteur évoque le déracinement, la condition des réfugiés, « l'exil individuel loin du pays dont les ports (...) n'avaient pas de quais... ». Il clame son « rejet flagrant/de la religion flasque/de la fausse révélation », et dénonce un pays où « celui qui possède du pétrole/et couvre ses besoins/en suçant le sang de ses dérivés/est bien meilleur/que celui qui allume ses yeux/pour faire du cœur/un dieu ».

OLIVIER PIRONET

## MUSIQUE

AUSTERITY... AND WHAT ABOUT RAGE? – Manuel Hermia Trio, João Lobo et Manolo Cabras

Jackal Productions, 2015, 15 euros.

La colère contre l'austérité ne passe pas forcément par de grands discours. C'est ce que démontrent Manuel Hermia, au saxophone, João Lobo, à la batterie, et Manolo Cabras, à la contrebasse, dans cet album de jazz, appelé à la révolte aux intonations inédites, dont le quatrième donne son titre à l'album, ils explorent toutes les gammes d'une musique libre qui crée des formes neuves et aime aussi les métissages. Ainsi du *rujazz*, inspiré des ragas indiens, ou d'autres compositions parcourues d'influences indiennes, arabes, africaines, en une ouverture au monde et aux êtres, dans l'esprit libertaire et contestataire du jazz.

MARINA DA SILVA



HISTOIRE

**PIRATES DE LA LIBERTÉ.** Histoire détonante du détournement d'un paquebot et de la lutte armée contre Franco et Salazar (1960-1964). – Xavier Montanya

*L'Échappée*, Paris, 2016, 288 pages, 20 euros.  
En 1961, un commando hétéroclite d'anarchistes espagnols et de vieilles gloires maritimes portugaises détourne, après une escale au Venezuela, l'un des transatlantiques les plus modernes de l'époque, le *Santa Maria*. A bord, les centaines de passagers et l'équipage vont vivre une dizaine de journées sous les feux des projecteurs internationaux. Rebaptisé le *Santa Liberdade*, le navire, qui avait d'abord comme objectif de rejoindre l'Afrique en pleine décolonisation, promènera en fait ses poursuivants en Caraïbe. C'est pour amorcer un processus révolutionnaire que le Directoire révolutionnaire ibérique de libération (DRIL) a pris les commandes. Il dénonce le Pacte ibérique conclu entre les dictatures portugaise et espagnole. Après lui viendront le Mouvement ibérique de libération (MIL) et les Groupes d'action révolutionnaires internationalistes (GARI). Le journaliste Xavier Montanya éclaire ainsi une histoire héroïque et méconnue. Son livre d'aventures est fourni avec un appareil critique conséquent.

CHRISTOPHE GOBY

**LES FUSILLÉS, 1940-1944.** – Claude Penetier, Jean-Pierre Besse, Thomas Pouty et Delphine Leneveu

*Éditions de l'Atelier, coll. « Jean Maitron », Ivry-sur-Seine, 2015, 1952 pages, 30 euros.*  
Ce « dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages ou guillotins pendant la Seconde Guerre mondiale » est le fruit des recherches de près de cent vingt spécialistes d'histoire sociale et politique. Une claire introduction expose les grandes lignes de la répression policière allemande – mais trop peu l'énorme part que prennent la police et la justice françaises dans « l'impôt du sang par fusillade ». Elle présente les principales sources consultées et explique les conditions et les motifs de la réduction des probables « 15 000 à 20 000 exécutés et massacrés » à 4 300 fusillés : il ne fut pas possible d'en reconstituer la liste exacte. La combativité sociopolitique d'avant-guerre (Brigades internationales comprises), qui fit des militants la cible prioritaire de la répression, permit un engagement précoce et fournit l'essentiel des fusillés. Les biographies donnent substance au propos de François Mauriac (*Le Cahier noir*, 1943) sur la fidélité « de la classe ouvrière, dans sa masse, à la France profanée ».

ANNIE LACROIX-RIZ

BIOGRAPHIE

**LE 16<sup>e</sup> ROUND.** – Rubin «Hurricane» Carter  
*Les Fondateurs de briques, Saint-Sulpice, 2015, 512 pages, 24 euros.*

« Il aurait pu être champion du monde. » Dans sa chanson *Hurricane* (1974), Bob Dylan prenait la défense de Rubin Carter, accusé en 1966 d'avoir commis un triple meurtre dans un bar de Paterson, New Jersey. C'est après avoir lu l'autobiographie du boxeur que le chanteur avait pris fait et cause pour lui, organisant même une tournée en sa faveur. L'histoire de Carter est marquée par la violence : celle des gangs de rue qu'il rejoignit gamin, celle du centre de redressement dans lequel il se retrouva après un braquage, celle de la prison d'État où il passa quatre ans pour une agression. Lors de son passage dans l'armée, il se familiarisa avec l'art de la boxe, qu'il pratiqua à un très haut niveau. Il était « *uniquement fait pour la bagarre* », selon ses propres mots, mais a toujours nié l'assassinat de trois Blancs à Paterson. De nombreux éléments rassemblés dans son livre abondent dans son sens. Jurés noirs récusés avant le procès, preuves inexistantes, témoins manipulés se contredisant... tout était en réalité fait pour que l'ancien champion soit déclaré coupable et incarcéré jusqu'à la fin de ses jours. Ce fut seulement en 1985, après plusieurs demandes de révision du procès, qu'il fut libéré.

ÉRIC TANDY

ARTS

**VOYAGE DANS LA ROME BAROQUE.** Le Vatican, les princes et les fêtes musicales. – Patrick Barbier

*Grasset, Paris, 2016, 290 pages, 19 euros.*  
Après *La Venise de Vivaldi* (2002) et *Naples en fête* (2012), l'italianiste et historien de la musique Patrick Barbier achève son exploration des grandes scènes culturelles italiennes par la Ville éternelle. Dans cette trilogie des pratiques politiques, musicales et sociales de l'Italie baroque, la Rome des XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, du dôme de Saint-Pierre aux couleurs rosées de la villa Médicis, séduit immédiatement. Pour faire partager ce « *parfum de Rome* » que respirèrent en leur temps Christine de Suède ou Georg Friedrich Haendel, Barbier étudie les chroniques contemporaines écrites par des Romains, récits de voyageurs, correspondances ou Mémoires, et offre une promenade-découverte dans ce que Rome a alors de plus sublime : fêtes somptueuses dans les théâtres ou chez les cardinaux, cérémonies vaticanes, premiers opéras, concerts ou oratorios. Nous voici soudain chez les Barberini ou à la Chiesa Nuova. Ou à écouter avec délice Gregorio Allegri, qui écrit son *Miserere* pour la chapelle pontificale. Une redécouverte artistique.

ALIOCHA WALD LASOWSKI

LITTÉRATURE

Jack London, conteur de combat

EN 1903, à 27 ans, Jack London publie un roman animalier, *L'Appel de la forêt* (1). Comme dans *Le Peuple de l'abîme* (Phébus, 1999), récit de sa plongée dans la misère de l'East End à Londres, paru la même année, il y rend compte, mais par la fiction, d'une époque « de fer ». A travers l'histoire de Buck le Chien, « *soixante-dix kilos de dignité et de majesté* », brutalement arraché à son statut d'animal de compagnie pour se retrouver attelé à un traîneau en pleine ruée vers l'or dans le Grand Nord, s'affrontent deux visions du monde : celle d'une civilisation fondée sur le savoir et le contrat, et celle de l'hérédité, fondée sur la « *loi du gourdin et des crocs* » et la violence de l'état sauvage. La première est corruptrice, la seconde est barbare. Mais leur confrontation fait naître d'étranges prises de conscience, les unes d'ordre purement émotionnel, les autres d'ordre politique.

La découverte de la « vraie » vie ne se fait pas facilement. Buck passe de l'état de bibelot à celui d'instrument, pour enfin devenir sujet ; un sujet fruste dont les sentiments s'affinent à mesure que s'accroissent les contradictions entre soumission à l'ordre humain et allégeance à la meute originelle. Il découvrira les obscurs liens qu'entretiennent l'homme et la bête, tour à tour victimes et bourreaux, amoureux et haineux, en un enchevêtrement tel qu'aucun choix ne saurait être définitif. Buck finira par répondre à l'« appel », après avoir rompu pour de bon avec l'humanité en tuant quelques-uns de ses membres. Il restera une légende chez les Indiens pour avoir su redevenir ce qu'il était véritablement : un loup. Mais ce sont les hommes qui sont à l'origine de ce retour au monde sauvage... comme c'est la civilisation qu'ils ont édifiée dans le sang et les larmes qui condamne une majorité à l'« abîme » de la misère.

London ne tient pas un discours univoque : même le combat de classe peut selon lui être dévié de sa finalité émancipatrice, tant l'ordre de l'argent excelle à rabougir tout sens moral. C'est ce que conte la nouvelle *Coup pour coup* (1901), une fantaisie délibérément amoralisée (2). Les « *spadassins de Midas* », en référence au roi de la mythologie grecque qui

transformait en or tout ce qu'il touchait, constituent une mystérieuse organisation de « *prolétaires conscients de leur force* » qui déclare la guerre aux capitalistes. En exigeant du magnat des tramways, Eben Hale, un « *financement* » de 20 millions de dollars, ils ne font qu'appliquer, mais à leur profit, les règles élémentaires du darwinisme social – la loi du plus fort, ou du plus malin. « *Trusts et grandes firmes nous interdisent d'accéder aux situations pour lesquelles notre intelligence nous qualifie... parce que nous sommes dépourvus de capital.* » Il faut donc prendre l'argent là où il est, en faisant jouer la menace de tuer, à défaut de paiement, un ouvrier anonyme, une passante, un policier... Une progression implacable qui répond à l'implacabilité des oligarques. Mais pas question ici d'émancipation des travailleurs : « *Nous sommes simplement des hommes d'affaires qui ont une proposition commerciale à vous faire.* » Férocité de l'ironie face à la férocité du système.

Entre 1973 et 1984, le regretté Francis Lacassin, grand amoureux de la littérature hors piste, publie une cinquantaine d'œuvres de London dans la collection 10/18. C'est encore grâce à lui qu'on peut lire *Profession : écrivain*, une remarquable compilation de 93 textes esquissant le portrait de ce « *travailleur de la plume* » (3). Qu'ils prennent la forme de critiques littéraires, souvent lucides mais jamais malveillantes – comme l'article consacré à Rudyard Kipling –, d'astuces pour auteurs en herbe, d'attaques contre les rédacteurs peu scrupuleux ou les exploitateurs de la culture, ce sont autant d'hommages à l'intelligence et d'appels à la lutte qu'il est salutaire de découvrir en ce centenaire de la mort de London.

ARNAUD DE MONTJOYE.

- (1) Jack London, *L'Appel de la forêt*, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Martinet, Finitude, Le Bouscat, 2015, 176 pages, 16,50 euros.
- (2) Jack London, *Coup pour coup*, traduit par Philippe Mortimer, illustrations de Thierry Guitard (édition bilingue), Libertalia, Paris, 2015, 78 pages, 7 euros.
- (3) Jack London, *Profession : écrivain*, traduit par Francis Lacassin et Jacques Parsons, préface de Francis Lacassin, Les Belles Lettres, Paris, 2016, 392 pages, 13,90 euros.

ASIE

Au royaume de l'enfant unique

« **A**LORS qu'il a fallu à la France plus de deux siècles pour voir sa natalité chuter des trois quarts – lui laissant tout le temps nécessaire pour parachever sa révolution industrielle, réorienter son économie vers les services et développer un système de protection sociale universelle –, en Chine, cette transition de la natalité n'a pris que soixante-dix ans ! », souligne la spécialiste de la démographie chinoise Isabelle Attané (1). Autrement dit, Pékin doit opérer en deux ou trois générations une mutation économique et sociale que d'autres ont mis des siècles à accomplir. Cela ne se fera sûrement pas sans secousses.

Parmi les causes de cette chute accélérée, les politiques de contrôle (autoritaire) des naissances dans les années 1970, puis celle de l'enfant unique, lancée en même temps que les réformes économiques par Deng Xiaoping en 1979. « *En 1983, l'une des années les plus noires*, note Attané, quinze millions d'avortements et plus de vingt millions de stérilisations, souvent forcées, sont pratiqués. »

Dans son film *Shadow Days* (2), Zhao Dayong donne à voir, grâce à ses images sensibles dont la précision rappelle son passé de documentariste, l'acharnement du chef du parti à « remplir les objectifs » de stérilisations et d'avortements forcés dans un village fantôme aux confins de la Birmanie. Ce n'est pas le sujet central de cette fiction à la fois cruelle, tendre et drôle, mais il y apparaît comme symbolique d'une société fondée sur le mensonge, la corruption et le mépris des êtres humains.

En 2015, la loi sur l'enfant unique a été jetée aux oubliettes par le gouvernement. L'interdit a disparu, mais les conditions de vie difficiles s'avèrent tout aussi dissuasives. Même les couples autorisés depuis deux ou trois ans à avoir plusieurs enfants (quand l'un des parents est enfant unique) y ont renoncé, principalement en raison du coût de la crèche, du logement pour les citadins, de l'école et de la santé. C'est encore plus vrai pour les migrants, ces salariés des villes issues de la campagne qui ne disposent d'aucun droit, malgré la réforme promise et toujours remise dans les cartons. Il est fort peu probable que le taux de natalité se redresse tant que les inégalités resteront aussi fortes et les prestations sociales aussi faibles.

Les conséquences sont connues : le vieillissement de la population au moment où la croissance économique se ralentit, tandis que le chômage commence à toucher les plus diplômés. Actuellement, on compte 3,1 actifs pour un retraité ; en 2050, on devrait tomber à 1,3. Bien sûr, des leviers existent : amélioration de l'efficacité du travail, augmentation des services à la population, etc. Mais une course de vitesse est engagée. « *La Chine est-elle à bout de souffle ?* », interroge Attané. La Chine ? Peut-être pas. Son modèle de développement, à coup sûr.

Cette politique de l'enfant unique n'a pas eu que des conséquences économiques et démographiques. Elle a forgé une génération de petits princes ultraprotégés et même idolâtrés par leur parents, au point qu'ils sont incapables de se débrouiller seuls dans leur vie d'adulte. Fort subtilement, la journaliste et écrivaine chinoise Xinran dresse des portraits émouvants et parfois comiques de ces jeunes choyés à l'extrême (3). Vivant à Londres et retournant en Chine deux fois par an, elle n'a elle-même qu'un enfant. Elle croise sa propre expérience avec celle des jeunes Chinois qu'elle accueille et rencontre. Et elle demande à chacun ce qu'il pense de l'affaire Yao Jiaxin, qui, en octobre 2010, a secoué le pays : au volant de sa voiture, un brillant étudiant, en troisième année du conservatoire de musique, renverse une migrante de 26 ans ; quand il la voit relever sa plaque d'immatriculation, il la poignarde, de peur qu'elle ne témoigne – ce qui compromettrait sa carrière et affligerait ses parents, qui ont tout sacrifié pour ses études. Son geste a enflammé les réseaux sociaux chinois, certains le comprenant, voire l'excusant, et les autres le condamnant. Ce fait divers, tout comme le débat qui a enflammé la blogosphère, est devenu emblématique de ces relations entre parents et enfant unique qui modèlent les mentalités.

MARTINE BULARD.

- (1) Isabelle Attané, *La Chine à bout de souffle*, Fayard, Paris, 2016, 267 pages, 19 euros.
- (2) Zhao Dayong, *Shadow Days*, Dissidenz Films, Paris. Sorti en salles le 30 mars 2016.
- (3) Xinran, *L'Enfant unique*, Philippe Picquier, Arles, 2016, 384 pages, 23 euros.

DANS LES REVUES

■ **SURVIVAL.** Selon Michael J. Boyle, le nouvel ordre international se caractérisera par une montée en puissance des États autoritaires et par le déclin de l'influence américaine. Matthias Matthijs analyse la responsabilité allemande dans les crises qui frappent l'Union européenne. (Vol. 58, n° 2, avril-mai, bimestriel, sur abonnement. – 2121 K Street, NW, suite 801, Washington DC 20037, États-Unis.)

■ **NEW LEFT REVIEW.** Un article posthume de Benedict Anderson revient aux sources de l'opposition entre « chemises rouges » et « chemises jaunes » en Thaïlande. Un entretien avec Stathis Kouvelakis sur l'essor et l'échec de l'expérience Syriza en Grèce. (N° 97, janvier-février, bimestriel, 10 euros. – 6 Meard Street, WIG OEG, Londres, Royaume-Uni.)

■ **THE BAFFLER.** Les valeurs politiques suprêmes de la liberté et de la sécurité, et les efforts déployés pour les subvertir au prétexte de la peur. Thomas Frank décrit Martha's Vineyard, île au large du Massachusetts où se retrouvent les démocrates cousus d'or. (N° 30, trimestriel, 30 dollars par an. – MIT Press, 55 Hayward Street, Cambridge, MA 02142-1325, États-Unis.)

■ **HARPER'S.** Le mensuel prend position en faveur de la légalisation de toutes les drogues, seul moyen, estime-t-il, de combattre à la fois le marché noir et la corruption et la violence qui l'accompagnent. M. Ralph Nader prend la défense des avocats américains quand ils pourchassent les multinationales. (N° 1991, avril, mensuel, 6,99 dollars. – 666 Broadway, New York, NY 10012, États-Unis.)

■ **THE FEDERALIST.** Cette revue du mouvement fédéraliste européen présente la crise grecque comme un levier en vue d'une union politique de la zone euro. Une analyse du nouveau rôle de la Banque centrale européenne dans la crise de la dette souveraine. (Vol. LVIII, 2015, annuel, 35 euros. – Via Villa Glori 8, 27100 Pavie, Italie.)

■ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** Wolfgang Streeck commente l'avenir de l'euro et la politique de la dette. L'écrivain Colm Tóibín raconte l'histoire de l'insurrection de Pâques à Dublin en 1916, et sa perception par James Joyce, William Butler Yeats, etc. (Vol. 38, n° 7, mars, bimensuel, 3,95 livres. – 28 Little Russell Street, Londres WC1A 2HN, Royaume-Uni.)

■ **INTERNATIONAL AFFAIRS.** Quinze ans après l'adoption de la résolution 1325 par les Nations unies, bilan (très) critique d'une politique visant à intégrer la dimension du genre dans la prévention et la résolution des conflits. (Vol. 92, n° 2, mars-avril, bimestriel, abonnement : 735 euros. – Chatham House, 10 St. James's Square, Londres SW1Y 4LE, Royaume-Uni.)

■ **AFRIQUE-ASIE.** Un article laudateur sur l'action du président algérien Abdelaziz Bouteflika depuis sa première élection au printemps 1999 et un dossier sur les défis sécuritaires auxquels fait face l'Algérie. (Avril, mensuel, 4 euros. – 3, rue de l'Atlas, 75019 Paris.)

■ **REVIEW OF ARMENIAN STUDIES.** Au moment où le Karabakh flambe de nouveau, plusieurs articles permettent de mieux comprendre les relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie depuis l'éclatement de l'URSS. (N° 32, semestriel, 9 dollars. – Süleyman Nazif Sokak 12/B Daire : 2 06550 Cankaya-Ankara, Turquie.)

■ **GLOBAL ASIA.** Plusieurs contributions de chercheurs (américains, chinois, malaisien, néo-zélandais...) recensent les pistes pour désamorcer les tensions et consolider la paix en mer de Chine. (Vol. 11, n° 1, printemps, trimestriel, 15 000 won. – East Asia Foundation, 4th fl., 116 Pirundae-ro, Jongno-gu, Séoul 110-032, Corée.)

■ **MONDE CHINOIS.** Les enjeux des nouvelles routes de la soie définies par Pékin, la question ouïgoure, les rapports entre la Chine et la Corée du Nord, etc. (N° 42, hiver, trimestriel, 20 euros. – 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris.)

■ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY.** Le procès de l'ancien président tchadien Hissène Habré à Dakar illustre les progrès de la lutte contre l'impunité en Afrique. (N° 353, avril, mensuel, 3,50 euros. – 76, boulevard de la Villette, 75940 Paris Cedex 19.)

■ **REVUE TIERS MONDE.** Une réflexion sur l'« inclusion financière » : l'accès aux services financiers aide-t-il les plus démunis ou sert-il les banquiers ? Des exemples tirés du monde entier étayent les analyses des spécialistes. (N° 225, janvier-mars, trimestriel, 20 euros. – Institut d'étude du développement économique et social, 45 bis, avenue de la Belle-Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne Cedex.)

■ **RACE & CLASS.** Portraits croisés de Lagos et Detroit, deux « villes globales » ; l'utilisation du concept d'« identité nationale chrétienne » dans la Hongrie de M. Viktor Orbán ; comment le Royaume-Uni tente de maintenir son influence grâce à l'impérialisme entrepreneurial. (Vol. 57, n° 4, avril-juin, trimestriel, sur abonnement. – 2-6 Leek Street, King's Cross Road, Londres WC1X 9HS, Royaume-Uni.)

■ **CRITIQUE INTERNATIONALE.** L'essentiel du numéro est consacré à l'internationalisation des causes sexuelles. A noter, l'histoire des combats liés à la sexualité et une analyse du harcèlement sexuel en Égypte, qui ne date pas de ces dernières années. (N° 70, janvier-mars, trimestriel, 22 euros. – Presses de Sciences Po, Paris.)

## CINÉMA

## Raoul Ruiz ou le refus des normes

*A Paris, la Cinémathèque française présente jusqu'à la fin mai la première grande rétrospective mondiale consacrée au cinéaste franco-chilien Raoul Ruiz, avec une soixantaine de films, dont plusieurs inédits et dont beaucoup ont été restaurés pour l'occasion. Cette œuvre foisonnante fut bâtie sans jamais obéir aux règles imposées par l'industrie et le marché du cinéma.*

PAR GUY SCARPETTA \*

QUE DIRE DE RAOUL RUIZ? Qu'il fut l'un des cinéastes les plus originaux de ces cinquante dernières années? Sans doute le plus prolifique aussi (120 films en quarante ans...)? Qu'il a inventé un langage cinématographique, d'un baroque exacerbé, qui n'appartient qu'à lui? Qu'il faisait partie de ces rares créateurs pour qui l'imagination commande tout? Qu'on n'a certainement jamais, au cinéma, depuis Luis Buñuel, manifesté autant de liberté dans la conduite des récits?

Une telle fécondité, en tout cas, peut surprendre. La filmographie pléthorique de Ruiz se partage certes entre de grosses productions (*Le Temps retrouvé*, *Mystères de Lisbonne*) et des films expérimentaux, souterrains, tournés sans moyens – en passant par tous les registres intermédiaires. Ruiz, en réalité, ne négligeait aucun des projets qu'on lui proposait, estimant pouvoir toujours y faire passer un peu de sa liberté créatrice ou de son style singulier. Il avait toujours vingt scénarios en tête et dix projets en chantier, dont quelques-uns seulement se concrétisaient: il n'était heureux, au fond, que lorsqu'il tournait (d'où son peu d'intérêt pour le sort des films une fois qu'ils étaient terminés – et le grand nombre de ses œuvres inachevées, ou même perdues). Ruiz restera celui qui s'est débrouillé, pendant toute son existence, pour parvenir à faire du cinéma *tout le temps*.

Que retenir de sa vie? Il était né au Chili, en 1941. Après avoir commencé des études de cinéma documentaire en Argentine, il s'en est très vite éloigné, réfractaire aux normes qu'on tentait de lui inculquer. Il fut un temps monteur à la télévision, auteur de feuilletons pour une chaîne mexicaine, en même temps qu'il commençait à réaliser ses premiers films, avec très peu de moyens. Il fut au cœur de l'effervescence culturelle et artistique de la période où Salvador Allende présidait le Chili de l'Unité populaire (1970-1973), membre d'un groupe de réflexion sur le cinéma au sein du Parti socialiste (qui regroupait du reste, à l'époque, toutes les tendances de la gauche non communiste, jusqu'aux maoïstes). Le coup d'Etat du général Augusto Pinochet l'amena à s'exiler en Europe. Il se fixa vite à Paris, où il trouva peu à peu un réseau de solidarités lui permettant de continuer à filmer. Jusqu'à ces deux films surprenants inspirés par Pierre Klossowski, *La Vocation suspendue* et *L'Hypothèse du tableau volé*, qui attirent sur lui l'attention des critiques et des cinéphiles. A partir de là, sa vie se confond littéralement avec son œuvre, luxuriante, échappant à toute commune mesure – jusqu'à sa mort, en 2011.

Ruiz fut véritablement subversif, insoumis, dans sa façon d'avoir su créer ce monde à l'encontre de toutes les règles imposées par l'industrie et le marché du cinéma. Ce qui supposait une extraordinaire aisance à circuler entre différents systèmes de production, à les contourner, à les jouer les uns contre les autres ou à les transgresser de l'intérieur. Ruiz, au milieu de tout cela, n'a cessé d'être, dans son art même, insolemment libre, réfractaire à la tyrannie des normes – aussi bien celles du système hollywoodien des blockbusters, que celles, non moins stéréotypées, du prétendu «cinéma d'auteur» à la française.

Ruiz a souvent emprunté des genres constitués. Chaque fois, ce fut pour en outrepasser les codes, faire passer en eux ce qu'ils excluent ordinairement, les pousser au paroxysme, introduire en eux des mutations génétiques. *Généalogies d'un crime* vise à résoudre une énigme policière, mais déplace l'intérêt du spectateur vers de tout autres enjeux (des zones de transferts, de vertiges inconscients, de progression des incertitudes). *Klimt* reconstitue bien quelques grandes scènes de la vie du peintre, mais filtrées par l'agonie du personnage, transfigurées

par le délire d'un moribond, et bousculant en passant toute chronologie. *Mystères de Lisbonne* ne cesse d'exaspérer les clichés du roman-feuilleton (les rebondissements rocambolesques, les coïncidences) pour les faire foisonner, délirer, jusqu'à ce qu'ils basculent, aux antipodes de tout cinéma naturaliste ou illusionniste, dans un univers fictif proprement ruizien: celui des espaces-temps parallèles, des télescopages d'éléments logiquement incompatibles, des secrets embottés, des intrusions d'une histoire dans une autre.

Tout se passe plutôt comme s'il s'agissait pour lui, chaque fois, de répondre à un défi. C'est ainsi qu'il a réussi, dans *Klimt*, à transposer le style pictural du peintre, frontal et statique, dans le monde de la profondeur de champ et des images-mouvements; ce qui, tout à la fois, s'oppose au caractère iconique et figé des images de Klimt et rivalise avec le dynamisme outrancier des formes qui s'y inscrivent. Dans *Le Temps retrouvé*, le défi consistait à trouver, de même, une transposition visuelle des grands partis pris littéraires proustiens, sans chercher à les «illustrer»; et à inventer l'équivalent filmique de la phrase proustienne, longue, sinieuse, emplie d'incidentes et d'expansions, dans un usage éblouissant des travellings et des mouvements de caméra, suscitant une prodigieuse impression d'instabilité. D'où, plus qu'une adaptation, une «variation sur des thèmes de Proust», et la création d'un monde cinématographiquement proustien. «*Je n'ai pas adapté Proust*, disait-il, *je l'ai adopté.*»

On peut voir dans son œuvre, sans doute, l'un des sommets de l'art baroque au cinéma, soutenu par une prodigieuse inventivité formelle (dans l'extravagance calculée des angles de prise de vue, la multiplicité des centres, l'usage intensif de la profondeur de champ, accentuant les paradoxes visuels rassemblés dans l'image, l'audace et les houles des déplacements de caméra). Mais il ne faudrait pas oublier que l'invention, chez lui, touchait aussi à la construction même des récits. D'où l'intérêt de ce film trop méconnu qu'est *Combat d'amour en songe* (le plus «ruizien», certainement, de tous les films de Ruiz, et l'un des plus éblouissants de sa filmographie), où les séquences narratives sont proprement générées par une combinatoire très précise de thèmes et de motifs hétérogènes, entrant en collision, se croisant, se superposant, suscitant de multiples interactions. Jusqu'à ce que le spectateur perde pied et doive se laisser entraîner dans les vertiges et les labyrinthes d'une imagination sans frein, débordant très largement le strict «système» qui en a donné l'impulsion.

COMME tout grand artiste, Ruiz a conquis son territoire singulier sur des œuvres antérieures, de référence: celles de Buñuel, d'Orson Welles (l'arrière-plan le plus présent) – mais aussi, pour le hiératisme pictural de certains plans, celles de Carl Theodor Dreyer ou de Pier Paolo Pasolini. Si l'on regarde ses films, cependant, on perçoit qu'il y a aussi des récits construits comme des «jardins aux sentiers qui bifurquent», du «fantastique d'érudition» (1), des mondes conçus comme des labyrinthes, des événements qui ne sont que la projection ou la répétition d'événements antérieurs, comme dans les fictions de Jorge Luis Borges. Mais aussi des effractions et des collisions de temporalités, comme chez Alejo Carpentier; une transfiguration magique du quotidien, comme chez Gabriel García Márquez; des énigmes enchâssées et un jeu avec les codes des récits populaires, comme chez Mario Vargas Llosa; des transitions progressives vers l'étrangeté, comme chez Julio Cortázar; des enchevêtrements de temps hétérogènes, avec des réincarnations, des présences spectrales, comme dans *Terra Nostra* de Carlos Fuentes. Les films de Ruiz, en somme, ne rivalisent pas seulement avec d'autres œuvres cinématographiques, mais tout aussi bien



ROBERTO MATTA.  
– « The Unthinkable »  
(L'Impensable), 1957

ADAGP - UNIVERSAL HISTORY ARCHIVE - UIG - BRIDGEMAN IMAGES

## DANS LES REVUES

□ **LA REVUE NOUVELLE.** Retour sur la conférence de Paris et le «multilatéralisme mou», avec un éclairage sur les dangers du grand marché transatlantique, «arme de destruction massive du climat». (N° 2/2016, huit numéros par an, 12 euros. – 19, rue du Marteau, 1000 Bruxelles, Belgique.)

□ **XXI.** Une enquête sur la prison de Saydnaya en Syrie, creuset de futurs djihadistes, qui, après des années de détention dans des conditions inhumaines, ont été libérés en 2011. Certains sont désormais des responsables de l'Organisation de l'Etat islamique. (N° 34, printemps, trimestriel, 15,50 euros. – 27, rue Jacob, 75006 Paris.)

□ **ETUDES.** Très impliqué dans la préparation de la conférence de Paris, le climatologue Jean Jouzel considère qu'il n'était pas possible d'espérer davantage compte tenu des échecs antérieurs. Il rappelle pourtant que l'objectif de ne pas dépasser 2°C de réchauffement requiert un pic d'émissions en 2020. (N° 4226, avril, mensuel, 12 euros. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

□ **SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES.** Enquête sur les professeurs d'éducation physique et sportive en France. Analyse du processus collectif de création d'un feuilleton télévisé à partir du cas de *Plus belle la vie*. (N° 101, avril-juin, trimestriel, 29 euros. – Presses de Sciences Po, Paris.)

□ **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE.** Dossier sur la représentation politique, la préférence à parler au nom d'un groupe social jamais acquise pour de bon. Démonstration sur des terrains très divers: l'Organisation internationale du travail ou le *community organizing* à Los Angeles. (Vol. 66, n° 1, février, bimestriel, 23 euros. – Presses de Science Po, Paris.)

□ **MIGRATIONS SOCIÉTÉ.** Le dossier s'interroge sur l'existence d'un «racisme institutionnel» en France: quand ce concept est-il apparu? Quels en sont les usages militants? Est-il préférable de parler de «discriminations systémiques»? Comment analyser le statut de «gens du voyage»? (Vol. 28, n° 163, janvier-mars, bimestriel, 18 euros. – CLEM, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.)

□ **CRITIQUE.** Poser «de manière neuve la question du français, de son état et de son statut»: du questionnement des regrets quant à l'usage croissant d'un anglais «globish» à l'analyse de ce que signifie la promotion d'une langue sans genre, en passant par la célébration du fait que «le français soit aujourd'hui une langue dominée». (N° 827, avril, mensuel, 11,50 euros. – 7, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris.)

□ **A BÂBORD!** «Repenser l'alimentation» au niveau mondial: problème du gaspillage alimentaire, modification chimique des denrées, libre-échange agricole ou encore astuces des supermarchés pour inciter les clients à consommer. (N° 64, avril-mai, bimestriel, 6,95 dollars canadiens. – 5819, De Lorimier, Montréal, QC, H2G 2N8, Canada.)

□ **MÉDOR.** Dans son deuxième numéro, la jeune revue belge dresse un portrait au vitriol de M. Marc Van Montagu, lobbyiste en chef de Monsanto. Egalement: une enquête sur le commerce des ovules; «Djihad express», le parcours d'un adolescent bruxellois radicalisé en moins de trois mois et disparu en Syrie. (N° 2, printemps, trimestriel, 15 euros. – Rue Saint-Hubert 135, 5100 Dave, Belgique.)

□ **JEF KLAK.** Brider/débrider: quels liens les humains tissent-ils avec les animaux? Trois cents pages de textes, d'images et de liberté. (N° 3, printemps-été, annuel, 16 euros. – Marabout, 30, avenue Mathurin-Moreau, 75019 Paris.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Vincent Cheynet critique l'engouement pour les monnaies locales: «*Pourquoi ne pas exiger d'abord le retour à la souveraineté monétaire nationale avant de réclamer des monnaies locales?*» (N° 128, avril, mensuel, 2,50 euros. – 52, rue Crillon, BP 36003, 69411 Lyon Cedex 06.)

□ **SILENCE.** Une réflexion sur la taille des coopératives: perdent-elles leur âme en grossissant? A partir d'un certain seuil, le dispositif démocratique de l'entreprise demande une organisation qui ne doit pas être sous-estimée. (N° 444, avril, mensuel, 4,60 euros. – 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.)

□ **CQFD.** Retour sur le mouvement étudiant de 1986 contre la loi Devaquet; visite du «salon des boulots de merde» qui s'est tenu à Paris le 8 mars 2016; l'accueil des réfugiés en Allemagne est-il aussi accueillant que le prétend Mme Angela Merkel? (N° 142, avril, mensuel, 4 euros. – BP 70054, 13192 Marseille Cedex 20.)

□ **L'EMPAILLÉ.** Cette nouvelle voix de la dissidence dans l'Aveyron propose une enquête sur *La Dépêche du midi*, fleuron de l'empire Baylet. (N° 1, printemps, cinq numéros par an, 2 euros. – 45, avenue Joseph-Vidal 12580 Villecomtal.)

□ **CASSANDRE.** Une série de reportages et de rencontres sur des lieux de dégradation, notamment la «nouvelle jungle de Calais»; un entretien avec Thierry Pariente, directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre... (N° 105, printemps, trimestriel, 9 euros. – 16, rue Girardon, 75018 Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues :

[www.monde-diplomatique.fr/revues](http://www.monde-diplomatique.fr/revues)

\* Ecrivain. Auteur, avec Benoît Peeters, de *Raoul Ruiz le magicien*, Les Impressions nouvelles, Bruxelles, 2015.

(1) La formule est de Michel Foucault, à propos de Jorge Luis Borges.

(2) Cf. les passionnantes contributions d'Anne Alvaro, Féodor Atkine, Arielle Dombasle, John Malkovich, Jacques Pieiller, Melvil Poupaud, Edith Scob, Christian Vadim et Elsa Zylberstein dans *Raoul Ruiz le magicien*, op. cit.

## Votre percepteur est coté en Bourse

PAR CHRISTIAN DE BRIE \*

LA FUITE de documents financiers (plus de onze millions) d'un cabinet panaméen, Mossack Fonseca, a provoqué « le tournis, le vertige et la nausée », selon les termes d'un éditorial du *Monde* (5 avril 2016). Une diffusion plutôt sélective, centrée sur les hommes politiques et les dictateurs, les vedettes du sport et du spectacle et les milliardaires célèbres; moins sur les entreprises multinationales et les grandes fortunes anonymes, clientes du cabinet, où leur argent côtoie celui du crime organisé et du terrorisme; moins encore sur les banques, cabinets d'avocats et de gestion de fortunes, intermédiaires obligés au service des bénéficiaires pour un blanchiment et un recyclage anonymes.

Les « Panama papers » font suite à une série de scandales récents : UBS en 2008, LuxLeaks en 2014, SwissLeaks en 2015... Ils ont contribué à soulever un peu plus un coin du lourd tapis sous lequel se dissimulent évasion fiscale et criminalité financière. Car l'archipel des paradis fiscaux (1) compte une centaine de places; il abrite 16 000 à 18 000 milliards de dollars, gérés par 4 000 banques et 2,4 millions de sociétés-écrans, par où transitent 50% des flux financiers et du commerce planétaire. Rouage indispensable du capitalisme mondialisé, toléré par les Etats depuis des décennies – en dépit des efforts récents, en particulier de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour en limiter les débordements –, il n'est pas près de disparaître. Risible, la rodomontade de M. Nicolas Sarkozy fanfaronnant, le 23 septembre 2009 sur TF1 et France 2: « *Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est terminé!* » Avec la matière imposable escamotée, ce qui aurait dû constituer les recettes fiscales des Etats passe dans le secteur privé. Rien d'étonnant à ce que les centaines de milliers de tonnes de bananes consommées en Europe soient importées de... Jersey, mieux connue pour héberger fictivement des bénéfices en franchise d'impôts que pour sa production de fruits tropicaux. Ou à ce que la plupart des multinationales actives en France y paient moins de 10% d'impôts sur les bénéfices, bénéfices que minorent déjà outrageusement des règles et pratiques comptables certifiées par les quatre principales sociétés d'audit internationales. Mais si la fraude, en France, représente 60 à 80 milliards d'euros – près de deux fois le montant de l'impôt sur les sociétés –, il est inutile d'y avoir recours pour s'approprier, au détriment des autres contribuables, une part de ce qui devrait revenir aux impôts.

Confortablement installé sur votre canapé, grignotant chips et saucisses sèches, vous suivez sur votre écran l'arrivée d'une course opposant le trimaran du géant de la charcuterie à celui du roi de la pomme de terre. Savez-vous que la facture de la régates est dans votre assiette? Les coûts de la

course et des bateaux affrétés par les sociétés pour leur promotion sont intégralement répercutés dans le prix des produits qu'elles vous vendent. En réalité, elles ont effectué sur vous un prélèvement pécuniaire, par voie d'autorité, à titre définitif et sans contrepartie directe, ce qui est la définition même de l'impôt. Il en est ainsi, entre autres, de toutes les dépenses de publicité – en France, près de 30 milliards d'euros, soit les trois quarts du produit de l'impôt sur les bénéfices –, intégrées dans le prix des biens et des services vendus au consommateur. Jadis privilège régulier de l'Etat, le pouvoir de lever l'impôt est partagé avec l'entreprise, qui effectue ses propres prélèvements. Il y a un percepteur privé coté en Bourse.

Mieux : vous payez deux fois. Car les coûts de la régates font partie des charges déductibles minorant d'autant le bénéfice imposable, réduisant l'impôt correspondant, donc les recettes de l'Etat, qui, pour les maintenir au même niveau, se rattrapera sur vous. Si les entreprises sont astucieuses – et elles le sont –, elles placeront l'événement sous le signe de quelque cause humanitaire à laquelle elles reverseront une partie des recettes, ce qui leur permettra de déduire du montant de leur impôt jusqu'à 60% du don effectué. Et, là encore, l'Etat récupérera auprès de vous l'impôt perdu passé dans la poche des sociétés. Ainsi, vous aurez financé sans le vouloir la majorité de leurs bonnes œuvres. Ne comptez pas qu'elles vous remercient en vous faisant figurer sur la liste des généreux donateurs. Les généreux donateurs? Ce sont elles. Elles se chargent de le faire savoir avec une discrétion de parvenu.

RIEN d'étonnant, donc, à ce qu'elles raffolent du mécénat humanitaire, culturel, sportif ou « vert ». Des exemples? Certaines enseignes d'hypermarchés ont pris l'habitude de faire don à des associations caritatives de leur surplus encore consommable. Une générosité propre à « positiver » leur image. Bienvenue dans la famille des Bisounours. Sauf que 60% de la valeur du don est déductible du montant de leur impôt. Autrement dit, c'est le contribuable, nous, qui finançons sans le savoir l'essentiel de l'aide alimentaire dont l'entreprise s'attribue le mérite. Elle y est d'autant plus encouragée qu'elle évite ainsi de payer la taxe spéciale sur les déchets organiques qui frappe les aliments primés passés à la Javel. Une loi vient de rendre ces dons obligatoires sans pour autant supprimer les avantages fiscaux censés inciter les grandes enseignes à un comportement décent. Nous continuerons donc à les payer pour qu'elles veuillent bien se conformer à la loi et se débarrasser des stocks excédentaires. Aux associations bénéficiaires de faire le tri des palettes et des déchets non consommables.



WILLIAM RAMSAY. – « Masquerade » (Mascarade), vers 1990

Autre exemple? La multinationale du luxe Moët Hennessy - Louis Vuitton (LVMH) s'est découvert pour la création artistique une passion dévorante (lire l'article pages 22 et 23), et d'autant plus méritoire que son président-directeur général, M. Bernard Arnault, première fortune de France, a bâti son groupe sans jamais rien créer, en prenant le contrôle par tous les moyens, en bon prédateur, de marques prestigieuses. Mais, une fois les actionnaires rassasiés, que faire des bénéfices excédentaires pour qu'ils échappent à l'impôt « confiscatoire »? Une solution : les investir en partie dans l'art et la culture, élégante façon de valoriser les produits de luxe vendus sur le marché, comme un grand vin accompagne un mets raffiné. Pour ce faire, on constitue une fondation – la Fondation Louis Vuitton – que l'on contrôle, financée par des donations prises sur les bénéfices, donations déductibles de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 60% dans la limite de 0,5% du chiffre d'affaires. Quand ce chiffre se monte à 35 milliards d'euros (2015), comme c'est le cas pour LVMH, le plafond est donc de 175 millions par an, sur lesquels on récupère 105 millions d'euros, bonus que l'on peut reporter sur les cinq années suivantes si on ne l'a pas épuisé. De quoi financer de belles réalisations, dont un superbe musée érigé au bois de Boulogne, à Paris, sur un terrain acquis en bordure du Jardin d'acclimatation, parc d'attractions de vingt hectares dont l'exploitation a été concédée à... LVMH. Une fois de plus, l'Etat, c'est-à-dire le contribuable, finance l'essentiel du budget de la fondation sans aucun droit de regard sur sa politique.

En définitive, tout se passe comme si les pouvoirs publics, censés représenter en démocratie la volonté des citoyens, abandonnaient au secteur privé les moyens de financer les politiques culturelles, sportives, environnementales et autres, en lui transférant indirectement une partie des recettes fiscales et le pouvoir de lever l'impôt, au prétexte que l'Etat... n'a plus d'argent! A charge pour lui de contrôler le bon usage de l'impôt privatisé. Une gageure, selon un rapport public (2), vu l'explosion du nombre des fondations d'entreprise et leur possibilité de financer

des activités et des opérations hors du territoire national. Cette évolution s'inscrit dans un mouvement plus global de privatisation des moyens d'action des Etats au profit de ceux que Susan George appelle les « usurpateurs » (3).

TEL UN MILLEFEUILLE, le code des impôts est truffé de dispositions pudiquement appelées « niches fiscales » au service des mieux lotis, particuliers et entreprises. Chacun sait que, dans sa majestueuse impartialité, la loi interdit aux pauvres comme aux riches de coucher sous les ponts. De la même manière, elle encourage les uns et les autres à investir dans une foule d'activités allant de l'immobilier à la production cinématographique en passant par la domesticité, leur permettant de déduire de leurs impôts une part importante des sommes affectées. Dans cette course à l'échelote fiscale, les 1% les plus riches et les grands groupes sont forcément les mieux servis.

Tous ces privilèges n'ont pas de quoi émouvoir la grande presse; sans doute parce qu'elle en croque : 66% des dons qu'elle reçoit sont défiscalisés sans qu'elle ait à prouver qu'elle sert réellement l'intérêt général, tandis que ses journalistes bénéficient d'un abattement forfaitaire de 7 650 euros. Quant aux quelques privilégiés à la tête des grands groupes, ils se logent, se déplacent, se régalent, somptueusement, aux frais de l'entreprise, c'est-à-dire en partie aux nôtres. A l'aune de la mondialisation, cela ne représente pas grand-chose, se défendront-ils; et, en tout état de cause, on sait bien que l'argent ne fait pas le bonheur. Mais, comme l'écrivait il y a un siècle Jules Renard dans son *Journal*, « si l'argent ne fait pas le bonheur, rendez-le ».

(1) Lire le dossier « Dans l'archipel planétaire de la criminalité financière », *Le Monde diplomatique*, avril 2000.

(2) Rapport du conseiller d'Etat Gilles Bachelier sur « Les règles de territorialité du régime fiscal du mécénat », Paris, février 2013.

(3) Susan George, *Les Usurpateurs. Comment les entreprises transnationales prennent le pouvoir*, Seuil, Paris, 2014.

## SOMMAIRE

**PAGE 2 :**  
 Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

**PAGE 3 :**  
 Contester sans modération, par **PIERRE RIMBERT**.

**PAGES 4 ET 5 :**  
 Dans le Nord, emploi en miettes et sentiment d'abandon, par **GILLES BALBASTRE**. – En attendant la taxe Tobin, suite de l'article de **FRÉDÉRIC LEMAIRE**.

**PAGES 6 ET 7 :**  
 Les Etats-Unis sont fatigués du monde, par **BENOÎT BRÉVILLE**. – « Le bras de la classe dirigeante » (**P. R.**).

**PAGE 8 :**  
 Au travail, les enfants, par **ROBIN CAVAGNOUD**.

**PAGE 9 :**  
 Printemps trompeur au Brésil, suite de l'article de **LAURENT DELCOURT**.

**PAGES 10 ET 11 :**  
 L'Ukraine livrée aux maladies infectieuses, par **SÉBASTIEN GOBERT**. – A l'ombre des oligarques, par **HÉLÈNE RICHARD**.

**PAGE 12 :**  
 La Macédoine à la dérive, par **JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN**.

**PAGES 14 ET 15 :**  
 Où va donc la colère?, par **GEORGES DIDI-HUBERMAN**.

**PAGES 16 ET 17 :**  
 Le Sahara algérien, eldorado de la tomate, par **PIERRE DAUM**. – Faire fleurir le désert, un rêve ancien (**P. D.**).

**PAGES 18 ET 19 :**  
 Espoirs et simulacres du changement en Iran, par **SHERVIN AHMADI ET PHILIPPE DESCAMPS**. – Vers une réconciliation? (**PH. D.**) – Une mollaharchie constitutionnelle.

**PAGE 20 :**  
 Taïwan en quête de souveraineté économique, par **TANGUY LEPESENT**.

**PAGE 21 :**  
 L'Amérique centrale lâche Taipei, par **GUILAUME BEAULANDE**.

**PAGES 22 ET 23 :**  
 L'art pour tous, l'argent pour quelques-uns, par **EVELYNE PIELLER ET MARIE-NOËL RIO**. – L'éveil des années 1980 (**E. P. ET M.-N. R.**).

**PAGES 24 À 26 :**  
 LES LIVRES DU MOIS : « Les Anges radieux », de William T. Vollmann, par **HUBERT PROLONGEAU**. – « La Quête de Wynne », d'Aaron Gwyn, par **JÉRÔME DIAZ**. – Persistance de la « nostalgérie », par **CHRISTIANE CHAULET ACHOUR**. – Chantal Akerman, héritière du silence, par **JEAN-PIERRE SALGAS**. – Pour la beauté du monde (**E. P.**). – Jack London, conteur de combat, par **ARNAUD DE MONTJOYE**. – Au royaume de l'enfant unique, par **MARTINE BULARD**. – Dans les revues.

**PAGE 27 :**  
 Raoul Ruiz ou le refus des normes, par **GUY SCARPETTA**.